



JEU VIDÉO
DANS LA PEAU
D'UN CHAT

CATASTROPHE — LE PAKISTAN SOUS
LES EAUX **FRANCE — POUR MACRON,**
L'APRÈS-ÉLECTION COMMENCE



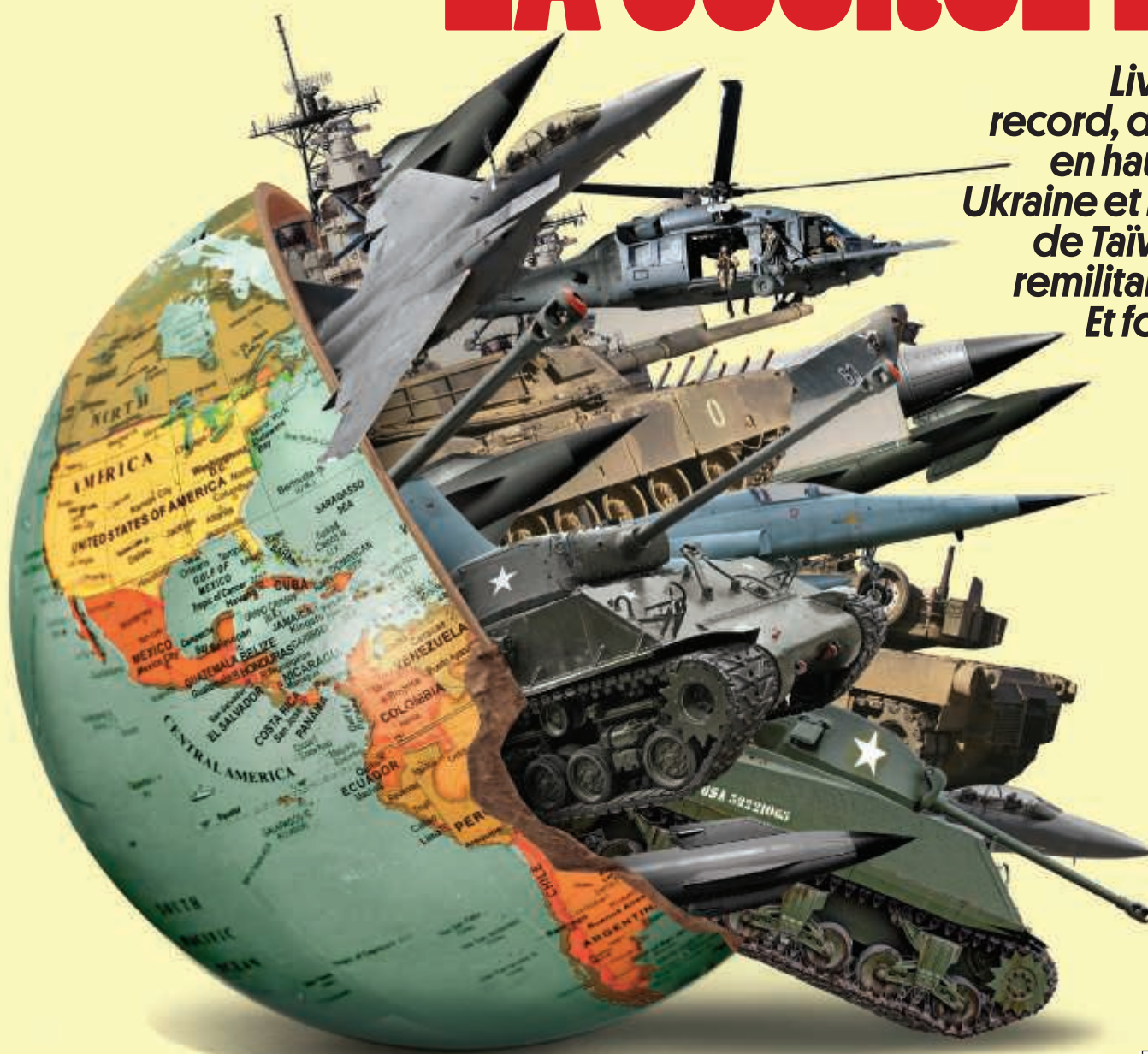
Courrier international

N° 1661 du 1^{er} au 7 septembre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

ARMEMENT LA COURSE FOLLE

*Livraisons et contrats
record, dépenses militaires
en hausse... La guerre en
Ukraine et les tensions autour
de Taïwan ont accéléré la
remilitarisation du monde.
Et font craindre le pire.*



M 03183 - 1661 - F: 4,50 €



FAIRE LE PLEIN DE TRANQUILLITÉ

Choisir une PEUGEOT électrique ou hybride rechargeable, c'est bénéficier d'une offre d'installation à domicile de votre propre borne de recharge.



L'ÉLECTRIQUE SELON PEUGEOT

PEUGEOT RECOMMANDE TotalEnergies

Peugeot a choisi Free2move eSolutions pour vous accompagner dans le choix et l'installation de la solution de recharge la plus adaptée à vos besoins. Plus d'informations sur <https://www.peugeot.fr/electrique-et-hybride/rouler-en-electrique/F2M-eSolutions.html>. OPEn – Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Armement : la course folle

Un événement crucial pour l'avenir de la paix et de la sécurité internationales (et de l'équilibre du monde) s'est tenu [du 1^{er} au 26 août] au siège des Nations unies, à New York. Au vu du peu d'intérêt que lui ont accordé la classe politique et les médias, vous serez pardonné de ne pas y avoir prêté attention." Le propos, un rien désabusé, est signé Simon Tisdall, chroniqueur de **The Observer**, et il fait allusion à la conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui s'est soldée par un échec, la Russie ayant refusé de signer la version finale du document le 26 août. C'est une référence à la centrale ukrainienne de Zaporijjia, occupée par les forces russes, qui a motivé ce refus.

Au moment d'ouvrir la conférence, António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, avait pourtant tiré la sonnette d'alarme, rappelle *The Observer* : "À l'heure où nous parlons, l'humanité n'est qu'à un malentendu, une méprise de l'anéantissement nucléaire." "L'arsenal [nucléaire] de Pékin devrait plus que doubler en dix ans, détaille l'hebdomadaire britannique. Et le risque n'est pas seulement celui d'un Armageddon. Des stocks grandissants d'armes tactiques ou terrestres et de nouveaux missiles hypersoniques [qui se déplacent à 6 000 km/h] aggravent le risque d'une guerre nucléaire dite 'limitée'." Sommes-nous si proches d'un tel scénario? Difficile à dire. La guerre en Ukraine a fait ressurgir un concept hérité de la guerre froide : la dissuasion. Cette doctrine est souvent associée à la menace nucléaire, explique **Die Zeit**. Une menace agitée par Vladimir Poutine au début du conflit. Mais les armes conventionnelles, et surtout la crédibilité, ont aussi leur importance. La guerre

en Ukraine, où "les Américains et les Européens posent – de manière restreinte mais efficace – les bases d'une dissuasion crédible", pourrait changer la donne, estime le journal allemand. Ce qui est sûr, c'est que l'on assiste depuis plusieurs mois à une remilitarisation à marche forcée du monde. En 2021, déjà, le total des dépenses militaires mondiales avait atteint 2 113 milliards de dollars, un record en la matière. En 2022, la guerre en Ukraine et les tensions autour de Taïwan ont accéléré cette course folle à l'armement. Cent milliards d'euros ont été débloqués en juin pour moderniser la Bundeswehr, un virage historique pour l'Allemagne; en août, Moscou a passé pour plus de 8 milliards d'euros de commandes au complexe militaro-industriel du pays; les États-Unis ont débloqué 3 nouveaux milliards pour soutenir Kiev, à la fin d'août; pendant que Taïpei proposait d'augmenter le budget de sa défense de 13,9 %... Les principales bénéficiaires

de cette avalanche de commandes ? Des entreprises américaines : Lockheed Martin et Raytheon Technologies, qui pourraient toutefois, explique la **Nikkei Asia**, ne pas réussir à honorer tous leurs contrats, en raison des tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Une hypothèse qu'on en viendrait à souhaiter, tant "l'emballement de l'Occident en matière de dépenses militaires nourrit la paranoïa des régimes dictatoriaux", écrit le journal britannique **I**, en dénonçant très clairement la responsabilité américaine dans cette escalade. Vingt ans après le désastre en Irak, "Washington commet la même erreur : dépenser des sommes folles dans des armes dont il n'a pas besoin". Retour en juin, à Villepinte. Un journaliste du quotidien suisse **Neue Zürcher Zeitung** s'est rendu au Salon de l'armement et raconte de façon savoureuse l'ambiance qui règne au milieu des marchands de canons et de leurs clients. "Village d'en haut contre village d'en bas – peut-être les contradictions de l'âme

humaine ne sont-elles nulle part plus saillantes que lors d'un salon consacré à la défense", écrit cet envoyé très spécial. Ici, "il est question de 'sécurité', et non de 'guerre', de 'défense', jamais d'attaque". Nul ne se réjouit de la situation en Ukraine, mais force est de reconnaître qu'elle est bonne pour les affaires." C'est un article étonnant et assez éloigné, en apparence, duterrain de la géopolitique, mais qui traduit assez bien cette fièvre pour les armes. "Personne dans l'assistance n'est là pour célébrer la guerre mais pour fêter le lancement du char. Ici, personne ne veut évidemment tuer qui que ce soit, mais tous vantent la 'légalité nettement supérieure' de ce nouveau modèle." La guerre technologique, désincarnée, sans visages ni victimes.

En couverture :
Illustration de **Doug Chayka** parue dans le **New York Times**, États-Unis.
Jeu vidéo : photo **BlueTwelve Studio/Annapura Interactive**



Sommaire

FRANCE p.8

Pour Macron, l'après-élection va réellement commencer

Après un été brûlant, le retour au front s'annonce explosif pour le président, qui va devoir composer avec l'opposition, analyse le quotidien belge **Le Soir**.

CHINE p.22

Les continentaux peuvent dire merci à Hong Kong

Ce territoire au statut hybride fait l'objet d'une reprise en main par Pékin. Sur le média social **Weixin**, un chroniqueur chinois raconte ces destins intriqués.

ÉCONOMIE p.38

Les romans d'amour et d'horreur en ligne s'écrivent à la chaîne

Les applications de littérature sont très rentables pour leurs éditeurs. Les auteurs, eux, sont payés à la tâche et recrutés dans les pays du Sud, révèle le site américain **Rest of World**.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Continent** Johannesburg, hebdomadaire.
- L'Essenziale** Rome, hebdomadaire.
- The Express Tribune** Karachi, quotidien.
- El Desconcertio** (eldesconcertio.cl) Santiago, en ligne.
- History Today** Londres, mensuel.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Le Matin** (lematinalgerie.com) Alger, en ligne.
- Muwatin** Londres, mensuel.
- Nawaat** (nawaat.org) Tunis, en ligne.
- Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien.
- Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- Polygon** (polygon.com) Washington, en ligne.
- Rest of World** (restofworld.org) New York, en ligne.
- Smithsonian Magazine** Washington, mensuel.
- Le Soir** Bruxelles, quotidien.
- The Sunday Times** Londres, hebdomadaire.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- La Tercera** Santiago, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Weixin (WeChat)** (weixin.qq.com) Shenzhen, en ligne.



JEU VIDÉO p.46

Dans la peau d'un chat

Se glisser dans la peau d'un matou errant pour explorer une ville peuplée de robots, c'est l'expérience que propose *Stray*. Ce jeu irrésistible amène les amoureux des félins à les regarder d'un autre œil, raconte **Polygon**.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Pakistan.** Honte à nos dirigeants!

D'un continent à l'autre

8. **France.** Pour Macron, l'après-élection c'est maintenant!

10. **Diplomatie.** Visite en Algérie: pas de sujets qui fâchent

12. **Ukraine.** Des réacteurs au cœur du conflit

14. **Italie.** Quand notre vin disparaîtra

18. **Chili.** La future Constitution divise

20. **Mexique.** "Gringos, go home!"

22. **Chine** Les continentaux peuvent dire merci à Hong Kong

24. **Bahreïn.** L'accès à la mer réservé aux plus riches

26. **Kenya.** William Ruto ou l'itinéraire d'un Rastignac

À la une

28. Armement, l'emballage

Transversales

38. **Économie.** Les romans en ligne s'écrivent à la chaîne

40. **Environnement.** Quand les poissons deviennent hargneux

41. **Signaux.** 425 "bombes carbone" menacent le climat

360°

42. **Récit.** J'ai rendez-vous avec Apollon

46. **Plein écran.** Dans la peau d'un chat

48. **Cinéma.** Le pays qui n'aimait plus ses vieux

50. **Histoire.** Dans le ghetto de Varsovie, les livres comme résistance



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. La contre-offensive

Après la contre-offensive annoncée par l'Ukraine dans la région de Kherson, le 29 août, quelle sera la réaction de la Russie? Que va donner l'inspection de la centrale de Zaporijjia par l'Agence internationale de l'énergie atomique? Suivez l'actualité de la guerre en Ukraine, racontée par la presse étrangère.

Série. "Les Anneaux de pouvoir" sur Amazon : tous fous de Tolkien!

Ce 2 septembre, Amazon lance la diffusion de la série la plus chère de l'histoire, *Le Seigneur des anneaux. Les Anneaux de pouvoir*, adaptée de Tolkien. Qu'est-ce qui, dans l'œuvre du romancier anglais, déclenche autant de ferveur et justifie de si colossaux investissements? se demande le **Financial Times**.

Le Courrier des recettes. Les fettucine Alfredo, jamais prophètes en leur pays

Ces pâtes aux œufs, accompagnées de beurre frais et de parmesan, sont considérées partout dans le monde comme un symbole de la cuisine italienne. Mais elles sont quasi inconnues en Italie, et leur origine n'est pas très claire. Le **Corriere della Sera** a mené l'enquête.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Courrier international
Le site Internet de la plus grande rédaction du monde en accès libre

**JOURNÉE
PORTES
OUVERTES**

**Dimanche
4 septembre**

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

www.courrierinternational.com

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/jours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directeur : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Septembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutou (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiaki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Fauriv (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicel (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 53), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethou (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrier (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Oubaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Douthey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Étienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Emmanuel Bour, François Burkard, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Marie Daoudal, Guillaume Deneufbourg, Zineb El Mountassir, Jeanne Fourneau, Sophie Laurent-Lefèvre, Servan Le Janne, Valentine Morizot, Anne Plaignaud, Mélanie Tanous, Isabelle Taudière, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steeve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences France de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 53) Comptabilité 01 49 88 44 55 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet, MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lettemand (16 91), Véronique Sautemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 01 17 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot : 0,0083 kg/t - tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durables et de sources contrôlées.
pefc-france.org

ACPM



MERCREDI 7 SEPTEMBRE

FOIRE AUX VINS

RETROUVEZ TOUTE NOTRE SÉLECTION
EN SUPERMARCHÉ

LA PÉPITE À DÉCOUVRIR

Issu d'une technique de vinification peu connue, la macération de raisins blancs, ce vin orange saura ravir les amateurs de vins qui aiment être surpris. Sa couleur orange légèrement cuivrée est obtenue à partir de l'assemblage de plusieurs cépages (viognier, chardonnay, gewurztraminer...). Il dévoile un registre aromatique atypique puissant et une amertume désaltérante très portée sur les agrumes, les fruits confits, l'abricot, la mangue, le kaki, les épices et la gentiane. S'il se déguste seul en apéritif, il fait honneur à la cuisine du monde et aux desserts.



VIN DE FRANCE

VIN ORANGE
Vin de France

2021

13,5 % Vol.

5.99 €

75 cl

1L = 7,99 €



1 an



8 - 10°C



Ample & Rond

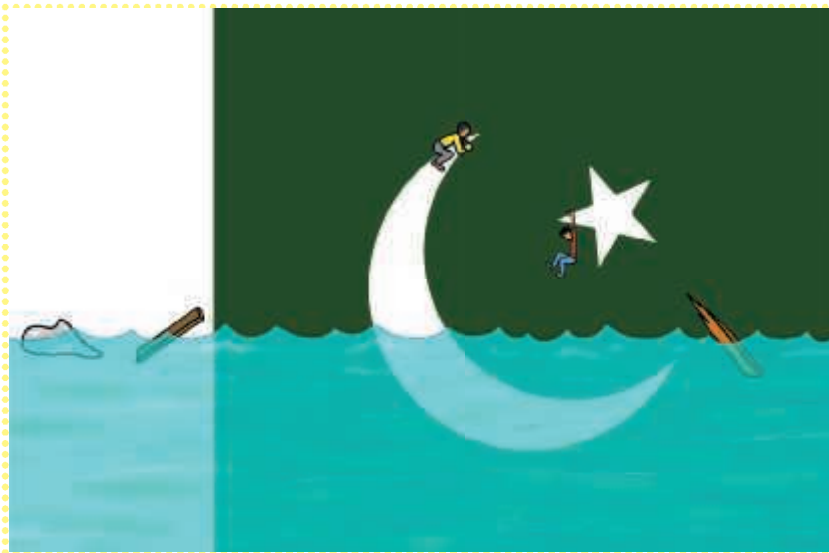


Scannez-moi
pour retrouver
le catalogue

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Pakistan. Honte à nos dirigeants!

Dans un pays ravagé par des inondations exceptionnelles, où les victimes se comptent par centaines et les personnes affectées par millions, les autorités brillent par leur absence, s'insurge ce journal de Karachi dans un éditorial.



CARTOON MOVEMENT

—The Express Tribune Karachi

Sur une vidéo terrible qui a circulé sur les réseaux sociaux, on peut voir cinq hommes, des frères disent certains, échoués sur un rocher au milieu des eaux qui montent inexorablement autour d'eux. De nombreux internautes ont partagé les images en suppliant les autorités de leur envoyer des sauveteurs. Mais bientôt, on apprenait que les cinq hommes avaient été emportés, après quatre heures d'attente.

C'est injustifiable : alors que de nombreux appels à l'aide ont été envoyés depuis les réseaux et qu'il y avait largement le temps, les autorités ont été incapables d'envoyer un hélicoptère de sauvetage pour sauver ces innocents qui ont dû regarder la mort dans les yeux.

Il est vrai que les hélicoptères de sauvetage sont souvent affectés à des tâches "plus importantes" : transport des dignitaires de leur résidence officielle à leur domicile privé, acheminement de leurs provisions jusque chez eux, séchage des terrains de cricket après la pluie [en 2018, deux appareils militaires, en vol stationnaire, avaient aidé à assécher le terrain de Lahore], ce genre de choses.

La vie d'un citoyen lambda, d'un contribuable, ne fait visiblement pas partie de ces tâches importantes. Les ressources sont entre les mains d'une élite qui, lors des catastrophes, se les approprie, faisant passer ses intérêts en premier, et abandonne des millions de personnes à un sort tragique. Tout cela rend d'autant plus obscènes ces politiciens qui postent sur les réseaux des images d'eux-mêmes distribuant des rations de survie, au lieu de lancer des plans de sauvetage de grande ampleur.



ÉDITO

La triste vérité, c'est qu'aucun plan d'urgence n'est prévu, et que nos dirigeants sont incapables d'en mettre un sur pied qui soit efficace. À leur place, ce sont les

Pakistanaïens que l'on voit unis dans l'entraide, qui créent des fonds d'urgence, envoient de la nourriture, de l'eau et du matériel, se rendent sur les lieux les plus durement touchés pour apporter leur assistance. Les autorités de gestion de crise ont mis en garde contre de nouvelles catastrophes à venir à courte échéance, dans d'autres régions. Il faut donc organiser des évacuations à grande échelle et concentrer les moyens pour sauver des vies. Au lieu de la gestion d'urgence, nous devons avoir une démarche de prévention.—

Publié le 28 août

↳ Dessin de Saad
Almuhannadi, Qatar.

À feu et à sang

LIBYE — Des affrontements entre milices concurrentes à Tripoli ont fait au moins 23 morts et 140 blessés le 27 août. Le gouvernement établi dans la capitale a accusé le Premier ministre rival, Fathi Bachagha, installé provisoirement à Syrte (centre) et soutenu par le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est, d'avoir voulu "mettre à exécution ses menaces" de s'emparer de la ville, selon **Libya Observer**. Ces combats sont d'une ampleur sans précédent depuis l'échec de la tentative du maréchal Haftar (entre avril 2019 et juin 2020) de conquérir militairement la capitale, au plus fort de la guerre civile ayant suivi la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.



Contexte

Un tiers du pays sous les eaux

●●● Plus de 1100 morts, 33 des 220 millions de Pakistanais affectés, 1 million d'habitations endommagées, un tiers du territoire submergé, plus de 700 000 têtes de bétail emportées par les flots, des récoltes dévastées... Les pluies diluviennes qui s'abattent sur le Pakistan depuis juin ont provoqué des dégâts estimés à 10 milliards de dollars par le ministre de la Planification et du Développement, Ahsan Iqbal, cité par **Dawn**. Pour **The Express Tribune**, "les inondations de cette année sont comparables à celles de 2010 – les pires jamais enregistrées –, qui avaient fait plus de 2 000 morts". Le réchauffement climatique est pointé du doigt. Mais pas seulement. "Après des années de négligence, [les canaux d'irrigation] ne permettent plus de traiter les volumes record enregistrés aujourd'hui", souligne le journal de Karachi. Nombre de ponts n'étaient pas non plus entretenus. Avant même les questions de reconstruction vont surgir celles concernant les risques de famine et d'épidémie. C'est pourquoi les Nations unies ont lancé le 30 août un appel aux dons pour récolter 160 millions de dollars. Quelques jours plus tôt, rapporte **The Nation**, "des organisations internationales et des institutions financières [avaient] promis 500 millions de dollars d'assistance immédiate". Cependant, "compte tenu de l'ampleur de la dévastation, [cette aide] est très modeste", réagissait **Pakistan Today**, avant de pointer du doigt les pays riches pour leur rôle dans la crise climatique.

Une victoire bien fragile



ANGOLA — "Cinquième victoire du MPLA aux élections générales", titre le **Jornal de Angola** le

26 août, deux jours après le scrutin. Son parti ayant remporté plus de 51 % des voix, João Lourenço, 68 ans, entamera un second mandat de cinq ans. Mandat qui s'annonce difficile, tous les indicateurs économiques étant dans le rouge. De plus, le MPLA, au pouvoir depuis quarante-sept ans, disposera d'une majorité plus fragile au Parlement (124 élus, contre 150 auparavant). Et l'Unita, principal parti d'opposition, crédité de 44 % des suffrages et 90 députés, se tiendra en embuscade.

Retard à l'allumage

ÉTATS-UNIS — Le lancement de la mission Artemis vers la Lune a été annulé le 29 août après que l'équipe a été incapable de résoudre un problème avec l'un des quatre moteurs de la fusée, rapporte **CNN**. La "prochaine occasion" pourrait se présenter le 2 septembre, indique la Nasa, mais cela dépendra "de la façon dont les tests se dérouleront".

Une affaire de famille

FRANCE — La police a ouvert une enquête après que Paul Pogba a dit avoir été victime de tentatives d'extorsion par des amis d'enfance et son propre frère, Mathias. Ce dernier, lui aussi footballeur (ex-professionnel), a posté le 27 août sur les réseaux sociaux une vidéo "aux messages pour le moins dérangeants", selon le **Corriere della Sera**. Il y promet de "grandes révélations" sur son cadet de 29 ans, et évoque notamment le "maraboutage" de l'attaquant vedette du PSG, Kylian Mbappé. Paul Pogba a contre-attaqué dimanche par la voix de ses avocats, niant toute responsabilité dans cette affaire et laissant fuiter à la presse que les "gangsters" lui réclamaient 13 millions d'euros pour "service rendu".

Fin de partie ?



THAÏLANDE

— "Le Premier ministre suspendu", titre le **Bangkok Post**, qui consacre l'intégralité de sa une du 25

août à l'information. Ainsi en a décidé la veille la Cour constitutionnelle, par cinq voix contre quatre. Désormais, les sages chercheront à déterminer si Prayuth Chan-ocha peut légalement rester à la tête du pays. Arguant que son mandat a commencé le 24 août 2014, lorsqu'il a reçu l'approbation royale quelques mois après son coup d'État, l'opposition estime qu'il a atteint la limite constitutionnelle de huit ans. Les partisans de Prayuth parlent, eux, de 2017, date de l'introduction de cette

disposition constitutionnelle, et même de 2019, date de sa victoire aux législatives. En attendant que la Cour tranche la question, sous un mois normalement, c'est le vice-Premier ministre, Prawit Wongsuwon, qui assure l'intérim.

Porte-avions indésirable

TURQUIE — Le *São Paulo* (ex-Foch, lorsqu'il croisait sous pavillon français, jusqu'à sa revente en 2000), surnommé le "navire de la mort" parce qu'il contient de grandes quantités d'amiante, "ne sera pas autorisé à entrer dans les eaux territoriales turques", rapporte le quotidien **BirGün**. Le ministre de l'Environnement, Murat Kurum, a annoncé le 28 août sa décision d'annuler l'autorisation donnée à l'entreprise SÖK Denizcilik, qui devait le démanteler dans le port d'Izmir. Il a cédé à la pression d'ONG considérant comme incomplet et mensonger un premier inventaire des matériaux dangereux. Le Brésil refusant d'en établir un second, Ankara a interdit la venue du bateau-épave, qui navigue actuellement au large du Maroc.

L'"Indien du trou" est mort

BRÉSIL — Il était le "symbole de la résistance des peuples indigènes isolés", souligne l'**Agência Pública** le 27 août. Trois jours plus tôt, l'"Indien du trou", comme il était parfois surnommé en raison des cavités qu'il creusait dans les endroits où il vivait, a été retrouvé mort. "Pendant plus de vingt-cinq ans, ce Brésilien extraordinaire, dont on n'a jamais connu le nom, la langue ou l'ethnie, a vécu complètement isolé dans une portion de forêt de l'État du Rondônia."

IRAK

Un pays au bord du chaos

Le bras de fer auquel se livrent depuis des mois Moqtada Al-Sadr et les groupes armés pro-Iran a dégénéré en affrontements meurtriers les 29 et 30 août.



→ Moqtada Al-Sadr. Dessin de Hassan Bleibel paru dans le **Daily Star**, Beyrouth.

Les 29 et 30 août, l'impasse politique en Irak est "passée au stade de l'affrontement armé", rapporte le site irakien indépendant **Al-Alam Al-Jadid**. Depuis les élections législatives anticipées d'octobre 2021, un bras de fer oppose un camp pro-Iran à l'influent clerc chiite Moqtada Al-Sadr.

La situation a dégénéré après l'annonce surprise, par Moqtada Al-Sadr, de son retrait "définitif" de la vie politique et de la fermeture de plusieurs institutions religieuses ou caritatives liées à sa famille, lundi 29 août. En réaction, raconte le quotidien irakien **Al-Mada**, des milliers de partisans du courant sadriste "ont élargi leur contestation en se déployant dans la zone verte [le quartier ultrasécurisé de Bagdad, siège des principales institutions du pays] et ont tenté de prendre le contrôle du palais gouvernemental", avant d'en être délogés par les forces de sécurité.

Plus tard dans la soirée, la zone verte, "l'endroit le plus sûr d'Irak", s'est transformée en un "champ de bataille", écrit le média kurde irakien **Rudaw**. Les combats ont opposé les Saraya Al-Salam – "Brigades de la paix" –, l'aile militaire du mouvement sadriste, d'un côté, et l'armée et les ex-paramilitaires pro-iraniens du Hachd Al-Chaabi, intégrés aux forces régulières, de l'autre. Cette "atmosphère de guerre" s'est communiquée à d'autres villes du pays, qui ont vécu plusieurs heures "au rythme des coups de feu et des tirs de roquette".

Les affrontements ont pris fin le 30 août en début d'après-midi après un appel de Moqtada Al-Sadr à ses partisans, les invitant à quitter la zone verte. Selon le dernier bilan en date, les affrontements ont fait au moins 30 morts et 570 blessés dans le camp sadriste.

Face au blocage politique du camp pro-Iran, qui l'a empêché de former un nouveau gouvernement, malgré sa victoire aux dernières législatives, Moqtada Al-Sadr n'a cessé de faire monter les enchères ces dernières semaines. En juin, il a fait démissionner ses députés. En juillet, ce sont ses partisans, galvanisés par ses discours contre la corruption et pour la réforme du système politique, qui ont pris d'assaut le Parlement.

L'annonce de son retrait serait liée à une autre annonce du 29 août, celle de l'un de ses mentors, le grand ayatollah iranien Kazem Haeri, qui a appelé Moqtada Al-Sadr à revenir dans le giron du guide de la révolution iranienne, Ali Khamenei. "Haeri provoque Sadr en lui demandant de se rallier à Khamenei", titre ainsi le quotidien irakien **Az-Zaman**.

Pour la plupart des analystes, la balle est désormais dans le camp d'Ali Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite d'Irak. Pour trancher ce conflit interchiite et éviter que le pays ne plonge dans la guerre civile, il est "le dernier recours", renchérit **Rudaw**.

— **Courrier International**

27,4

CENTIMÈTRES : telle est l'élévation inévitable du niveau de la mer que va provoquer la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, selon une étude publiée le 29 août dans la revue **Nature Climate Change**. Et ce, alertent les glaciologues, même si le réchauffement climatique s'arrête. Cette calotte perdra au minimum 3,3 % de son volume. En d'autres termes, 110 milliards de milliards de tonnes de glace vont se liquéfier, pour l'essentiel d'ici à 2100.

d'un
continent
à l'autre.

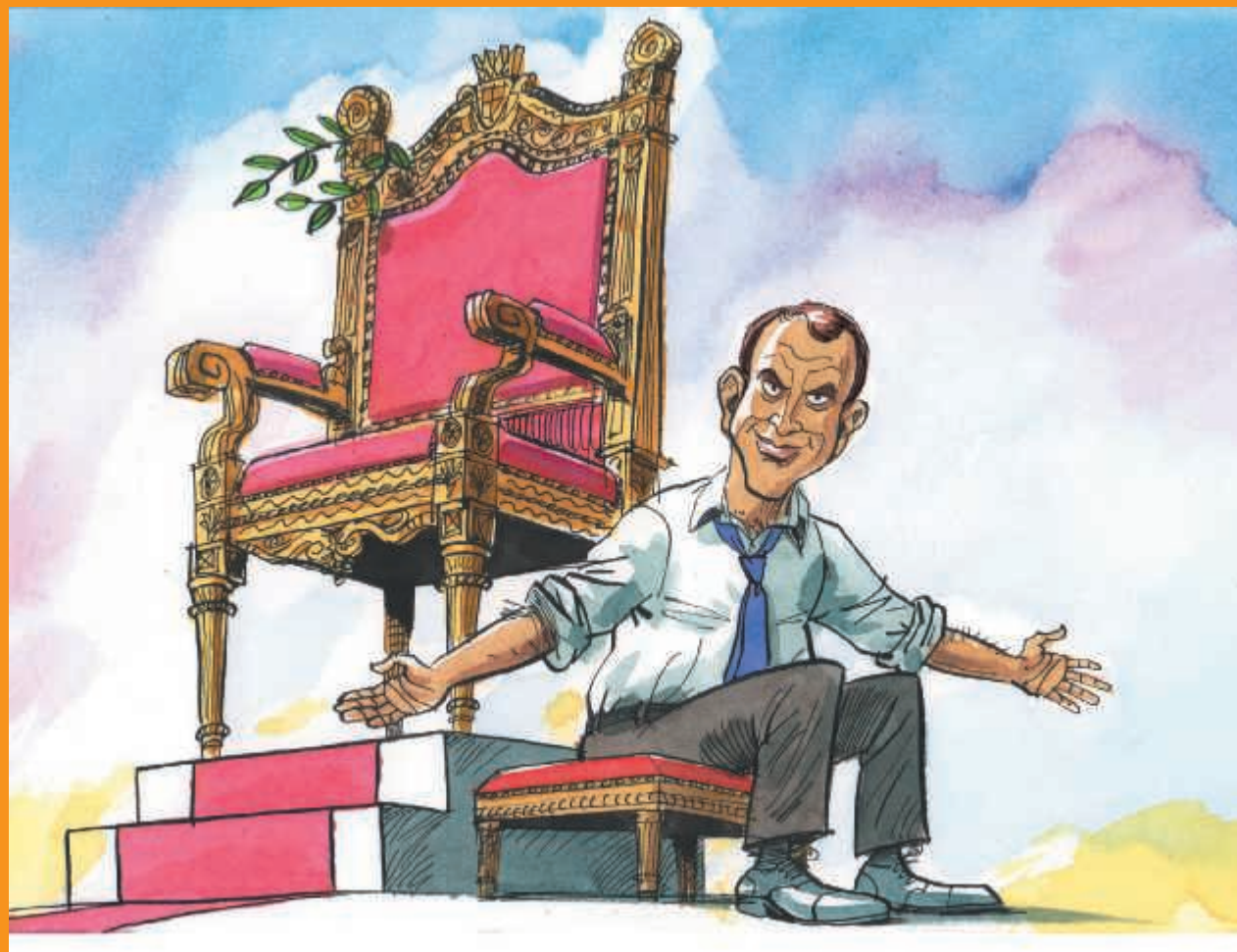
france



Europe	12
Amériques.....	18
Asie	22
Moyen-Orient...	24
Afrique.....	26

Politique. Pour Macron, l'après-élection va réellement commencer

Après un été brûlant, retour au front pour le président. Les chantiers explosifs ne manquent pas. Il faudra pourtant composer avec l'opposition.



—Le Soir Bruxelles

La parenthèse aura été de courte durée. Et elle n'aura en rien été enchantée. Après un été brûlant (pour une fois ce n'est pas une métaphore), marqué par les canicules, la sécheresse, les feux de forêt et les orages meurtriers, Emmanuel Macron retrouvera ce mercredi son gouvernement pour un copieux Conseil des ministres de rentrée.

Dix semaines après avoir perdu aux législatives sa majorité absolue à l'Assemblée nationale, le président doit fixer le cap d'un quinquennat au cours duquel il n'aura pas les coudées franches. Les premières semaines de vie parlementaire, au début de l'été, ont montré à quel point l'Hémicycle avait été transformé en chaudron par une opposition remontée à bloc.

À force de discussions et de compromis, la Première ministre, Élisabeth Borne, a réussi à faire adopter de premiers textes, notamment sur le pouvoir d'achat, avec le renfort de la droite. Mais ce n'était là qu'un avant-goût de ce qui attend l'exécutif s'il veut trouver une voie étroite pour réformer. Le plus dur est à venir.

Changement climatique, assurance-chômage, retraites, immigration, sécurité : les chantiers ne manquent pas. Le cocktail

Dans l'immédiat, le gouvernement pare à l'embrasement sur le pouvoir d'achat.

est explosif. La majorité sera contrainte de composer avec des forces d'appoint. Elle exclut toujours de négocier avec La France insoumise et le Rassemblement national, rangés dans le même tiroir des radicalités. Il lui faudra dès lors se tourner tantôt vers la gauche modérée, tantôt vers les écologistes, tantôt (sans doute le plus souvent) vers Les Républicains pour ne pas être contrainte à l'immobilisme. Mais chacun tirera évidemment la corde dans son sens. La gauche réclamera des augmentations de salaire et des mesures visant les riches, comme la taxation des superprofits. La droite voudra qu'on s'attaque au régalien et à l'assainissement des finances publiques.

Le gouvernement est prêt à accueillir toutes les idées, répètent les ministres. À deux conditions : que les propositions de leurs adversaires ne conduisent ni à augmenter les impôts ni à creuser la dette. Cela limite les marges de manœuvre...

Pour son deuxième quinquennat, Emmanuel Macron mise surtout sur le travail pour sortir le pays de l'ornière. Avec un chômage actuel à 7,4 %, il vise le plein-emploi. Sa réforme de l'assurance-chômage devrait s'inspirer de ce qui se

✓ Emmanuel Macron.
Dessin de **Schrank** paru dans
The Economist, Londres.

pratique aux États-Unis et au Canada. La protection des demandeurs d'emploi serait flexible en fonction de la conjoncture. La réforme des retraites (potentiellement de la nitroglycérine), annoncée en pleine campagne électorale, est toujours d'actualité. L'âge de départ pourrait monter à 65 ans (contre 62 aujourd'hui) à l'horizon 2030. Et il faudrait avancer sur ce dossier dès l'été 2023, a prévenu Emmanuel Macron lors de son interview du 14 juillet.

Immigration et sécurité. Le changement climatique est un autre gros morceau. Il faudra montrer des signes de volontarisme alors que le ministre chargé de la Transition écologique, Christophe Béchu, a été aux abonnés absents tout l'été pendant que la France brûlait. L'immigration et la sécurité vont aussi enflammer les esprits, avec de nouvelles lois qui seront portées par l'omniprésent ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, formé à l'école sarkozyste. La tension est déjà montée sur la situation dans les prisons, le garde des Sceaux, Éric Dupont-Moretti, affrontant un "bad buzz" après l'organisation d'un concours de karting opposant les détenus et les gardiens à la prison de Fresnes.

Mais c'est sur le plan social que la situation pourrait rapidement se tendre. Les syndicats fourbissent leurs armes pour une journée d'action fin septembre. De son côté, Jean-Luc Mélenchon, qui n'est pourtant plus député, entend toujours fédérer ses troupes. L'ancien candidat Insoumis à la présidentielle, qui se rêvait Premier ministre, appelle à une "grande marche contre la vie chère".

Dans l'immédiat, le gouvernement pare à l'embrasement sur le pouvoir d'achat. La ristourne sur les prix de l'essence sera prolongée et même augmentée en cette rentrée pour limiter l'impact de l'inflation sur les ménages. Mais dès l'année prochaine, il a déjà averti qu'il faudra revoir le bouclier tarifaire, qui bloque actuellement pour tous les prix du gaz et de l'électricité.

L'équation politique s'annonce redoutable. C'est pourquoi Emmanuel Macron évitera à tout prix d'y aller "à la hussarde". "Jupiter", dont les Français reprochaient l'arrogance lors du premier quinquennat, est décidé cette fois à avancer avec une prudence de Sioux. Un changement radical de méthode est annoncé, avec de la discussion à tous les étages. Le fameux Conseil national de la refondation (CNR), perçu par beaucoup comme un gadget pendant la campagne électorale, sera ainsi bel et bien lancé dès le 8 septembre. Mais ce cénacle, qui vise à rassembler les forces vives de la nation (partis, partenaires sociaux, associations, citoyens) pour réfléchir aux grands enjeux, est déjà boycotté par une partie de l'opposition politique. Ça commence fort...

— **Joëlle Meskens**
Publié le 23 août

Les Français sont-ils prêts à payer le "prix de la liberté" ?

● Réclamer plus de "sobriété énergétique" lors d'une interview le 14 juillet, annoncer la menace de "cataclysmes climatiques dévastateurs" à Bormes-les-Mimosas le 17 août, puis proclamer "la fin de l'abondance" en ouverture du Conseil des ministres, une semaine plus tard : Emmanuel Macron "a terminé ses vacances d'été et repris le chemin du travail avec la volonté de préparer le pays à un hiver qui s'annonce rude", entre inflation galopante et crise énergétique, écrit le journal britannique **The Spectator**. Mais plus que ces discours aux "accents churchilliens", le titre conservateur remarque que le président français assimile les efforts auxquels vont devoir consentir les Français à une lutte pour la défense de la liberté.



Vu du Royaume-Uni

"Les Français sont-ils prêts à payer le prix fixé par Macron?" se demande l'hebdomadaire. De fait, il sera difficile de demander aux quelque 14 % de Français vivant sous le seuil de pauvreté de se serrer encore plus la ceinture, ironise **The Spectator**. D'autant que beaucoup d'entre eux exècrent le mépris dont le chef de l'État lui-même a pu se rendre coupable. Macron s'est en effet distingué par des sorties maladroitement quand il promettait d'"emmerder" les non-vaccinés, qu'il qualifiait les Français de "Gaulois réfractaires" ou qu'il leur suggérait de "traverser la rue" pour trouver du travail. Surtout, demander plus d'efforts

aux citoyens est délicat quand ces derniers demeurent éprouvés par la pandémie et des restrictions perçues comme injustes. "Tout au long de la crise du Covid, on s'est ému en Occident d'un 'deux poids, deux mesures' entre, d'un côté, les riches et les puissants, et de l'autre tous les autres. Le monde politique a continué à faire la fête et à sillonner la planète en jet; des soirées chics nous ont donné à voir tout le gratin, sans masque, servi par un personnel masqué, lui. Retrouvera-t-on ce même apartheid social cet hiver, quand la crise du pouvoir d'achat commencera à se faire plus pressante?" La patience des Français "à des limites", conclut le titre, "et cet hiver nous dira si les peuples sont prêts, une fois encore, à mettre la main à la poche pour défendre leur liberté".

Élisabeth Borne marque des points

●●● On ne donnait pas cher d'elle au moment de sa nomination à Matignon. Trop "techno", pas assez politique, pas assez charismatique. Après ses premiers mois à la tête du gouvernement, force est de constater qu'Élisabeth Borne résiste. Mieux : la Première ministre gagne les faveurs de l'opinion. Ce n'est pas un raz-de-marée en sa faveur, mais, selon un sondage de l'Ifop, elle dépasse Emmanuel Macron, avec 41 % de Français satisfaits (+ 3 points), contre 37 % (- 1 point) pour le président. Selon Frédéric Dabi, directeur général de l'institut de sondages, c'est son sérieux qui convainc.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez toute l'actualité politique française décryptée par la presse étrangère dans notre rubrique "La France vue de l'étranger".

"UN EXTRAORDINAIRE FILMEUR EST NÉ"

Télérama

PANTEA PANAHIHA HASSAN MADJOUNI RAYAN SARLAK AMIN SIMIAR

HIT THE ROAD

un film de PANAH PANAHI

ALLOCIÉ

★★★★★

Note presse

DISPONIBLE EN BLU-RAY, DVD ET VOD

Courrier international Télérama positif inter

DIPLOMATIE

Visite en Algérie : pas de sujets qui fâchent

Le président français a quitté l'Algérie le 27 août après trois jours d'une visite symbolique. Pour ce quotidien algérien, elle a surtout abouti à "beaucoup de déclarations générales".



—Le Matin Alger

Est-ce la fin de la guerre mémorielle soixante ans après la fin de la guerre d'indépendance ? Prudence. Emmanuel Macron était plus dans la symbolique. Aucun sujet qui fâche. À l'aise avec la presse, Emmanuel Macron a beaucoup dit, mais sans s'avancer. Quant à Abdelmadjid Tebboune [le président algérien], il a assuré le service de maître de céans sans effets de manches. Les dossiers qui pourrissent les relations sont effleurés, voire remis à une autre visite.

Le travail de mémoire de la colonisation ? On crée une commission d'historiens. Pas mal. Le partenariat économique, on verra... La question des violations des droits de l'homme et les 300 détenus d'opinion qui croupissent dans les prisons ? À croire que l'Algérie n'a pas vécu le printemps 2019 avec ses millions de manifestants dans les rues qui réclamaient un changement pacifique. Donc rien. Pas un mot. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

Au bout de trois jours, la visite de Macron en Algérie aura été conclue par la signature de "la déclaration d'Alger pour un partenariat renouvelé". Objectif ? Relancer des relations entre Alger et Paris, encaimées depuis plusieurs années. Aucun contrat, ni prochaine visite, n'est annoncé. On veut mettre un pas devant l'autre, pas de précipitation.

Ces relations vont repartir sur "une dynamique irréversible" ont assuré samedi 27 août les présidents français et algérien, en scellant la réconciliation bilatérale. Signe de leur bonne entente, Tebboune a accompagné Macron à son avion, avec les honneurs militaires, et ils se sont salués, la main sur le cœur. Toutes les déclarations assassines sont donc oubliées ?

Pour Abdelmadjid Tebboune, qui inhabituellement s'exprimait en français, les trois jours de visite d'Emmanuel Macron ont "permis un rapprochement qui n'aurait pas été possible sans la personnalité même du président". Désormais, les deux pays vont pouvoir "agir ensemble dans beaucoup de domaines en dehors

de l'Algérie et la France". "Ce rapprochement va nous permettre d'aller très très loin", a-t-il ajouté.

Abdelmadjid Tebboune s'est félicité de la réunion de très haut niveau qui a réuni à Alger le vendredi 26 août les présidents et les services de sécurité des deux côtés, y compris l'armée, "pour la première fois depuis l'indépendance" de l'Algérie en 1962, annonçant des actions communes "dans l'intérêt de notre environnement géopolitique".

Pour Alger, la visite d'Emmanuel Macron consacre son rôle stratégique en Afrique du Nord, sachant que l'Algérie partage 1 400 kilomètres de frontières avec le Mali, d'où la France a dû se retirer récemment, et près de 1 000 kilomètres avec la Libye, plongée dans le chaos depuis la chute de Kadhafi.

Ayant perdu pied au Mali, il était en effet important pour la France de retrouver des rapports de pleine confiance avec l'Algérie dont la profondeur géographique et l'influence au Mali ne sont pas négligées. Il faut rappeler que la France a encore un journaliste otage au Mali [Olivier Dubois, enlevé près de Gao le 8 avril 2021]. Il est fort probable que ce cas ait été évoqué au cours des échanges. Mais pas seulement.

Pour "rehausser" le niveau de "leurs concertations", Paris et Alger vont instaurer un "haut conseil de coopération" au niveau des chefs d'État, qui se réunira "tous les deux ans", alternativement à Alger et Paris, pour examiner les "questions bilatérales, régionales et internationales d'intérêt commun". Des visites ministérielles dans tous les domaines de coopération sont également pré-

Les 300 détenus d'opinion qui croupissent dans les prisons ? Pas un mot.

vue. Pour Emmanuel Macron, la déclaration d'Alger va permettre que "l'intimité se renforce en ayant un dialogue permanent sur tous les sujets, y compris les sujets qui nous empêchaient d'aller de l'avant, car ils revenaient sans cesse, la mémoire par exemple".

La question mémorielle autour de la colonisation française (1830-1962) et la sanglante guerre de libération avaient provoqué une

grave brouille entre les deux pays à l'automne 2021, après des propos d'Emmanuel Macron sur lesquels il a fait amende honorable.

La commission mixte d'historiens décidée pendant la visite d'Emmanuel Macron pour apaiser les dissensions et affronter "avec courage" le passé, selon les mots du président français, "pourrait être installée dans les quinze à vingt jours qui suivent", a annoncé Abdelmadjid Tebboune.

"Le kif de Macron". La déclaration d'Alger évoque aussi en filigrane la question des visas qui a empoisonné la relation bilatérale ces derniers mois après une division par deux de leur nombre par la France pour les Algériens, au motif d'un manque de collaboration pour l'expulsion des indésirables.

Paris et Alger ont décidé de renforcer la lutte contre l'immigration clandestine tout en "encourageant la mobilité pour les étudiants, entrepreneurs, scientifiques, artistes, responsables d'association, sportifs" et les familles de binationaux. Le dossier des sans-papiers algériens en attente de leur expulsion a été un sujet de discorde ces dernières années. Là aussi, les partenaires vont accélérer les procédures.

Alger et Paris vont aussi donner "un nouvel élan" à leur relation économique dans "un partenariat équilibré dans l'intérêt des deux pays", notamment dans le numérique, les énergies renouvelables, les métaux rares, la santé, l'agriculture et le tourisme.

Des coopérations multiples sont prévues aussi sur le plan culturel et sportif avec beaucoup de projets pour la jeunesse, dont un incubateur de start-up, des aides aux jeunes entrepreneurs sur les deux rives, un développement conjoint de filières cinématographiques.

Avant de prolonger inopinément son voyage par un retour exprès à Alger, Emmanuel Macron avait découvert Oran, la grande ville de l'Ouest algérien, grimant jusqu'au fort de Santa Cruz avec vue plongeante sur la Méditerranée. Il a déjeuné aussi avec Kamel Daoud et une dizaine d'amis de ce dernier au restaurant "La Liberté", qui a une vue panoramique sur El Bahia.

Il a rejoint ensuite la miniboutique du label Disco Maghreb, emblématique du raï, courant musical très populaire dans les années 1980, remis au goût du

✓ Le président algérien Abdelmadjid Tebboune et le président français Emmanuel Macron. Dessin de Dilem, Algérie.

Un nouvel accord sécuritaire

Peu après la fin de la visite d'Emmanuel Macron en Algérie, **L'Expression** se félicite du fait que le chef de l'État français et son homologue algérien "décident de pousser un peu plus loin leur coopération sécuritaire". Le quotidien, proche du pouvoir, remarque qu'un cortège de hauts responsables de la sécurité s'était réuni à cette occasion, "un fait inédit. [...] C'est la première réunion de ce niveau à avoir lieu entre les deux pays, depuis l'indépendance." Un "partenariat approfondi et élargi" se dessine donc, avec comme objectif de faire face aux menaces terroristes qui couvent aux frontières algériennes, au Mali et en Libye notamment. "L'Europe n'étant pas épargnée par ce phénomène intercontinental, [elle] devra apporter efficacement sa contribution afin de résoudre cette problématique majeure."

jour par le dernier morceau de DJ Snake. Cette virée a enflammé les réseaux sociaux. Beaucoup ne comprennent pas cette destination qui réduit la culture en Algérie à une simple boutique qui produit des K7. "C'est le kif de Macron, c'est son côté quadragénaire!" s'amuse un Oranais habitant Paris.

En bras de chemise, il a devisé avec le patron du label, Boualem Benhaoua, 68 ans, qui lui a annoncé que "de nouveaux talents seraient prochainement enregistrés dans un studio du bord de mer". Il a ensuite pris un bain de foule un peu chahuté parce qu'une foule de gens voulait le saluer et faire des selfies, avant de rencontrer des champions de breakdance.—

Publié le 28 août



Devenons l'énergie qui change tout.

SI VOUS HÉSITEZ À PASSER CHEZ EDF. DEMANDEZ À NOS CLIENTS CE QU'ILS EN PENSENT.

9 clients sur 10 sont satisfaits
du service client EDF*.

RCS PARIS 532 081 317



AFNOR Cert. 94264 AFNOR Cert. 94263

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*9 clients sur 10 satisfaits après un contact avec EDF. Étude Sat'Contacts FO : mesure de la satisfaction à chaud, le lendemain de l'appel client. Résultats sur 1 172 602 clients répondants de mai 2020 à mai 2021.

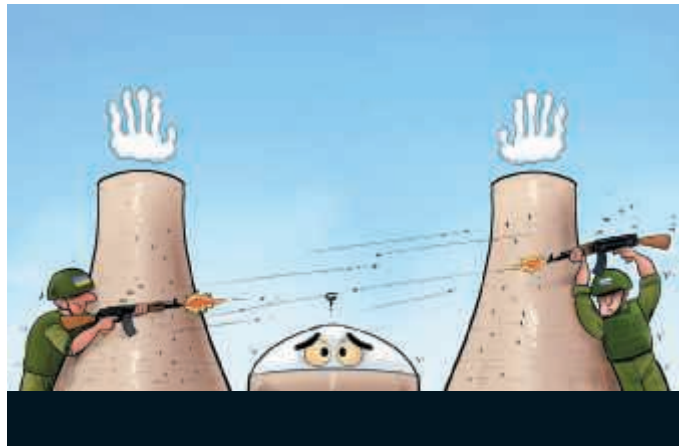


europe

Ukraine.

Des réacteurs au cœur du conflit

Occupée par les forces russes, la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, suscite toutes les craintes. Le point en quatre questions.



CARTOON MOVEMENT

1. Que se passe-t-il à Zaporijjia ?

Cette centrale nucléaire, située dans le sud-est de l'Ukraine, représente depuis le déclenchement de l'invasion du pays par la Russie, le 24 février, un enjeu stratégique. Elle est, avec six réacteurs et une capacité de 6000 mégawatts, la plus puissante d'Europe. L'armée russe l'occupe depuis le 4 mars, après plusieurs jours de combats et des bombardements qui ont alors entraîné un incendie sur le site.

Depuis, les observateurs, inquiets, réclament une visite de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), alors que les bombardements et les combats se poursuivent. Quant à la Russie et à l'Ukraine, elles se renvoient la balle sur les risques encourus. Début août, ce sont les tentatives de Moscou pour raccorder la centrale aux réseaux électriques de la Crimée – une péninsule annexée par Moscou en 2014 –, la coupant de fait du réseau ukrainien, qui ont de nouveau mis le feu aux poudres.

“C'est tout simplement l'histoire d'un gigantesque vol”, a alors lancé dans un entretien à la télévision d'opposition russe **Current Time** Mykhaïlo Podoliak, l'influent conseiller du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Dans

l'éventualité d'un tel scénario, les autorités de Kiev n'avaient alors pas exclu d'“endommager” ces nouvelles lignes haute tension, assurait Petro Kotine, directeur général d'Energoatom, l'entreprise publique ukrainienne de l'énergie nucléaire, dans un entretien à la version ukrainienne du journal économique **RBK**.

2. Quels sont les risques encourus ?

Le 25 août, la centrale a été déconnectée du réseau à la suite d'un incendie. Et deux jours après, Energoatom a averti que le site de Zaporijjia fonctionnait désormais avec des risques de fuites radioactives et d'incendie, en raison de bombardements dont Ukrainiens et Russes s'accusent mutuellement depuis plusieurs semaines.

“Au vu de l'intense campagne de propagande orchestrée par chaque camp, impossible de mesurer l'ampleur réelle des risques”, prévient d'emblée l'hebdomadaire britannique **The Economist**. Même si les 10 000 employés qui travaillent encore sur le site ont été formés à toutes sortes de situations, ils sont épuisés et, surtout, il n'existe pas de protocole à suivre en cas de frappes d'artillerie prolongées. “La présence de soldats sur la zone et les

échanges de tirs sont une aberration totale”, s'insurge, dans le magazine allemand **Der Spiegel**, Sebastian Stransky, spécialiste des centrales nucléaires de construction russe.

L'expert se veut néanmoins rassurant : “Chaque circuit primaire [qui contient le cœur du réacteur, disposé à l'intérieur d'une cuve en acier au carbone] est protégé par une enceinte en béton armé d'environ 1,5 mètre d'épaisseur, prévue pour résister au crash d'un avion, militaire par exemple. La situation n'a rien à voir avec Tchernobyl.” En outre, précise-t-il, “après l'accident de Fukushima, l'Ukraine s'est soumise de son plein gré aux tests de résistance de l'Union européenne, et a renforcé ses équipements. Des générateurs diesel de secours et de nouveaux dispositifs d'alimentation en eau de refroidissement ont été installés.”

Le refroidissement des réacteurs est essentiel afin d'éviter que le combustible ne fonde, ne détruise l'enceinte de confinement et ne soit rejeté dans l'environnement. Cela nécessite un flux constant d'électricité, d'où les craintes si les générateurs de secours étaient tous endommagés en même temps, sans possibilité de réparation.

“La présence de nombreux bassins de stockage de combustible nucléaire usé est également un facteur de risque”, prévient de son côté le journal américain **Washington Post**. Si une bombe ou un obus venait à s'abattre sur l'une de ces “piscines”, le combustible pourrait réagir au contact de l'air, provoquant une fuite

de particules radioactives – avec des conséquences plus ou moins graves selon l'âge du combustible.”

3. Pourquoi les autorités ukrainiennes ont-elles distribué des comprimés d'iode aux résidents vivant à proximité ?

Qu'ils soient commandités par Moscou ou par Kiev, les bombardements sur le site accentuent “les craintes d'être confronté à un accident de fusion nucléaire”, résumait le 27 août le magazine américain **Newsweek**. Surtout après que l'opérateur public ukrainien a averti qu'il existait un

risque de “pulvérisation de substances radioactives”. Pour l'heure, aucune anomalie n'a été détectée, mais la mairie de Zaporijjia a indiqué distribuer des comprimés d'iode stable (ou iodure de potassium) aux habitants dans un rayon de 50 kilomètres autour de la centrale, conformément aux instructions du ministère de la Santé ukrainien. Ces comprimés ne doivent être pris qu'en cas d'alerte aux radiations. Ils permettent de protéger la thyroïde de l'iode radioactif qui pourrait être rejeté dans l'environnement, et ainsi éviter un risque accru de développer un cancer. Toutefois, l'iode stable ne protège pas contre les autres éléments radioactifs comme le césium 134 ou 137 potentiellement rejetés.

4. Le 29 août, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a obtenu



Réacteurs : ● en service ● en construction (avant le 24 février) ● définitivement à l'arrêt

■ Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février

■ Zones sous contrôle russe avant le 24 février

Situation au 30 août 2022

SOURCE : AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

Dernière minute

●●● Lundi 29 août, l'Ukraine a affirmé avoir lancé une importante contre-offensive contre les forces russes présentes dans le pays. L'opération – lancée, selon **The Kyiv Independent**, “dans le Sud et dans plusieurs directions” – vise à reprendre une partie des territoires passés sous contrôle russe depuis le début de la guerre. D'après le journal ukrainien, “d'importantes explosions ont été entendues, dans l'après-midi du 29 août, dans les deux principales villes du Sud : Kherson, occupée par les troupes russes, et Mykolaïv, sous contrôle ukrainien”. Des infrastructures militaires russes seraient les principales cibles visées par Kiev. **Un sujet à suivre sur notre site : courrierinternational.com**

Le feu vert pour se rendre sur la centrale. À quoi sert cette visite ?

Rafael Grossi, directeur général de l'AIEA, a annoncé lundi 29 août le départ imminent de la mission vers la centrale. L'objectif : “Déterminer les dommages matériels, examiner le fonctionnement des systèmes de sûreté et de sécurité, évaluer l'état du personnel, procéder à des interventions d'urgence”, énumère l'agence sur Twitter.

Reste que le pouvoir des inspecteurs demeure limité, du fait même des statuts de cette entité, née en 1957, qui “s'efforce de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier”. Comme le souligne le quotidien suisse **Le Temps**, “l'efficacité de l'AIEA est tributaire d'un consensus entre les grandes puissances, qui peuvent exercer des pressions conjointes sur un État. Or, s'agissant de la guerre contre l'Ukraine, l'une d'entre elles a déclenché les hostilités tout en disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU : la Russie.”

— **Courrier international**

✓ Dessin de Fahd, Allemagne.



BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 929 207 595,48 € - Siège social: 37-39, rue Boissière - 75116 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS

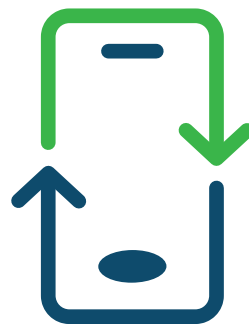


On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.

Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguetelecom.fr. Kit mains-libres recommandé.

ITALIE

Quand notre vin disparaîtra

Menacée par le dérèglement climatique, la production de vin pourrait diminuer de 50 % d'ici à 2050 dans le pays. Les effets du réchauffement sont déjà visibles, mais des vignerons ont trouvé des stratégies pour s'adapter.



IKON IMAGES

—L'Essenziale Rome

Francesco Paolo Valentini n'y va pas par quatre chemins : «Le climat change trop vite. À ce train-là, nous ne pourrions bientôt plus faire de vin en Italie.» Du haut de ses quarante ans d'expérience, ce vigneron assiste avec inquiétude à des changements qu'il n'aurait jamais pensé connaître de son vivant. Les étés caniculaires brûlent le raisin, les événements extrêmes, de plus en plus fréquents, abîment les pieds de vigne, des espèces allo-gènes envahissent les vignobles. «L'agriculture est un avant-poste des modifications du cycle naturel. Il est en train de se passer quelque chose de très grave.»

À Loreto Aprutino, petite ville des Abruzzes accrochée aux flancs du Gran Sasso et de la Majella, la propriété de Valentini est une institution. Les montepulciano, cerasuolo et trebbiano sortis de ses cuves ont remporté de nombreux

prix et récompenses. Le chai de la maison de maître au centre du village recèle quelques barriques remontant à la fin du XVIII^e siècle. «À l'époque où Napoléon galopait dans la région», précise en souriant le vigneron abruzzais.

Dans la salle de séjour de la villa, Valentini montre des piles de documents jaunis. Ce sont les journaux de bord de la propriété, sur lesquels ses ancêtres notaient tout ce qui concernait le domaine, depuis les surfaces des vignobles jusqu'aux quantités de vin produites. Entre les lignes de ces vieux papiers, on devine l'avancée inexorable du changement climatique.

«Pendant cent cinquante ans, ici, on a toujours vendangé vers la mi-octobre. Depuis les années 1980, la date a avancé peu à peu. Maintenant, on récolte à la mi-septembre.» Un décalage qui a des effets significatifs sur un produit aussi délicat que le vin. Les fortes chaleurs stimulent de façon anormale la maturité des sucres, mais la

maturité des polyphénols ne suit pas. «Autrefois on avait deux courbes qui, à un moment donné, se croisaient. Cette étroite fenêtre de tir était le moment pour vendanger et obtenir un vin présentant exactement l'acidité, les arômes et la couleur qu'il fallait. Aujourd'hui, la maturation phénolique ne se fait plus. Il faut vendanger avant, sans quoi le raisin devient de la confiture.»

Valentini est un artisan rigoureux : à chaque vendange, il fait appel à une équipe de dégustateurs qui testent le raisin pour s'assurer qu'il est à la hauteur des standards du domaine. Mais il arrive de plus en plus souvent que ces spécialistes jugent que les grappes ne sont pas assez bonnes, auquel cas on laisse passer une année. Ainsi en 2020, la maison

«À ce rythme, le prosecco se fera à Oslo tandis que nous cultiverons des bananes.»

Francesco Paolo Valentini, VIGNERON

n'a mis en bouteille ni le montepulciano ni le cerasuolo rosé. «Il faut arrêter ce discours triomphaliste qui voudrait que chaque année soit encore meilleure que toutes les autres. Par honnêteté intellectuelle, nous devons dire que les conditions climatiques changent et que cela a déjà et aura toujours de plus en plus de répercussions sur le vin que nous produisons.»

L'Union italienne des vins affirme qu'avec ses 49 millions d'hectolitres mis en bouteille l'Italie est le premier producteur de vin du monde. La crise climatique pourrait-elle lui faire perdre sa suprématie ? «Ceux qui, comme moi, ont une production artisanale sont les premiers à le remarquer, mais, tôt ou tard, tout le monde en mesurera les effets. À ce rythme, le prosecco se fera à Oslo tandis que nous cultiverons des bananes et des ananas», s'alarme le producteur des Abruzzes.

Faibles rendements. Les prévisions des modèles climatiques semblent confirmer ses hypothèses. Selon un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement, les rendements agricoles en Italie pourraient diminuer de 50 % d'ici à 2050. Ce même rapport prévoit que les terres agricoles pourraient perdre jusqu'à 80 % de leur valeur d'ici à la fin du siècle, même dans des régions viticoles aussi cotées que celles qui produisent le chianti.

L'étude prédit également des pertes financières considérables si la tendance climatique actuelle se confirme, ce qui impose de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation. «À moyen terme, pour échapper à la chaleur estivale et éviter une maturation précoce, il faudrait déplacer les vignes à plus haute altitude ou utiliser des variétés plus résistantes à la sécheresse», affirme Marco Moriondo, chercheur à l'institut de biométéorologie. Des changements qui ne sont pas faciles à effectuer dans un secteur viticole fragmenté, composé de petits exploitants qui cultivent souvent des parcelles de quelques hectares à peine.

Mario Pojer, lui, a su anticiper. Dès les années 1990, ce viticulteur dynamique de la commune de Faedo, dans la province autonome de Trente [dans le nord-est de l'Italie], a acheté avec son associé un vignoble dans le Val di Cembra, à environ 1 000 mètres

d'altitude. Les terrains escarpés, entièrement aménagés en terrasses, ont littéralement été arrachés à la forêt. «Ce devait être une expérience, nous ne pensions pas la mettre en production», raconte-t-il en riant derrière ses grosses moustaches en montrant sa vigne perchée à flanc de coteau.

«Aujourd'hui, nous produisons notre Zero Infinito, un vin issu du cépage solaris cultivé sans aucun traitement, dont nous vendons de grandes quantités au Japon et aux États-Unis.» C'est une variété particulièrement résistante, venue d'Allemagne et obtenue par croisement, qui se caractérise par une période de maturation précoce. «Mais comme nous l'avons plantée en altitude, poursuit Pojer, la maturation est légèrement retardée, ce qui donne au raisin un taux de sucres et un pH parfaits.»

Pojer et son associé déplacent certaines vignes en altitude afin de retarder leur maturation. «Il y a quarante-cinq ans, quand nous avons commencé, nous avions planté du pinot noir à 350 mètres, une altitude qui offrait des conditions idéales pour ce cépage. Aujourd'hui, nous le déplaçons à 650 mètres.» Depuis son observatoire haut perché, l'au-

«Pour éviter une maturation précoce, il faudrait déplacer les vignes à plus haute altitude.»

Marco Moriondo, CHERCHEUR EN BIOMÉTÉOROLOGIE

dacieux producteur du Trentin semble bénéficier des effets du changement climatique. «C'est surtout la viticulture de plaine qui en souffrira et ne parviendra plus à produire. Nous, ici, en montagne, nous pouvons innover.»

Pojer est moins pessimiste que Valentini : il pense qu'en Italie on continuera à faire du vin, mais peut-être dans d'autres terroirs. Il prononce à plusieurs reprises un mot qui semble guider ses recherches incessantes : «adaptation». «Il faut observer et s'adapter», dit-il. Le vin est un produit créé par l'homme. C'est l'homme qui choisit les terrains, les cépages, la pratique agronomique, en se fondant aussi sur les caractéristiques du climat. Nous devons retrouver cette approche, observer le territoire et planter des variétés adaptées,

✍ Dessin de Daniel Haskett, Allemagne.



comme les cépages méditerranéens, traditionnellement plus rustiques.”

À l'autre bout de l'Italie, au cœur d'une Sicile desséchée par le réchauffement climatique, on sent poindre la même approche humaniste. Le domaine Regaleali s'étend sur près de 600 hectares au milieu des paysages à couper le souffle de Scalfani Bagni, entre Palerme et Caltanissetta.

À l'été 2021, alors que l'île a connu les températures les plus élevées jamais relevées en Europe, avec 48,8 °C, les vignes de la famille Tasca ont été mises à rude épreuve. “Nous avons eu plusieurs mois de sécheresse et de températures hors du commun, et les plants en ont souffert. Dans certaines zones, nous avons perdu 30 % de la production”, confie Alberto Tasca, qui dirige aujourd'hui la maison.

C'est en prenant conscience des changements climatiques que l'entreprise a décidé de miser sur des pratiques plus durables : les vignes sont entourées d'autres cultures et de bois, et l'accent est mis sur la biodiversité. La biodiversité est également privilégiée dans les vignes, où, à côté des pieds classiques de cabernet sauvignon, on cultive aussi dix-huit cépages autochtones de Sicile. “Il est de notre devoir de transmettre aux générations futures une terre en meilleur état, ou tout au moins dans le même état que nous l'avons reçue de la génération qui nous a précédés”, déclare le vigneron.

Reste à savoir si ce souci de durabilité suffira à éviter l'effondrement de la production viticole. Selon une autre étude qui a analysé les effets du dérèglement climatique sur les vignobles du monde entier, une hausse de température de 2 °C d'ici à 2050 se

traduira en Italie par une chute de 58 % de la production.

“Nous avons obtenu ces résultats en étudiant l'évolution des onze cépages les plus courants”, explique Iñaki Garcia de Cortazar, chercheur à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) de Bordeaux et cosignataire de l'étude. “Ces onze cépages couvrent à eux seuls 30 % des surfaces viticoles du monde.”

Selon cette étude, l'utilisation de cépages autochtones pourrait enrayer cette chute. “L'augmentation de l'agrobiodiversité pourrait s'avérer être une stratégie efficace pour limiter les risques”, indique le chercheur. Mais cela impliquera une révolution : les nouvelles variétés produiront des vins différents. “Aujourd'hui, nous sommes habitués à boire un certain type de vin, lié aux cépages les plus courants. Il y a une certaine standardisation du goût. Les consommateurs reconnaissent le chardonnay, le cabernet sauvignon, le sangiovese.”

Sommes-nous prêts à essayer ces nouvelles saveurs? Sommes-nous disposés à boire des vins plus alcoolisés, présentant des degrés d'acidité différents, issus de cépages moins courants? “Tant que le goût est au rendez-vous, on ne perd rien”, assure Francesco Paolo Valentini.

C'est certainement vrai pour cet artisan obstiné et tenace, mais également pour nous tous, qui devons nous adapter aux conséquences de changements historiques auxquels nous assistons.

— **Stefano Liberti**

Publié le 19 février

SOURCE



L'ESSENZIALE

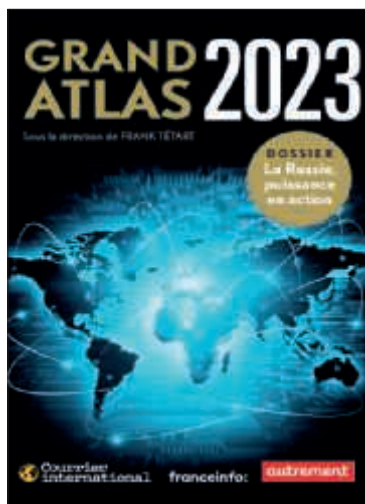
Rome, Italie
Hebdomadaire
internazionale.it/essenziale
Lancé par les journalistes de la rédaction d'Internazionale (hebdomadaire qui traduit les articles de la presse étrangère) à la fin de 2021, L'Essenziale (“l'essentiel”) est un hebdomadaire consacré à l'actualité italienne. D'orientation progressiste, il publie de nombreux articles de décryptage, ainsi que des reportages de société.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)



Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l'actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l'année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

19,90€*

Collection dirigée par Frank Tétart
Format : 20 x 29,5 cm - 144 pages

L'agenda 2023

La rédaction de Courrier international à imaginé pour vous un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90€*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

ROYAUME-UNI

Paresseux comme un Britannique

Selon Liz Truss, favorite à la succession du Premier ministre Boris Johnson, la productivité britannique serait à la traîne. Des propos qui ont fait bondir outre-Manche.



IKON IMAGES

—The Sunday Times
Londres

Ecoutez bien, les feignants : notre prochaine Première ministre l'a dit, nous allons tous devoir "en mettre un coup". "La productivité horaire des travailleurs britanniques est très à la traîne, a-t-elle déclaré dans un enregistrement [datant de son passage au Trésor, entre 2017 et 2019] obtenu mi-août par le quotidien *The Guardian*. C'est avant tout une question d'état d'esprit, de comportement... Si vous allez en Chine, par exemple, c'est très différent. En Grande-Bretagne, l'éthique du travail est un vrai problème. Si nous voulons devenir un pays plus riche, plus prospère, il faut que ça change."

Ceux qui observent la conservatrice Liz Truss depuis longtemps ne devraient pas s'en étonner. En 2012, elle a cosigné le livre *Britannia Unchained* ["Britannia libérée", non traduit en français], où l'on peut lire que les travailleurs britanniques sont parmi "les pires fainéants du monde".

L'économie britannique est un peu en berne, il faut bien l'avouer. Alors, Truss aurait-elle raison ?

Dieu merci, nous faisons des journées de travail moins longues qu'autrefois. En 1870, quand notre pays affichait le plus fort PIB par habitant de la planète, les ouvriers à plein temps faisaient 2755 heures par an au Royaume-Uni, selon une étude de 2007. Si l'on retranche quatorze jours de congé, cela nous donne une semaine de 57 heures, soit moins que dans n'importe quel autre pays riche occidental de l'époque : l'ouvrier belge s'envoyait 72 heures par semaine.

Dans les cent cinquante ans qui ont suivi, la durée du travail dans la plupart des pays riches a diminué de plus d'un tiers, passant à une fourchette comprise entre 1500 et 1700 heures par an, à mesure que les gens s'enrichissaient et que les loisirs devenaient meilleur marché – même si, concédons-le à Liz Truss, les travailleurs chinois triment plus de 2100 heures par an. Grâce à de meilleurs outils, nous n'avons plus besoin de nous échinier aussi longtemps pour fabriquer la même quantité de produits : nous sommes devenus plus productifs.

Par ailleurs, l'évolution du droit du travail et des pratiques nous a

fait travailler plus efficacement, même si le Royaume-Uni a été long à la détente dans ce domaine. Dans les années 1950, une délégation américaine visitant des usines britanniques a été effarée par les pratiques de travail qui y avaient cours. Les Américains en ont conclu que leurs travailleurs étaient plus individualistes, avaient une plus grande envie de réussir et étaient plus enclins à essayer de nouvelles idées. Ils ont alors recommandé aux Britanniques une nouvelle organisation des usines, consistant à regrouper les ouvriers qualifiés, et une utilisation plus économique de la main-d'œuvre. Nos patrons, entêtés, détestaient ces idées et n'en ont pratiquement pas tenu compte pendant des décennies.

Combien d'heures avez-vous travaillé la semaine dernière ? Pour pasticher la chanson *7 Days* de Craig David, vous avez peut-être eu un long déjeuner lundi, été malade mardi, avait pris votre mercredi, mais vous avez répondu à vos mails jusqu'à 23 heures jeudi et vendredi. Calculer le nombre d'heures réellement effectuées – et savoir où on se situe par rapport à d'autres pays – peut s'avérer délicat.

Outre les huit jours fériés, les Britanniques ont droit à vingt jours de congé – dans la moyenne de la plupart des pays. Les Américains ont onze jours fériés, et pour eux l'absence de congés annuels obligatoires est la règle.

Les économistes utilisent principalement deux méthodes pour mesurer le temps de travail. La première consiste à relever le nombre d'heures prévues par le contrat de travail et à les réajuster en fonction des heures supplémentaires et des absences. La seconde méthode passe par une enquête où l'on demande aux travailleurs combien d'heures ils effectuent. Les deux méthodes produisent des résultats très différents – ce qui n'est pas anodin s'il s'agit d'évaluer notre productivité. Pour calculer la productivité, on divise la valeur de tout de ce qui est produit, ou PIB, par le nombre d'heures travaillées.

Longtemps, le Royaume-Uni a été à la traîne derrière la plupart des pays du G7 sur les tableaux de productivité. En 2016, il est apparu que l'Italie était environ 12 % plus productive que le

Royaume-Uni. En d'autres termes, les Italiens auraient pu débrayer avant l'heure du déjeuner le vendredi en ayant produit davantage que les travailleurs britanniques qui seraient allés au bout d'une semaine complète.

La productivité ne se résume pas au travail, n'en déplaie à Truss.

En réalité, les chiffres officiels surevaluaient le nombre d'heures travaillées par les Britanniques : au lieu de 1700 heures par an, ce nombre était plus proche de 1500, soit autant que dans la plupart des pays européens. Quand on utilise la même méthode de décompte des heures dans différents pays, il s'avère que les Britanniques sont plus productifs que les Italiens.

Le Royaume-Uni n'est donc pas la lanterne rouge de la productivité, mais même en tenant compte des données douteuses, notre productivité est encore 13 % inférieure à celle de la moyenne du G7 et n'a que peu augmenté depuis la crise financière.

↳ Dessin de Harry Haysom, Royaume-Uni.

"Donnez-nous les outils, et nous finirons le travail", avait déclaré Winston Churchill à l'intention des États-Unis en 1941. Car, en définitive, la productivité ne se résume pas au travail, n'en déplaie à Truss : même si notre travailleur moyen travaillait autant que son homologue américain et effectuait 300 heures de plus par an – en sacrifiant ses congés annuels –, rien ne dit qu'il serait aussi productif que lui.

"La productivité d'un travailleur dépend de la besogne qu'il abat, du nombre d'heures qu'il effectue et du matériel dont il dispose", explique Michael Haynes, professeur honoraire d'économie politique internationale à l'université de Wolverhampton. "Ce dont Truss et compagnie ne veulent pas parler, c'est du fait que le Royaume-Uni a sous-investi dans les moyens de production, conclut-il. Donc, si en effet les travailleurs britanniques sont moins productifs, c'est parce qu'il y en a trop qui utilisent des pelles, et pas suffisamment qui manient la pelleuse."

—Tom Calver
Publié le 20 août

Contexte

La presse conservatrice choisit la "thatchérienne" Liz Truss

●●● Les quelque 160 000 adhérents du Parti conservateur votent jusqu'au 2 septembre pour choisir leur futur chef et, par extension, le prochain Premier ministre du Royaume-Uni. Entre l'ancien ministre des Finances Rishi Sunak (42 ans) et Liz Truss (47 ans), les deux candidats encore en lice, la presse conservatrice penche en faveur de l'actuelle ministre des Affaires étrangères. Nettement en tête dans les sondages, "elle paraît bien partie pour devenir la troisième femme à occuper le 10 Downing Street", salue l'hebdomadaire **The Spectator**. "C'est la personne qu'il nous faut", assure **The Daily Telegraph**,

avec ses promesses de baisses d'impôts et son approche thatchérienne pour nous sortir de cette mauvaise passe économique", alors que la crise s'aggrave sur fond de forte inflation (10,1 % en juillet). Les militants, de leur côté, font preuve de moins d'enthousiasme. Eux n'ont jamais demandé le départ de Boris Johnson, renversé par son propre gouvernement. Si le Premier ministre sortant était autorisé à se présenter à sa propre succession, son triomphe serait éclatant : "40 % des adhérents auraient voté pour lui, contre 28 % pour Truss et 23 % pour Sunak", selon un sondage de **The Times**.

DANS NOS CABINES BUSINESS, VOS RÊVES SE FONT PARFAITEMENT ALLONGÉS.

La cabine Business vous garantit confort et bien-être, tout au long de votre voyage. Accès aux salons en aéroport, fauteuils convertibles en lits parfaitement horizontaux, menus imaginés par de grands chefs étoilés : assurément, vous êtes sur un petit nuage.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

AIRFRANCE 



MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

AGISSONS POUR UN
VOYAGE PLUS RESPONSABLE* 

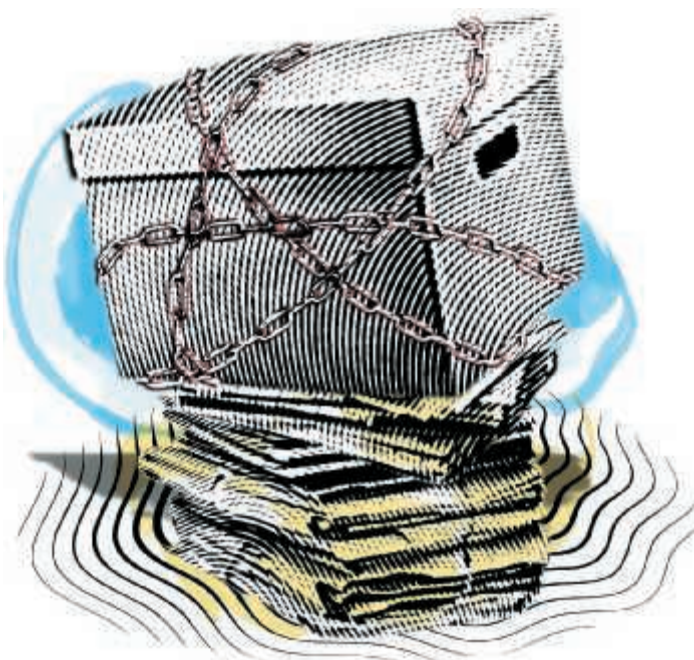
*Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com



amériques

Chili. La future Constitution divise

Le texte de la Convention constitutionnelle est soumis à référendum le 4 septembre. Pour l'heure, les sondages indiquent un rejet du projet soutenu par le nouveau gouvernement de gauche.



Le Chili va-t-il vivre, ce dimanche 4 septembre, la fin d'une "spirale d'adrénaline politique", selon les mots du site **El Mostrador**? Plus de 15 millions d'électeurs devront décider par référendum s'ils approuvent ou rejettent le projet de Constitution qui divise le pays depuis plusieurs mois maintenant. Si l'on en croit les derniers sondages autorisés – deux semaines avant ce vote crucial –, le non l'emporterait, ce qui risque, par ailleurs, d'embarrasser le président de gauche Gabriel Boric, investi le 11 mars dernier, dont la coalition au pouvoir milite pour le oui.

Le site **Emol** faisait ainsi état, le 20 août, d'un sondage de l'institut

Pulso Ciudadano : "Dans un scénario qui prendrait en compte 100 % des votants, 53,5 % choisiraient le non et 46,5 % le oui."

Après la grande révolte sociale d'octobre 2019, dont les slogans réclamaient plus de justice sociale, la quasi-totalité des partis politiques traditionnels étaient tombés d'accord pour lancer un processus de nouvelle Constitution.

Il s'agissait d'un véritable nouveau départ pour remplacer la "Carta Magna" remontant aux années de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), même si celle-ci avait été réformée des dizaines de fois depuis lors, notamment par le président de centre gauche Ricardo Lagos (2000-2006).

Mais la Convention constitutionnelle a été "mal élue", en mai 2021, avec un taux d'abstention record de 61,5 %. Les partis traditionnels, notamment de droite, avaient été les grands perdants de cette élection et la Convention a représenté la victoire des indépendants et de multiples coalitions dispersées, la plupart situées à gauche de l'échiquier politique.

Le projet de nouvelle Constitution proclame dans son premier article : "Le Chili est un État social et démocratique de droit. Il est plurinational, interculturel, régional et écologique." Il supprime le Sénat – qui a autant de pouvoir que la Chambre des députés – pour le remplacer par une "Chambre des régions", reconnaît le système de justice des divers peuples amérindiens et "garantit" le droit des femmes à l'IVG – dans un pays encore largement catholique.

Interrogé par le site **El País América**, l'intellectuel de gauche Ernesto Ottone estime, depuis son appartement de Santiago, que "le projet de nouvelle Constitution commet de graves erreurs : le Sénat est très bien accepté au Chili [...]. La situation des peuples originels doit être certes améliorée, mais non par une exacerbation identitaire. [...] La gauche radicale, qui était majoritaire au sein de la Convention, n'a pas bien fait les choses. Le Chili d'aujourd'hui est plus modéré."

Pourtant modéré – il avait soutenu l'idée d'une nouvelle Constitution –, le quotidien **La Tercera** écrivait récemment dans un éditorial : "La Convention n'a pas su se saisir de l'occasion de proposer une Constitution solide qui unisse une majorité."

En revanche, le site de gauche **El Desconcierto** évoque, lui, "un approfondissement inédit de la démocratie [...], l'avancée vers un pays différent, socialement inclusif".

Pour tenter de renforcer le oui, les partis de la coalition qui soutient le président Gabriel Boric ont promis, le 11 août, des éclaircissements et des améliorations au texte de la Convention. Et, si le non l'emporte, une nouvelle assemblée n'est pas à exclure. Le lundi 5 septembre pourrait donc être tout aussi important que la soirée du 4 septembre.

— **Courrier international**

Les Chiliens doivent-ils approuver ce texte ?

OUI

Pour en finir avec Pinochet

— **El Desconcierto**
(extraits) Santiago

La seule vérité indiscutable est que le choix qui se posera à nous lors du référendum sera soit d'approuver la nouvelle Constitution, soit de conserver le texte actuel. Ce texte de 1980 que Pinochet a imposé par la force, la répression armée et le contrôle total des médias, parmi toutes les autres atrocités sociales qui, à cette époque, nous morcelaient en tant que communauté. Approuver la nouvelle Constitution ou conserver celle de Pinochet : tel est le dilemme que nous sommes appelés à résoudre par le vote. Rien de plus, et rien de moins. Toutes les vociférations poussées par la droite ou ses alliés, conservateurs chrétiens-démocrates, "jaunes", "intellectuels" élitistes ou l'autoproclamé "centre gauche" promettant une réforme du texte de 1980 ne sont que de l'esbroufe.

Parce qu'en fait les partisans du non ne cherchent qu'à perpétuer, en s'appuyant sur la supposée ignorance du peuple et son soi-disant manque de discernement, les privilèges économiques et les parts de pouvoir politique, médiatique et juridique qui leur ont été accordées, justement, par la Constitution que Pinochet a imposée au moyen de la terreur et la répression.

Tout ce qu'ils veulent, c'est ne rien changer à la situation. Une situation qui, pourtant, a explosé en octobre 2019 [lors de la grande révolte sociale] et définitivement volé en éclats. Autrement dit, ils veulent prolonger l'état des choses actuel,

qui est justement ce que nous voulons changer et améliorer en approuvant le nouveau texte.

La Constitution de 1980 est la matrice juridique qui a engendré de façon presque tangible pendant plus de quarante ans ce climat d'inégalités, d'abus, de ras-le-bol, de mécontentement et d'incertitude qui continue de peser sur nous, véritable malédiction biblique lancée par cet antéchrist qu'était Augusto Pinochet. Cette Constitution est essentiellement un corpus de règles despotiques encadrant une cruauté sociale archaïque qu'il est urgent de laisser définitivement derrière nous.

L'histoire a montré que la Constitution que les partisans du non cherchent à garder sous une forme déguisée fait le lit d'une société divisée, avec des classes privilégiées minoritaires qui



CONTROVERSE

assujettissent et répriment les autres classes, les masses, maintenues dans un état de soumission par le pouvoir de l'argent, des armes et de la concentration insensée des richesses et des médias.

Par conséquent, si les gens n'ont pas encore compris que voter non, c'est voter pour le maintien de l'injustice structurelle de la dictature que les artisans du oui veulent supprimer, il serait sain, intelligent et libérateur qu'ils en prennent conscience. Les gens doivent comprendre que le non nous conduira à la désintégration sociale et à l'annulation de toutes les avancées réalisées au prix des souffrances et du sacrifice de milliers de Chiliens.

Voter non, c'est voter pour Pinochet. Or Pinochet est mort il y a seize ans, même si ses héritiers s'obstinent à le garder en vie. Ce sont eux, les ennemis du changement et du renouveau, pas le camp du oui.

La Convention constitutionnelle a été légitime dès sa formation de par l'immense nombre de voix qui l'ont imposée, → 20



Marie, 53 ans
DIABÉTIQUE



Alain, 45 ans
EN DANGER

NE JETEZ PAS VOS



À LA POUBELLE !

J'utilise des seringues ou autres produits de soin perforants à mon domicile. Je les apporte à mon pharmacien pour protéger les personnes qui collectent mes déchets.



DEMANDEZ VOTRE BOÎTE DASTRI
À VOTRE PHARMACIEN



En partenariat avec
CITEO



DASTRI
www.dastri.fr

18 ← reflète d'une unité sociale qui surpassait de loin la prééminence de partis et de pratiques politiques d'un autre temps. Et elle a réussi, contre vents et marées, grâce à l'abnégation et même l'héroïsme de la grande majorité de ses membres, à proposer une Constitution qui nous offre plus de sciences, de parité, d'inclusion, de non-discrimination, de plurinationalité et, surtout, l'inscription des droits au logement, à la santé et à l'éducation en tant que droits naturels et sociaux.

Il faut vraiment être immoral pour soutenir qu'une telle proposition divise et qu'elle est le fruit d'un extrémisme de gauche contestataire et vindicatif. Nous devons voter oui sans peur et sans haine, parce que c'est la seule voie qui nous permettra de nous rencontrer et de nous entendre sous le même ciel et le même soleil.

Fabio Salas Zuñiga
Publié le 13 août

NON

C'est du fanatisme

— La Tercera Santiago

La Convention constitutionnelle a été un échec dès l'élection de ses membres, le 16 mai 2021, lorsque Daniel Stingo [indépendant de gauche] a déclaré : *“Que les choses soient claires : c'est nous qui imposons les termes des grands accords.”* Les mois qui ont suivi ont montré que c'est bien cet état d'esprit qui a régné dans la majorité formée par l'extrême gauche et l'indigénisme au sein de l'organe chargé de rédiger le texte.

Les dieux exaucent les souhaits de ceux qui veulent perdre, dit un vieux proverbe, et c'est ce qui est arrivé à ceux qui se sont retrouvés, du jour au lendemain, avec le pouvoir d'écrire ce qu'ils voulaient sans avoir à écouter la voix – pour eux insupportable, comme le veut leur idéologie – ni de la droite ni des “jaunes” de toujours, ces bourgeois qui, au moment fatidique, au moment décisif, répondent davantage à l'appel de leur classe qu'à celui du peuple.

La Convention a donc baigné dès le premier jour dans le parfum, reconnaissable entre tous, de la vengeance, en se ralliant au cri implicite de “c'est notre tour”.

Mais le fanatisme entraîne le pire des aveuglements, celui de la raison. C'est ce qui les a empêchés de voir hier et les empêche de voir aujourd'hui que ce “nous” ne représente pas la majorité. Il les empêche de comprendre qu'une Constitution partisane est un oxymore parce que les Constitutions sont là, entre autres choses, pour que tous les projets par nature partisans puissent rivaliser à armes égales, et pour que la victoire d'aucun d'entre eux ne devienne une menace. Une Constitution partisane est une anti-Constitution.

La Convention constitutionnelle a échoué parce qu'elle a engendré une division plus profonde encore que celle produite par le texte actuellement en vigueur. Et parce qu'elle a réussi à faire du rejet de son texte un choix envisagé par beaucoup plus de secteurs que celui de son approbation. Et enfin, parce que même les partisans du nouveau texte vont voter oui avec la promesse de pouvoir le modifier plus tard, comme s'ils s'excusaient de défendre certains de ses articles.

Pour faire triompher le oui, le gouvernement s'est lancé dans un effort énorme, équivalent à celui d'un naufragé luttant pour sa vie, sans se soucier des formes ni du respect des institutions. Comme si la consigne était de gagner “coûte que coûte”. C'est l'antithèse d'un pacte social, où l'étroite victoire de certains ne fait qu'annoncer la défaite de tous.

Si le non l'emporte, ce sera au tour du centre gauche et du président Gabriel Boric d'agir. Ils pourront enterrer la logique de Daniel Stingo et chercher un chemin où nous pourrions tous nous rencontrer. La droite représente de façon stable 40 % des électeurs, et concilier certains éléments fondamentaux de sa vision avec ceux du centre et de la gauche démocratique est indispensable pour parvenir à un pacte social viable.

La possibilité d'apprendre de son échec est la seule bonne chose que cette Convention constitutionnelle puisse nous laisser.

— **Gonzalo Cordero**
Publié le 23 juillet

MEXIQUE

“Gringos, go home!”

Avec la pandémie, beaucoup de nomades numériques ont quitté les États-Unis pour la capitale mexicaine. Certains habitants s'exaspèrent d'un “impérialisme 2.0”.



— Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

Fernando Bustos Gorozpe est assis dans un café avec des amis lorsqu'il se rend compte qu'ils sont en minorité – une fois de plus. *“Nous sommes les seules personnes de couleur, observe cet essayiste et professeur d'université de 38 ans. Les seuls à parler espagnol, à part les serveurs.”*

Le Mexique figure depuis longtemps parmi les destinations préférées des touristes américains : ses nombreuses plages et ses villages pittoresques attirent plusieurs dizaines de millions d'entre eux chaque année. Mais, depuis quelque temps, les touristes et les télétravailleurs – venus de Brooklyn ou de la Silicon Valley, entre autres – sont de plus en plus nombreux à envahir la capitale, laissant dans leur sillage un parfum d'impérialisme 2.0.

Cet exode, qui s'est accéléré depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, transforme peu à peu certains des quartiers les plus aimés de la ville en enclaves internationales pour expatriés.

Dans les petits quartiers verdoyants comme Roma, Condesa, Juárez et le centre historique, les loyers s'envolent. Américains et autres étrangers s'arrachent les logements, et les propriétaires délaissent les locataires longue durée au profit des touristes, qui rapportent davantage sur Airbnb.

Les *taquerías* [restaurants spécialisés dans les tacos], les *superettes* et les *fondas* (stands de restauration familiaux) cèdent la place aux salles de Pilates, aux espaces de coworking et aux cafés minimalistes servant lattes au lait d'avoine et *avocado toasts*.

L'anglais est omniprésent : dans les allées des supermarchés, les bars à vin bio et les cours de fitness organisés dans les parcs.

“P**n de fléau.”** Certains *chilangos* (le surnom des habitants) en ont plus qu'assez. Depuis peu, des affiches injurieuses fleurissent un peu partout en ville. *“Vous venez d'arriver? Vous travaillez à distance? peut-on y lire, en anglais. Vous êtes un p****n de fléau, et les gens d'ici ne peuvent pas vous blairer. Dégagez.”*

Cet état d'esprit n'est pas isolé. Il y a quelque temps, un jeune Américain a publié ce tweet, à première vue inoffensif : *“Venez télétravailler à Mexico, c'est vraiment magique.”* Il a reçu des centaines de réponses hostiles. *“Surtout pas! supplie l'un des commentaires les plus aimables. Cette ville devient plus chère de jour en jour, en partie à cause de gens comme vous, et vous ne vous en rendez même pas compte, ou alors vous vous en fichez.”*

Si les tensions sont de plus en plus palpables, Mexico reste plus accueillant que Paris, où les Américains qui écorchent le français sont particulièrement mal reçus. Ce n'est pas non plus Berlin ou Barcelone, où depuis quelques années les habitants protestent vivement contre le tourisme de masse et les investisseurs internationaux qui accaparent tous les logements.

Gentrification. Dans cette métropole bondée et colorée, l'immense majorité des habitants sont résolument gentils et patients avec les touristes étrangers – qui, de janvier à avril 2022, ont dépensé 851 millions de dollars rien que dans les hôtels de la ville. Mais, sous les apparences, le mécontentement couve. De plus en plus de Mexicains s'inquiètent des répercussions de la gentrification sur l'économie et la culture locales, et sur les relations entre les différentes communautés.

Une association de défense des locataires a même organisé une visite guidée des *“quartiers volés par la gentrification, le développement touristique et les démnagements forcés”*. *“Ils ont donné nos maisons à des nomades numériques”*, déplorent les affichettes de l'événement.

À bien des égards, ce phénomène reflète des problématiques anciennes qui se télescopent avec le nomadisme propre à l'ère numérique – une situation qui oblige le Mexique à affronter son passé et son identité.

Après avoir eu cette révélation dans le café, Fernando Bustos Gorozpe a publié une vidéo sur son compte TikTok – suivi par de nombreux abonnés – pour dénoncer l'afflux d'étrangers dans la capitale, qui *“pue le colonialisme moderne”*. Il a reçu plus de 2 000 commentaires de soutien. Ses reproches sont multiples, et renvoient à des décennies

✎ *Dessin de Mikel Casal paru dans Diari de Tarragona, Espagne.*

d'injustices. Les nouveaux arrivants "se fichent des répercussions de leur comportement sur les gens d'ici", dénonce-t-il, ajoutant que les Mexicains, eux, ne peuvent pas émigrer aussi facilement aux États-Unis. Il est aussi convaincu que l'arrivée de ces Américains, blancs pour la plupart, consolide le système de castes omniprésent dans la capitale – bien que souvent passé sous silence.

Les descendants des peuples autochtones sont plus confrontés à la pauvreté que les Mexicains à la peau claire, et sous-représentés dans les films, les programmes télévisés et les publicités. Un mouvement citoyen, Poder Prieto, milite pour plus de diversité dans les séries diffusées sur Netflix, HBO et les autres plateformes de streaming.

Le Mexique est un pays raciste et régi par un système de classes sociales, où les per-

"Il faut affronter la concurrence des étrangers en plus de celle des riches Mexicains blancs."

Fernando Bustos Gorozpe,
PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ

sonnes de couleur sont désavantagées, regrette Fernando Bustos Gorozpe: "Aujourd'hui, pour entrer dans les restaurants et les boîtes de nuit, il faut affronter la concurrence des étrangers, en plus de celle des riches Mexicains blancs."

L'agglomération de Mexico, qui s'étend sur plus de [7700 km²] nichés au cœur des montagnes, abrite 21 millions d'habitants. La plupart des expatriés américains s'en tiennent à quelques quartiers du centre, dont certains avaient déjà commencé à se gentrifier avant leur arrivée.

Après le séisme de 1985, qui a [fait 10000 morts et] dévasté plusieurs quartiers du centre, des centaines de milliers de Mexicains de la classe moyenne ont fui vers la périphérie de la ville, réputée plus sûre. Séduits par les bas loyers, de nombreux artistes se sont alors installés dans les quartiers de Roma et de Condesa, les transformant en hauts lieux créatifs et intellectuels.

Ce n'est qu'en 2016 que les touristes américains ont véritablement commencé à affluer. Cette année-là, le *New York Times* avait

désigné la capitale mexicaine comme la destination numéro un de l'année, et de nombreux journalistes se demandaient si la ville n'était pas devenue "le nouveau Berlin". Des artistes, des chefs cuisiniers et des designers du monde entier sont arrivés pour s'emparer des studios disponibles à moindre coût, ouvrir des restaurants et s'intégrer à l'exubérante vie nocturne de la capitale.

Sans visa. Le phénomène est passé à la vitesse supérieure durant la pandémie. En 2020, tandis que la plupart des pays européens et asiatiques fermaient leurs frontières aux voyageurs américains, le Mexique optait pour une politique sanitaire très souple, devenant ainsi l'un des rares pays à continuer d'accueillir les *gringos*.

Depuis longtemps déjà, les Américains peuvent séjourner au Mexique pendant six mois, sans visa. D'après le département d'État, 1,6 million de citoyens américains ont élu domicile de l'autre côté de la frontière. Si l'on ne sait pas exactement combien d'entre eux vivent dans la capitale, les observations empiriques sont éloquentes. Alexandra Demou, la directrice de Welcome Home Mexico, une société spécialisée dans l'expatriation, reçoit 50 appels par semaine de personnes qui envisagent d'émigrer. "C'est un véritable déferlement d'Américains, surtout des entrepreneurs ou des gens qui veulent se lancer dans une activité en free-lance ou en tant que consultant, constate-t-elle. Ils ne savent même pas combien de temps ils vont rester."

Il faut dire que Mexico possède de nombreux charmes. Ses larges avenues bordées d'arbres ne sont pas sans rappeler celles des capitales européennes; elles se ferment à la circulation chaque dimanche pour accueillir les cyclistes. Une multitude de styles différents – Art nouveau, Art déco, moderniste – s'entremêlent de façon ingénieuse dans l'architecture de la ville.

Et que dire de la gastronomie: les rues sont remplies de marchands ambulants proposant des tacos *al pastor* – garnis de viande de porc grillée à la broche – de délicates *quesadillas* à la fleur de courgette, et des épis de maïs au four recouverts de mayonnaise et de citron vert.

Sarah Lupton est tombée sous le charme de l'esthétique "à la fois brute et romantique" de la ville. Cette Américaine de 35 ans a découvert Mexico l'an dernier, juste après avoir reçu sa seconde dose de vaccin contre le Covid-19. Elle a fini par revendre son entreprise de production vidéo et s'est installée dans la capitale mexicaine en janvier dernier, avec son petit chien. Elle prend des cours d'espagnol, a demandé un permis de séjour permanent, et s'est reconvertie en coach personnelle et professionnelle. "Cette ville a tout ce dont j'ai besoin pour démarrer une nouvelle vie stable et riche de créativité, de relations sociales, et d'aventure."

Lauren Rodwell a elle aussi déménagé dans la capitale en janvier, après y avoir passé plusieurs mois l'an dernier. Cette chargée de marketing de 40 ans, qui travaille à distance pour une entreprise de la tech, en avait assez de vivre à San Francisco, où chaque conversation débute par: "Tu fais quoi dans la vie?" "J'aime cette ville pleine de vie, où se rencontrent de multiples cultures, confie-t-elle. J'ai l'impression d'être à Brooklyn, en plus accueillant."

Les deux femmes ne sont pas insensibles aux inquiétudes suscitées par la gentrification. "Pessaie de fréquenter les petits magasins plutôt que les grandes enseignes, précise Lauren Rodwell, de réinjecter de l'argent dans mon quartier et de m'impliquer dans la vie locale." Elle n'éprouve pas de culpabilité. Elle est noire et ressent moins de racisme au Mexique – qui compte relativement peu d'habitants d'ascendance africaine et a aboli l'esclavage des années avant son voisin du Nord – que dans son pays natal. Être noir aux États-Unis est éprouvant, confie-t-elle. "Ça fait du bien de souffler un peu."

Les inégalités économiques sont au cœur de cette polémique qui monte à propos des étrangers. "Quand ils débarquent ici, les Américains peuvent s'offrir tout ce qu'ils veulent et vivre comme des rois", souligne Dan Defossey. Lui-même américain, il vit au Mexique depuis une dizaine d'années et gère un restaurant de grillades réputé. Mais les expatriés doivent comprendre que "le Mexique n'est pas bon marché pour les Mexicains".

Dans le centre historique, le loyer d'Omar Euroza a plus que doublé en cinq ans. Certains de

ses voisins ont dû quitter leurs logements. Omar est barista dans un café de Roma, et de 60 % à 70 % de sa clientèle est étrangère. Il n'en peut plus de se sentir comme un intrus dans sa propre ville: "Certains clients passent commande en anglais et s'énervent quand je ne les comprends pas."

"C'est injuste, renchérit son collègue pâtissier, les bras chargés de cookies tout juste sortis du four. Quand on va aux États-Unis, tout le monde s'attend à ce qu'on parle anglais."

— **Kate Linthicum**
Publié le 27 juillet



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com/expat

Pour lire les points de vue mexicains sur la question, et découvrir d'autres tendances sur les nomades numériques et l'expatriation, explorez notre site **Courrier Expat**.

Courrier international

Le site Internet de la plus grande rédaction du monde en accès libre

JOURNÉE PORTES OUVERTES

Dimanche 4 septembre

RAY BARTKUS, LITUANIE

www.courrierinternational.com



asie

Chine. Les continentaux peuvent dire merci à Hong Kong

Des réfugiés chinois ont contribué à la prospérité de Hong Kong. Réciproquement, la Chine moderne doit beaucoup à l'apport de ce territoire au statut hybride. Récit doux-amer de ces destins intriqués, à l'heure d'une reprise en main politique par Pékin.



IKON IMAGES

—Weixin (WeChat)
(extraits) Shenzhen

La gloire de Hong Kong a terni, et ce n'est pas seulement à cause de la pandémie. Repositionné, le territoire est désormais gouverné comme la Chine intérieure, et il fait de moins en moins figure de grande cité internationale : les libertés dont jouissaient les Hongkongais se sont envolées à jamais, et l'état de droit qui faisait leur fierté a disparu sans laisser de traces.

Occupée par la force en 1841 pendant la première guerre de l'opium, l'île de Hong Kong a été cédée "officiellement" [aux Britanniques] par le gouvernement de la dynastie Qing dans le

cadre du traité de Nankin [1842]. Puis ce fut le tour de [la péninsule] de Kowloon [en 1860], et enfin des Nouveaux Territoires en 1898. Fenêtre ouverte sur l'Orient pour l'Occident, le Hong Kong ainsi formé a été le témoin des grands bouleversements connus par la Chine, depuis l'ère britannique jusqu'à la période où les continentaux cherchaient à y passer clandestinement. Nombreux furent ceux qui trouvèrent sur place le soutien financier, l'accueil et la protection nécessaires en des temps difficiles.

Aux moments clés, Hong Kong a toujours été une force de progrès. Le territoire a soutenu l'indépendance nationale et la libération du pays, ainsi

que l'édification du socialisme en Chine populaire. La situation actuelle du Guangdong et de Shenzhen [province et ville chinoises limitrophes] et même la politique de réformes et d'ouverture [lancée par Deng Xiaoping en 1979] sont intimement liées au système capitaliste hongkongais sous gouvernement britannique. La contribution de Hong Kong à l'œuvre réformatrice et à la création d'une nouvelle Chine socialiste surpasse celle de n'importe quel autre pays ou région du monde.

Les archives historiques montrent que les deux tiers des fonds collectés par Sun Yat-sen en vue de mener la révolution [au début du xx^e siècle, pour le

renversement de l'empire des Qing et la fondation de la république de Chine] l'ont été à Hong Kong. Sans la protection apportée par Hong Kong, la cause révolutionnaire défendue par Sun Yat-sen aurait avorté prématurément.

Plus tard, de tous les partis politiques chinois de l'époque moderne, c'est le Parti communiste qui a le mieux compris la place et le rôle particuliers que pouvait jouer Hong Kong, et c'est lui qui a su le mieux en tirer profit. En octobre 1937, Liao Chengzhi, un jeune homme de moins de 30 ans parlant couramment cinq langues étrangères, est repéré par Mao Zedong. Liao saura exploiter les caractéristiques de Hong Kong pour y promouvoir l'action de la huitième armée de route et de la nouvelle quatrième armée [dirigées par le Parti communiste pendant la guerre de résistance antijaponaise, entre 1937 et 1945], et collecter de nombreux fonds et aides matérielles auprès des Chinois d'outre-mer, ainsi que divers renseignements.

Tout au long du parcours qui l'a conduite à devenir une métropole cosmopolite dynamique, alors qu'elle n'était au départ qu'un simple village de pêcheurs, Hong Kong a toujours été un petit paradis pour les Chinois du continent, un havre où, de tout temps, il a fait bon se mettre à l'abri des intempéries, et qui a accueilli par milliers des personnes fuyant la Chine pour y trouver refuge. Entre 1954 et 1980, pas moins de 565 000 personnes seraient passées par Shenzhen pour "fuir à Hong Kong", selon les chiffres officiels.

Historiquement, Shenzhen [alors simple localité frontalière] a connu quatre grandes vagues d'exode vers Hong Kong : en 1957, 1962, 1972 et 1979 [au gré de campagnes politiques, de périodes de famine ou au contraire d'assouplissements politiques], mais il est possible de remonter encore plus loin dans le temps, puisque vers 1949 [au moment de la proclamation de la République populaire], on enregistre déjà des épisodes

Dans les années 1960 et 1970, ils ont été nombreux à tenter le passage clandestin vers Hong Kong.

↳ Dessin de Sam Brewster, Royaume-Uni.

de fuites massives de Chinois du continent vers Hong Kong. Selon le *Hong Kong Year Book* ["Rapport annuel sur Hong Kong"], au début des années 1950 [réforme agraire], plus de 750 000 Chinois de Chine populaire auraient afflué à Hong Kong.

En 1952, [l'écrivaine à succès] Eileen Chang (Chang Ai-ling), alors âgée de 32 ans, traverse seule à pied le pont de Lo Wu [marquant la frontière encore laissée ouverte par la Chine] pour se rendre à Hong Kong, sous un soleil de plomb. Elle laisse derrière elle sa belle demeure de Shanghai, ses rumeurs et légendes, engoutins sous les affiches et les slogans, dont elle s'éloigne en gagnant une autre contrée.

Âge d'or. Tous ces réfugiés qui ont fui au fil des ans la Chine sont devenus une force motrice de la croissance économique de Hong Kong. Simples ouvriers ou patrons de sociétés cotées en Bourse, fondateurs de journaux ou dirigeants syndicaux, ils ont tous œuvré à sa prospérité et à son progrès vers la modernité. À la fin du xx^e siècle, parmi les cent plus grosses fortunes de Hong Kong, on dénombrait une quarantaine de personnes qui y avaient fui dans les années 1960 et 1970. Même des figures culturelles comme l'écrivain Ni Kuang [célèbre auteur de romans de cape et d'épée, mort en juillet aux États-Unis], la "légende de la musique cantopop" Law Man ou le fameux scénariste Leung Lap-yan étaient des réfugiés.

Après l'établissement du nouveau pouvoir en Chine [en 1949], la plupart des gens qui ont pu fuir à Hong Kong étaient issus de la province limitrophe du Guangdong, car les autres n'avaient pas les moyens de voyager. On ignore combien précisément sont parvenus à Hong Kong, mais dans les années 1960 et 1970, ils ont été nombreux à tenter le passage clandestin. Citadins ou ruraux, jeunes ou vieux, ils étaient prêts à tout pour s'y rendre, au mépris de leur vie, en se hissant sur des trains, en empruntant de frêles embarcations ou carrément à la nage, après s'y être longuement préparés en nageant dans la rivière des Perles.

Un ancien agent de la police royale de Hong Kong raconte : "Le long des 35 kilomètres de frontière,

Les deux espaces sont liés non seulement par des liens de sang, mais aussi par leur destin.

ils étaient des milliers à chercher à passer de l'autre côté, formant une sorte de grand serpent qui semblait descendre du mont Wutong [plus haut sommet de Shenzhen]. Au crépuscule, les gens se rassemblaient. Ils s'organisaient en petits groupes de quatre ou cinq personnes, qui s'aidaient mutuellement à passer par-dessus les barbelés. Il s'agissait le plus souvent de paysans d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années, mais il y avait aussi des femmes âgées et des enfants. Tous ces gens étaient en haillons et avaient l'air accablé et à bout de forces. La plupart semblaient très affamés.

[Dans les années 1960 et 1970], la répression contre les fuyards était sévère : quiconque cherchait à quitter la Chine illégalement était considéré comme un "traître au pays et un vendu à l'ennemi", et encourait une peine de prison en cas d'arrestation. De plus, les gardes-frontières n'hésitaient pas à ouvrir le feu sur les fuyards qui n'obéissaient pas à leurs sommations. Beaucoup ont ainsi été tués sur les plages et dans les bois.

Durant toutes les années où la Chine populaire est restée repliée sur elle-même, Hong Kong a assumé pour elle quasiment toutes les fonctions nécessitant une ouverture sur le monde. Le 3 décembre 1950, les États-Unis prononcent un embargo total contre la Chine, avant d'annoncer peu après l'interdiction d'accès aux ports chinois de tous les navires battant pavillon américain. En mai 1951, l'Assemblée générale des Nations unies adopte à son tour une résolution interdisant l'envoi de certains types de marchandises (plus de 1700) en Chine, s'inspirant de la liste d'embargo américaine.

À la suite de cela, de nombreux capitalistes de l'ancienne société, originaires notamment de Shanghai, se mettent à affluer à Hong Kong, où ils injectent des capitaux et apportent de la main-d'œuvre. Cela constituera la base du décollage économique de Hong Kong. Ainsi, tandis que l'Occident impose un blocus à la Chine, Hong Kong devient la seule porte d'entrée de la Chine dans le monde occidental, à l'image des "treize usines de Canton" [seuls établissements autorisés par la cour des Qing à commercer avec l'étranger]. Plus tard, au début de la politique de réformes et d'ouverture [1979], c'est également par Hong Kong que transitent tous les équipements technologiques occidentaux que fait venir en grande quantité la Chine. Grâce à ses importantes activités d'import-export et au système financier qui y est associé, Hong Kong connaît à cette époque un véritable âge d'or et s'affirme comme un port et une place financière de rang mondial.

Empathie. La prospérité de Hong Kong fait ressortir d'autant plus clairement la pauvreté de la Chine. Hong Kong est alors pour la Chine une fenêtre et un pont sur l'extérieur, alors que celle-ci est l'arrière-pays sur lequel s'appuient la mutation et le décollage de Hong Kong. Les deux espaces sont liés non seulement par des liens de sang, mais aussi par leur destin. Ce n'est qu'en faisant preuve de bienveillance et de soins l'un vis-à-vis de l'autre que chacun a su tirer son épingle du jeu. Les capitaux hongkongais ont été les premiers à affluer en Chine, entraînant la création de richesse et d'emplois, tout en y apportant des talents, de la technologie, de l'expérience et une vision plus large des choses.

Le continent a ensuite attiré une grande quantité d'investissements étrangers mais, jusqu'à ces

dernières années encore, à 70 % en provenance de Hong Kong ! La politique de réformes et d'ouverture de la Chine a bien bénéficié de l'appui extraordinaire de Hong Kong, grand centre financier mondial.

Or ce statut de grande place financière mondiale n'a pas été forgé du jour au lendemain, et nul pays ne peut décréter que telle ou telle ville la remplacera dans cette fonction. Il n'est pas exagéré de dire que, sans Hong Kong, la Chine aurait tâtonné beaucoup plus longtemps sur la voie de la modernisation. La contribution qu'a apportée Hong

Les capitaux hongkongais ont été les premiers à affluer en Chine, apportant richesse et emplois.

Kong aux réformes et à l'ouverture du pays est énorme, notamment pour ce qui est de la mise en place d'une économie de marché ; aucune autre région de Chine n'a les moyens de la remplacer.

Enfin, soulignons que l'empathie des 7 millions de Hongkongais pour la Chine s'est manifestée chaque fois qu'est survenue une catastrophe dans ce pays. Ainsi, en 1998, la Chine a subi des inondations d'une ampleur extraordinaire, comme on n'en avait pas vu depuis des dizaines d'années, faisant plus de 200 millions de sinistrés. À l'époque, Hong Kong était touchée de plein fouet par la crise financière asiatique. Malgré cela, 680 millions de dollars hongkongais [85 millions d'euros] de dons avaient réussi à être collectés sur le territoire, dans tous les milieux, ce qui avait constitué l'aide la plus importante apportée aux régions sinistrées.

Mais c'est à l'occasion du tremblement de terre de Wenchuan [au Sichuan, faisant près de 90 000 morts et disparus] en

mai 2008 que Hong Kong a enregistré sa plus grosse campagne de dons en faveur de la Chine continentale, avec plus de 13 milliards de dollars hongkongais [1,6 milliard d'euros] de dons privés. Grâce au champ libre laissé [dans un premier temps] aux médias, qui avait permis une diffusion rapide et complète des informations, la catastrophe avait ému tous les habitants de Hong Kong. Selon un sondage, 95 % des Hongkongais auraient fait un don à cette occasion, et le total des sommes recueillies en faveur des victimes avait été largement supérieur à l'ensemble des dons reçus de tous les autres pays du monde.

De l'aube de son histoire jusqu'à nos jours, Hong Kong a parcouru un long chemin en opérant une fusion entre la culture chinoise traditionnelle et le système occidental, en accueillant comme résidents des personnes aux valeurs différentes et en permettant à tous d'être une force de développement pour le territoire. Il faut bien reconnaître que la société hongkongaise a réussi sur ce plan-là, et que c'est ce qui fait l'essence de l'état de droit et de la civilisation hongkongaise. Ving-cinq ans après son retour dans le giron chinois, je souhaite donc lui dire un grand merci !

—Cai Shenkun
Publié le 30 juin



SOURCE

WEIXIN (WECHAT)

Shenzhen, Chine
weixin.qq.com

Cette application de messagerie du groupe Tencent est le moyen de communication le plus populaire en Chine, avec plus d'un milliard de comptes. On peut y trouver des reportages, des témoignages, des opinions, faisant de cette plateforme un média vivant, qui n'échappe cependant plus à la censure.

Repères

HONG KONG EN CINQ DATES

1842 — L'île de Hong Kong devient une colonie britannique. En 1898, la dynastie Qing concède à Londres les territoires alentour, dont la presqu'île de Kowloon. Le bail est de quatre-vingt-dix-neuf ans.

1982 — Pourparlers pour organiser la rétrocession à la Chine des territoires sous administration britannique.

En 1984, selon le principe "un pays, deux systèmes", Pékin s'engage à maintenir pendant "au moins cinquante ans" le mode de vie capitaliste et la législation en vigueur.

1997 — Rétrocession à la Chine.

2014 — Le "mouvement des parapluies" est le premier gros revers du camp prodémocratie : mobilisés durant deux mois, les manifestants échouent à bloquer une réforme du mode d'élection du chef de l'exécutif ; désormais, les candidats devront être approuvés par Pékin.

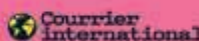
2019 — Un projet d'amendement, qui rendrait possibles les extraditions vers la Chine, provoque une vague de manifestations. Elles se poursuivent après le retrait du texte et servent de prétexte à Pékin pour assurer sa mainmise sur le territoire. Adoptée en juin 2020, la loi sur la sécurité nationale muselle la ville et pulvérise le principe "un pays, deux systèmes".



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Bahreïn. L'accès à la mer réservé aux plus riches

Au fil des décennies, l'archipel des "deux mers" a vu son littoral privatisé et artificialisé par les magnats de l'immobilier et de la finance. Au détriment de l'environnement et de la population, qui ne peut plus profiter que de 6 % des côtes.



—Muwatin (extraits) Londres

Bahreïn est un archipel constitué de trente-trois îles", nous avait-on enseigné à l'école. Tous les manuels scolaires le proclamaient, et d'innombrables cartes nous ont tellement familiarisés avec les contours caractéristiques de notre pays que cela s'est profondément ancré dans nos représentations collectives. Notre histoire et notre identité nationale sont intimement liées à la mer.

Le gouvernement lui-même encourage cette référence à la mer auprès de ses citoyens. Il y a pléthore d'émissions télévisées vantant le patrimoine et l'histoire, de cérémonies officielles, d'activités culturelles, de stèles commémoratives et de noms de rue qui célèbrent cet héritage.

Dans le nouveau hall d'accueil de l'aéroport international [inauguré en janvier 2022], des tableaux [fresques et scènes reconstituées] mettent en valeur les traditions locales. Notamment le *fidjeri*, ce chant typique des pêcheurs de perles comme il en existait sur toute la côte du golfe Arabo-Persique [jusqu'à dans les années 1930, la pêche à la perle était une ressource essentielle

de l'économie du pays]. C'était un métier dur, avec son lot de souffrances et de morts [les pêcheurs devaient plonger jusqu'à vingt mètres de profondeur, avec comme seul équipement un pince-nez]. Mais les Bahreïnais n'en sont pas moins attachés à cette tradition. Ils n'ont aucune envie de tourner le dos à la mer.

C'est un stupéfiant paradoxe qu'un aéroport soit précisément situé sur un terrain qui a été gagné sur la mer il y a une trentaine d'années. Avant, c'était une baie, qui formait le découpage si particulier de la côte de l'île de Muharraq [l'ancienne capitale, avant Manama].

Chantiers côtiers. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de ce qui a été infligé aux zones côtières : remblayage avec du sable prélevé en mer pour construire encore et encore des bâtiments modernes, des projets immobiliers, des complexes touristiques... Il suffit de prendre une vieille carte et de la comparer aux images satellite actuelles pour constater qu'entre 1965 et 2020 la superficie du pays est passée de 620 à 780 kilomètres carrés, un accroissement de près de 25%.

Un autre exemple de ce rapport paradoxal à la mer est le centre

financier de Manama, achevé en 2007, que l'on retrouve sur toutes les brochures touristiques et vidéos promotionnelles du pays. Il s'agit de deux tours de bureaux qui, bien que constituées d'acier et de verre, se réclament de "l'héritage maritime". Les deux bâtiments ont une forme en voile de bateau, et à l'intérieur sont exposées moult peintures maritimes. Mieux, le nom du centre est *marfa*. Autrement dit "havre" financier. Pourtant, c'est justement un vieux port qu'on a détruit pour faire place nette avant la construction. Là encore, la mer n'est plus qu'un cliché, une photo sur papier glacé, un élément de langage pour attirer des investisseurs étrangers.

Lors du soulèvement populaire de 2011 [dans le sillage du "printemps arabe"], les manifestants se réunissaient justement devant ce havre [ainsi que sur la place de la Perle, à moins de deux kilomètres à l'ouest]. Cela montre bien qu'à leurs yeux ces deux tours sont le symbole de tout ce qu'ils rejettent.

C'est en effet l'ancien Premier ministre bahreïni Khalifa ben Salman [en poste de l'indépendance du pays, en 1971, jusqu'à sa mort en 2020] qui avait racheté ce même havre pour un dinar symbolique. S'il était la bête noire des

manifestants, ce n'est pas seulement parce qu'il menait une politique particulièrement répressive. C'est aussi parce qu'il incarnait une politique consistant à les arracher à leurs racines, à écarter tout ce qui est local, y compris la langue, l'héritage et les hommes, pour faire du pays un terrain de jeu de la finance internationale.

Les investisseurs ont pu faire de juteux investissements. La classe dirigeante en a profité pour vendre des terrains, à vil prix. Le "développement" de la plage Al-Jazair par une entreprise du fonds souverain du gouvernement bahreïni est un nouveau coup dur. C'était la plus grande plage publique du pays, et l'accès y était libre. Maintenant, il est prévu d'y construire un hôtel de luxe, dont les clients auront évidemment accès à la plage. Les autres devront passer à la caisse.

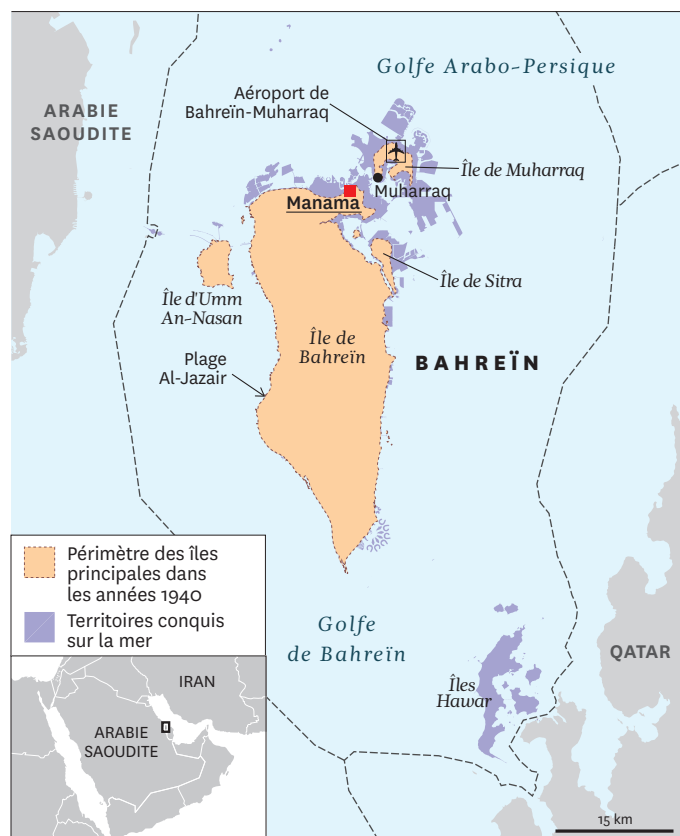
À l'annonce de cette nouvelle privatisation de la côte, il y a eu de vifs débats sur les réseaux sociaux, entre ceux qui rejettent l'idée par principe et d'autres qui arguent que les recettes des billets d'entrée vont permettre d'"offrir de meilleurs services" et d'"empêcher les mauvais usages". Ces arguments jouent sur un vieux fond d'ostacisme et de mépris de classe qui est entretenu dans le pays, y compris par le gouvernement. En

2016, celui-ci a justifié la démolition des cabanons de pêcheurs sur la côte en disant que ceux-ci faisaient tache, avaient été installés par des gens peu recommandables et servaient d'abri à des "pratiques immorales".

Hôtels et villas. Ce que sous-tend le discours du gouvernement, c'est que la côte n'est pas destinée aux catégories populaires, mais aux gens qui ont de l'argent, qui peuvent payer des hôtels de luxe et pratiquer des sports marins sophistiqués, et donc onéreux. Les côtes librement accessibles ne représentent ainsi plus que 6 % du total des côtes. Le reste est dominé par des plages privées, des villas en bord de mer, des stations touristiques et des terrains déjà réservés pour d'autres investissements à venir.

Notre cher pays tel que nous le connaissons n'existe plus que dans la mémoire populaire. Que nous réserve l'avenir? Si nous avions notre mot à dire, quel Bahreïn voudrions-nous laisser à nos enfants? Celui qui correspond à son passé, sa géographie et ses habitants, ou celui où la nature et les hommes doivent subir les assauts d'un prétendu progrès?

—Badr Al-Naïmi
Publié le 14 février



↳ Dessin de Haddad paru dans **AL-Hayat**, Londres.

SYRIE

Washington laisse le champ libre à Moscou et Téhéran

Selon ce chroniqueur, le silence de Joe Biden sur le dossier syrien révèle un renoncement total à jouer un rôle moteur.



Contexte

●●● Les États-Unis ont plusieurs bases militaires sur le territoire syrien, dont celle d'Al-Tanf, dans le désert du sud de la Syrie, mais surtout dans le nord-est du pays, où des centaines de soldats américains sont déployés dans le cadre d'une coalition avec leurs alliés kurdes contre le groupe djihadiste État islamique (EI). Washington mène en outre des frappes ponctuelles contre l'Ei ou les milices pro-Iran, mais ses positions sont aussi la cible des groupes alliés de Téhéran, comme ce fut le cas en août.

Émirats arabes unis, n'avez-vous donc aucun respect pour les gens qui souffrent depuis des années, pour tous ces gens qui sont morts sous la torture en Syrie, pour toutes ces mères qui ont perdu leur enfant ? C'est un crime de normaliser [ses liens avec] Assad. Honte à vous."

Un porte-parole du Conseil de sécurité nationale [américain] m'a confié que la Syrie "revenait régulièrement dans la discussion" avec les partenaires des États-Unis dans la région du Golfe et que le gouvernement "menait une action diplomatique discrète mais continue sur le dossier syrien".

"Nous continuons d'aborder la question syrienne avec nos partenaires du Golfe afin de les dissuader d'entreprendre quoi que ce soit qui légitimerait le régime syrien, et nous-mêmes n'avons pas levé les sanctions prises à l'encontre de la Syrie", assurait-il.

S'il est vrai qu'elle n'a levé aucune des sanctions prises à l'encontre d'Assad, l'administration Biden n'a pour autant appliqué aucune de celles préconisées dans la loi César [adoptée en 2019 par le Congrès américain], qui prévoit de sanctionner tout pays ou toute entreprise qui ferait affaire avec le régime d'Assad.

Il n'y a guère qu'aux Nations unies que l'équipe Biden soit intervenue sur le dossier syrien : la délégation américaine s'est battue pour préserver le dernier couloir humanitaire permettant d'acheminer une aide alimentaire et médicale vitale à des millions de Syriens vivant en dehors de la zone tenue par le régime, dans la province d'Idlib. Et encore, les États-Unis ont accepté la version russe de la résolution, qui limite à six mois la prolongation de ce couloir.

Les hauts fonctionnaires américains estiment que les États-Unis ne peuvent espérer guère mieux que maintenir un niveau modéré de violence et intervenir dans les domaines de l'aide humanitaire et du terrorisme. Seulement voilà, le niveau de violence actuel ne semble modéré que si l'on occulte le fait que la Russie et Assad affament sciemment des millions d'innocents et torturent des dizaines de milliers de civils en détention.

"Les États-Unis se sont contentés de déclarations d'intention, ils n'ont rien fait."

Omar Alshogre, OPPOSANT À BACHAR EL-ASSAD

Tant que les partenaires d'Assad à Moscou et à Téhéran tiendront le haut du pavé sur la scène diplomatique, la Syrie n'obtiendra jamais de paix durable. Sans une nouvelle campagne diplomatique conduite par les Américains, la Syrie continuera d'exporter des réfugiés, des terroristes, des stupéfiants et des ferments d'instabilité. Avant l'investiture de Biden, l'équipe de celui-ci l'avait d'ailleurs reconnu.

"Nous ne sommes pas parvenus à empêcher cette hécatombe ni ces millions de réfugiés ou de déplacés à l'intérieur du pays, et nous allons devoir vivre avec cet échec", me confiait ainsi, deux mois avant l'élection de 2020, Antony Blinken, à l'époque conseiller aux affaires étrangères du candidat Biden et aujourd'hui secrétaire d'État. "C'est un des dossiers que nous regardons de très près et, si on nous en confie la responsabilité, sur lesquels nous allons devoir intervenir."

Biden en a désormais la responsabilité et doit, dès lors, agir. S'ils veulent jouer un rôle moteur au Moyen-Orient, les États-Unis ne peuvent pas laisser la crise syrienne s'éterniser et le peuple syrien souffrir indéfiniment.

—Josh Rogin*
Publié le 20 juillet

—The Washington Post (extraits) Washington

La visite de Joe Biden au Moyen-Orient [du 13 au 16 juillet] est la preuve que son administration renonce à jouer un rôle moteur dans le dossier syrien. Une politique du laisser-faire qui fragilise les intérêts américains et régionaux – et risque de laisser la sécurité de la région entre les mains de la Russie et de l'Iran.

Biden n'aura pas cité publiquement la Syrie une seule fois durant sa visite de quatre jours, qui était censée témoigner de l'implication des États-Unis dans une région où des puissances comme la Russie et la Chine sont en train de prendre pied. Le président n'a proposé aucune idée neuve pour résoudre la crise politique syrienne. Il n'a pas non plus admonesté les pays du Golfe, qui, lentement mais sûrement, font sortir de son statut de paria le président syrien, Bachar El-Assad, qui continue de perpétrer des atrocités à tour de bras contre son peuple.

Dans la tribune qu'il a fait paraître dans *The Washington Post* [publiée le 9 juillet], Joe Biden détaille les motivations de sa visite au Moyen-Orient,

mais ne mentionne la Syrie que pour vanter une opération américaine qui a permis d'éliminer un terroriste sur place [en février].

Pendant sa campagne, Biden tirait à boulets rouges sur le président Donald Trump, qu'il accusait de ne pas en faire assez pour empêcher la Turquie d'attaquer les Kurdes – alliés des Américains – dans le nord-est de la Syrie.

Mais, à l'heure où la Turquie se prépare à une nouvelle intrusion du même ordre, Joe Biden ne trouve rien à dire, laissant ainsi le champ libre à la Russie et à l'Iran sur le front diplomatique.

Pendant ce temps, Moscou et Téhéran étendent au conflit ukrainien le partenariat militaire qu'ils avaient noué en Syrie. La Russie se sert d'armes qu'elle a testées sur des civils syriens pour tuer des civils ukrainiens et s'en prend désormais, en Syrie, aux alliés des États-Unis – les forces locales qui aident les troupes américaines à combattre l'État islamique.

Pour beaucoup de Syriens, l'administration de Joe Biden est aux abonnés absents. Au cours d'une audition au Conseil de sécurité des Nations unies, le 29 juin, Omar Alshogre, qui a passé trois

ans dans les geôles d'Assad, a accusé les États-Unis de manquer à leurs promesses. "Les États-Unis se sont contentés de déclarations d'intention, ils n'ont rien fait. Vous êtes censément les porteurs de drapeaux du monde démocratique. Je ne vous y vois même pas." Omar Alshogre a également dénoncé la décision des dirigeants jordaniens de fermer leurs frontières aux réfugiés syriens et accusé les Émirats arabes unis d'avoir aidé Assad à revenir dans les bonnes grâces de la communauté diplomatique, notamment en l'accueillant pour une visite en mars : "[Dirigeants des]

La Turquie renoue avec la Syrie

●●● Par les voix de son président, Recep Tayyip Erdogan, et de son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, la Turquie a affirmé ces dernières semaines qu'elle était prête à discuter avec le régime de Bachar El-Assad. Une volte-face perçue comme un "coup de poignard" par les opposants syriens qu'Ankara a soutenus depuis le début du conflit en 2011, écrit le journal **Al-Arab**. De fait, la Turquie espère le concours de Damas dans sa lutte contre les Kurdes qui contrôlent le nord-est de la Syrie, à la frontière turque, ainsi que le rapatriement d'une partie des 3,5 millions de réfugiés syriens présents sur son sol. Le régime syrien, lui, veut reprendre le contrôle de la province d'Idlib, administrée par des rebelles islamistes soutenus par Ankara, et d'autres zones du Nord syrien, où l'armée turque est présente, explique le quotidien **Türkiye**.

* Josh Rogin, chroniqueur pour *The Washington Post* et analyste politique à CNN, est l'auteur de *Chaos Under Heaven : Trump, Xi, and the Battle for the 21st Century*, Mari er Books, 2021 ["Le chaos au paradis. Trump, Xi et la bataille pour le XXI^e siècle", inédit en français].

promesse est la suivante : Ruto soutiendra Kenyatta – et Kenyatta lui renverra l'ascenseur lorsqu'il quittera ses fonctions. Quand ils prennent le pouvoir, en avril 2013, ils ont pris l'habitude de porter des pantalons, chemises et cravates coordonnés, et se sont même mis d'accord pour apparaître en public en bras de chemise, à la manière d'un Obama. La presse parle d'un tandem de choc.

Vice-président en 2013, il est hyperactif, jusqu'à devenir le visage du gouvernement.

Tout de suite, il apparaît manifeste que Ruto souhaite muscler la vice-présidence. Pour son premier mandat, il occupe le terrain au point qu'il donne l'impression d'être un coprésident plutôt qu'un vice-président. Il est omniprésent, attentif, hyperactif, jusqu'à devenir de facto le visage du gouvernement – acquérant au passage un poids politique considérable.

Sa résidence officielle, un manoir niché dans le quartier huppé de Karen, à Nairobi, devient l'un des édifices publics les plus courus du pays, accueillant une série d'entrevues de haut vol. Ses démêlés avec la justice s'estompent lorsque la Cour pénale internationale classe sans suite l'affaire le concernant, faute d'éléments permettant de le poursuivre (malgré "des pressions troublantes sur les témoins et une ingérence politique intolérable", dicit un juge). Ruto a tout du présidentiable. Mais ça ne plaît pas à tout le monde.

À l'approche des élections de 2017, les langues se délient dans le camp de Kenyatta. Le premier à s'exprimer est David Murathe, ami et confident du président, qui se plaint d'un groupe d'individus haut placés au sein du gouvernement qui se livreraient à une corruption à grande échelle et qui se croiraient au-dessus du président Kenyatta, se prenant pour

des coprésidents. Le message que veut faire passer Murathe n'est guère difficile à décoder.

Le soutien présidentiel n'est dès lors plus garanti pour Ruto. Pour autant, le tandem remporte un second mandat pour Kenyatta [en 2017], défaisant une nouvelle fois Odinga. Mais le résultat est invalidé par la Cour suprême, qui a décelé des irrégularités graves dans le déroulement du scrutin – en grande partie à cause d'un nouveau système de vote biométrique qui, en plus d'être un gouffre financier, s'avère une usine à gaz – et ordonne l'organisation d'une nouvelle élection, déclenchant une crise politique. Kenyatta envisage de démissionner. Ruto ne l'entend pas de cette oreille.

Odinga et ses soutiens boycottent la nouvelle élection en octobre. Kenyatta est reconduit pour cinq ans le mois suivant, tandis qu'Odinga prête serment en qualité de "président du peuple" en janvier 2018.

Girouette. Fidèle à sa réputation de girouette, Ruto caresse alors l'idée de se rapprocher d'Odinga. Ensemble, ils pourraient recueillir suffisamment de soutiens au Parlement pour faire tomber Kenyatta. Seulement voilà, le président a eu la même idée – il coiffe Ruto au poteau et se montre aux côtés d'Odinga sur le seuil de son bureau. Les deux hommes se serrent la main et annoncent une trêve. Dans un communiqué succinct, ils invoquent l'esprit de leurs pères : Jomo Kenyatta [père de l'indépendance kényane et père d'Uhuru Kenyatta] et son premier vice-président, Jaramogi Oginga Odinga [père de Raila Odinga].

Ils disent que le ciel s'est assombri sur le Kenya lorsque leurs pères se sont brouillés et que désormais les deux fils expieraient leurs péchés – et remettraient le Kenya sur les rails par la même occasion. [S'ils ont ensemble fondé et dirigé le Kenya en 1964, ils se sont rapidement

Le temps des incertitudes

●●● Candidat malheureux, Raila Odinga a saisi la Cour suprême afin de contester les résultats de l'élection qui ont été annoncés le 15 août. "Tous les regards [sont] braqués sur les sept juges de la Cour suprême, qui ont jusqu'au 5 septembre pour déterminer si oui ou non le président élu a gagné", affirme **The East African**. Désormais s'ouvre une période d'incertitude, dans un pays où les violences postélectorales sont à craindre. La Cour suprême, comme elle l'avait déjà fait

en 2017, dispose du pouvoir d'annuler l'élection et d'ordonner un nouveau scrutin sous soixante jours. En revanche, si elle confirme les résultats, William Ruto prêterait alors serment en tant que cinquième président du pays.

Kakistocratie à la kényane?

●●● La possible victoire de William Ruto fait grincer quelques dents. Ainsi, l'essayiste kényan Patrick Gathara rappelle sur **Al-Jazeera** que Ruto est tout de même considéré par

de nombreux Kényans "comme l'une des personnalités les plus corrompues du firmament politique du pays". Même alarme du côté de **The Nation**, qui, dans son édition kényane, affirme que cette élection a reproduit es travers de la "kakistocratie kényane", ou gouvernement des pires. "Que sommes-nous censés faire lorsque le système électoral produit constamment des candidats détestables?" note le quotidien kényan, qui rappelle que près de 7 millions d'électeurs, soit près d'un tiers de l'électorat, ont décidé de rester chez eux le jour du vote.

opposés sur la ligne à adopter pour le nouvel État : politique centriste et partenariat avec l'Occident pour Kenyatta, socialisme et URSS pour Odinga. En 1966, Odinga Odinga quitte le poste de vice-président et laisse Jomo Kenyatta seul au pouvoir jusqu'à sa mort en 1978.]

Tout le monde dans le pays, Ruto compris, est médusé. N'ayant plus à craindre de procédure de destitution, Kenyatta ne manque plus une occasion de s'en prendre à Ruto. Il transfère au bureau de Fred Matiang'i, le ministre de l'Intérieur, des responsabilités originellement dévolues au vice-président. Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, les hommes de Ruto sont écartés des plus hautes fonctions, à tous les échelons, pour être remplacés par des alliés de Kenyatta et d'Odinga.

Les allégations de corruption vont bon train autour de Ruto lui-même. Depuis qu'il est devenu député, en 1997, l'homme a patiemment monté un empire commercial de plusieurs millions de dollars à cheval entre l'assurance, l'immobilier, l'hôtellerie et l'agriculture. En souvenir de son

enfance, Ruto a créé un élevage de poulets lourdement mécanisé qu'il dit avoir financé sur ses propres deniers lorsqu'on l'interroge sur l'origine de cet argent. Ruto n'a jamais rechigné à faire affaire avec le gouvernement, ce qui nourrit les soupçons à son égard.

Mama mboga. En 2013, il est reconnu coupable d'avoir occupé dans la vallée du Rift un terrain de 40 hectares qui appartenait à une victime des violences postélectorales. Il se voit obliger de restituer le terrain en question et de verser un dédommagement. Plus récemment, il est accusé d'avoir obtenu illégalement un terrain bordant l'aéroport Wilson de Nairobi, où il a fait construire l'hôtel Weston. Dans les deux cas, Ruto assure qu'il pensait avoir acheté ces terrains en toute légalité.

Depuis la poignée de main [entre Kenyatta et Odinga], Ruto sait que la route de la présidence sera semée d'embûches. Il s'est donc mis en campagne de bonne heure. Sillonnant le pays, tout en se focalisant sur le fief de Kenyatta, dans le centre du Kenya, Ruto se pose désormais en battant – à

mille lieues des dynasties politiques qu'il a face à lui. Les dynasties doivent tomber, dit-il.

Deux personnages deviennent récurrents dans son discours : la *mama mboga*, la "marchande de légumes", et le *boda*, le "moto-taxi". Pour Ruto, l'une comme l'autre symbolisent les difficultés du Kényan moyen que des gens comme Odinga ou Kenyatta ne pourront jamais comprendre. Après tout, Ruto lui-même ne vendait-il pas des poulets sur le bord des routes?

—Isaac Otiidi Amuke
Publié le 6 août

SOURCE



THE CONTINENT

Johannesburg, Afrique du Sud
Hebdomadaire

mg.co.za/thecontinent/

Lancé en avril 2020, ce média original est un hebdomadaire numérique gratuit, adossé au journal sud-africain *Mail & Guardian*. Il a pour ambition de réunir les meilleurs articles et reportages sur l'Afrique.



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

à la une

ARMEMENT, L'EMBALLE



Livraisons et contrats record, budgets en hausse, course à l'innovation... Pour l'industrie de l'armement, la période, marquée par des conflits et des tensions, comme en Ukraine ou à Taïwan, est faste – en témoignent les visiteurs du salon de l'armement, à Villepinte, où s'est rendue la *Neue Zürcher Zeitung*. À tel point que l'on pourrait même faire face à des ruptures d'approvisionnement, remarque de son côté *Nikkei Asia*. Cette remilitarisation remet sur le devant de la scène le concept de dissuasion, nucléaire et conventionnelle. De quoi craindre le pire.

MENT



← Dessin d'Ale+Ale, Italie.

Les affaires vont bien, merci !

Le secteur de l'armement profite de l'augmentation des dépenses militaires et des livraisons aux Ukrainiens. Au salon de Villepinte, en juin dernier, la satisfaction des industriels était palpable.

— **Neue Zürcher Zeitung** (extraits)
Zurich

La guerre, la guerre, tu sais où elle commence, la guerre ?” La langue de Hanspeter Fäh est déjà un peu pâteuse. C’est le vin rouge, les longues journées, toutes les questions, parfois, il perd patience. Il lève un index et explique : “La guerre commence entre le gars du village d’en haut et celui du village d’en bas. On a besoin de tout ça, là, parce qu’on ne peut pas changer l’homme. T’as compris ?”

C’est pour cette raison que Hanspeter Fäh, qui vient du canton de Schaffhouse, gère le pavillon de l’industrie suisse de l’armement dans les salons consacrés à ce secteur dans le monde entier – à Abou Dhabi, au Brésil, à Kuala Lumpur, à Paris –, parce que, de toute façon, les humains ne changent pas.

Mais ces dernières années, Hanspeter Fäh a perdu peu à peu du terrain, tout comme l’industrie suisse de l’armement. Autrefois, il disposait de 1 300 m² d’espace d’exposition, aujourd’hui, il n’en compte plus que 125 environ. [L’entreprise suisse de matériel antiaérien] Oerlikon Contraves appartient désormais à l’allemand Rheinmetall. [Le fabricant suisse de véhicules militaires] Mowag est détenu par le groupe américain General Dynamics.

Les représentants du secteur en Suisse sont des boucs émissaires, et c’est regrettable, déplore Hanspeter Fäh. “La plupart des entreprises suisses ne font que protéger la vie !” Une phrase qu’il semble avoir répétée pendant des années. Comme si la vigoureuse défense de l’industrie de l’armement avait fini par faire partie du catalogue de son stand.

Hanspeter Fäh devait fêter ses 62 ans quand tout a de nouveau changé : cette année, la guerre est de retour en Europe. Cette année, seules les armes permettent de défendre une démocratie. Hanspeter Fäh regagne du terrain.

Villepinte, à moins d’une heure de route de Paris. Les premiers jours de l’été sont déjà chauds. Dans toute la région, les tarifs des hôtels explosent. Près de 100 000 visiteurs sont venus au salon de l’armement Eurosatory [organisé du 13 au 17 juin 2022]. En tout, 260 délégations de 92 pays. Des chauffeurs discrets ouvrent des portières aux vitres teintées, les uniformes des représentants des armées du monde entier s’ornent de toutes sortes de badges. Contrôle des bagages, fouilles, scans, on se croirait à

l’aéroport. Une impression qui se renforce à chaque contrôle.

La tenue du visiteur de salon classique se compose d’un costume, d’une chemise blanche, d’un sac à dos noir et de chaussures en cuir – pas de baskets. Que personne n’aille s’imaginer que l’on ne prend pas tout cela au sérieux. Il est question de “sécurité”, et non de “guerre”, de “défense”, jamais d’“attaque”. Nul ne se réjouit de la situation en Ukraine, mais force est de reconnaître qu’elle est bonne pour les affaires. Même si personne ne le dira ouvertement. On est là pour s’informer et rencontrer des gens, les contrats seront signés plus tard.



REPORTAGE

Le groupe français Arquus distribue des sacs en toile de jute décorés d’un dessin du tout nouveau véhicule blindé Scarabee, impossible d’être plus tendance. La foule se presse dans les sas d’entrée avant de

se répandre dans une zone d’exposition vaste comme 22 terrains de football : mortiers, véhicules blindés, systèmes de brouillage radar et drones entre des bâtonnets au fromage et des sodas. La guerre se fait d’abord en costume, avec des sacs en toile de jute.

Paix armée. “Il est là, il est là”, deux membres de l’équipe marketing du salon rameutent le public en direction du stand du ministère de la Défense français. Le président Emmanuel Macron est là. Le lendemain, il se rendra en Roumanie, puis en train jusqu’en Ukraine. C’est la première fois qu’un président français visite Eurosatory. C’est aussi la première fois qu’il n’y a pas de manifestation pacifiste à l’entrée.

“Il n’y a pas de paix sans troupes au sol”, affirme Macron, un message apparemment bien reçu par les pacifistes. Il dépeint l’industrie de l’armement comme un secteur d’avenir. “Continuez, perfectionnez-vous”, dit-il aux patrons, aux chercheurs, aux exposants et aux fondateurs de start-up. Macron veut une France à même de se défendre, et des innovations militaires. Les membres de la sécurité lui ménagent ensuite un large passage. Impassibles, mais toujours aux aguets.

L’Europe s’arme. L’Allemagne prévoit de consacrer 100 milliards d’euros de plus à la Bundeswehr au cours des cinq prochaines années et compte faire passer le budget annuel de la défense à 50 milliards d’ici à 2025. En Suisse, le Conseil national a décidé d’augmenter progressivement les dépenses militaires pour atteindre environ

SOURCE



NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

Zurich, Suisse
Quotidien, 85 000 ex.
nzz.ch

Publié dans la capitale financière du pays, c’est un titre de référence, en pointe sur l’international, lu par l’ensemble des germanophones. De tendance centriste et libérale, le journal a toutefois pris depuis 2015, avec l’arrivée d’Eric Gujer comme rédacteur en chef, ce que certains ont déploré comme un virage droitier, notamment sur les questions d’immigration.

7 milliards de francs suisses par an [un peu plus de 7,2 milliards d'euros].

Les entreprises présentes ici sont celles auxquelles les gouvernements donneront tout cet argent. L'Amérique occupe un énorme stand, l'Allemagne aussi, Israël est venu avec d'innombrables drones, les pays d'Asie sont là pour vendre parce qu'ils ont besoin d'argent pour acheter de nouvelles armes, et plus d'un quart des stands sont français. La présence ukrainienne est non négligeable. La dernière fois que la Russie a fait partie des exposants, c'était avant la crise du Donbass en 2014.

Au-delà du hall d'exposition 5B, c'est le désert. Pour aller assister aux démonstrations, il faut marcher pendant une vingtaine de minutes. Là, des drones semblables à des insectes explorent un bâtiment ennemi devant un grand écran. De la poussière balaie les tribunes, un char Leclerc, de la société française Nexter, gronde en grimant sur une hauteur presque à la verticale. Un canon de type Caesar tire à blanc. Le public dégaine ses téléphones, on n'entend pas un murmure, même si personne ne veut

donner l'impression d'être fasciné. Après tout, la France vient d'envoyer une douzaine de ces canons là-bas, où la vraie guerre a lieu. Ils sont capables d'atteindre avec précision des cibles situées à 40 kilomètres de distance.

Le visage d'Armin Papperger, le président de Rheinmetall, manifeste la même retenue alors qu'il se tient dans la zone entre les halls d'exposition, dans la fumée des tirs. Peut-être préférerait-il à ce moment-là que le spectacle ait été un peu plus discret. En effet, il vient de retirer la toile de satin bleu qui masquait le Panther, le dernier-né de la famille des blindés de Rheinmetall, tandis que retentissaient des basses puissantes. Sous le pavillon bleu et blanc, des serveurs proposent du prosecco. Rheinmetall n'est pas venu les mains vides.

Létalité plus élevée. Personne dans l'assistance n'est évidemment là pour célébrer la guerre, mais pour fêter le lancement du char. Ici, personne ne veut évidemment tuer qui que ce soit, mais tous vantent la "létalité nettement supérieure" de ce nouveau modèle. Car le Panther constitue évidemment la réponse au T-14 Armata de la Russie, on ne peut pas rester sans réagir. Village d'en haut contre village d'en bas – peut-être les contradictions de l'âme humaine ne sont-elles nulle part plus saillantes que lors d'un salon consacré à la défense.

En Suisse, les choses prennent du temps. Mais la guerre bouscule tout. L'Otan fait pression sur le gouvernement pour qu'il assouplisse ses réglementations sur les exportations d'armes. La Suisse a indirectement cédé. L'Allemagne, par exemple, peut exporter des chars Leopard qui appartenaient autrefois à l'armée suisse. Les munitions suisses pour le char antiaérien Gepard, en revanche, ne pourront pas être expédiées en Ukraine. Soudain, des questions liées à la neutralité se posent : ne faut-il pas aider l'Ukraine, même si l'on achète du pétrole à la Russie ? Et à quel point peut-on rester neutre quand les démocraties sont menacées ?

Les représentants de l'industrie de l'armement se disent volontiers aussi apolitiques sur ces questions que les autorités du football international. "Nous sommes sévèrement réglementés, et nous nous y tenons", explique Roger Berger, de l'entreprise suisse d'armement Ruag.

Martin Sonderegger [directeur de l'Office fédéral de l'armement (Armasuisse), en visite ce jour-là au salon] serre des mains, administre parfois des tapes sur l'épaule. Des gens qu'il connaît depuis longtemps, d'autres pas encore. Une certaine distance est manifestement appréciée, un lien entre l'armée et l'industrie aussi étroit qu'en France serait pour ainsi dire impensable en Suisse. C'est au stand de Hartmann que la délégation suisse reste le plus longtemps : la société présente son nouveau bandage de compression. Un produit confortable et simple, facile à utiliser et qui permet de sauver des vies. La société recevrait des remerciements d'Ukraine, assure le commercial. Ce genre d'équipement n'est pas concerné par la loi sur le matériel de guerre. Et Hartmann est capable d'en livrer sur-le-champ. Le soir, de la musique résonne dans le pavillon

À la une



CES DRONES MEURTRIERS

"Plus rapides, moins chers et plus meurtriers."

Le supplément magazine du **Financial Times** consacre la une de son édition des 27 et 28 août à "ces drones bon marché qui changent la guerre à travers le monde", et en particulier à celui de fabrication turque Bayraktar TB2, "annonciateur d'une nouvelle ère troublante".

suisse, la plus grosse journée est terminée, l'ambiance est décontractée. La Suisse laisse peut-être dans le monde la même impression que le poncho camouflage qu'elle présente : elle est là, mais on ne la voit pas. Plutôt en arrière-plan, pas sur le champ de tir. "Et c'est aussi bien."

Le silence retombe lentement dans le hall d'exposition. La climatisation est coupée à partir de 17 heures, la chaleur naturelle remonte. Chaque jour qui passe dans ces salles fraîches, les armes et les blindés paraissent un peu plus artificiels. Ce qui fait défaut, c'est la terreur de la guerre, l'odeur, les cris. L'Otan n'abandonnera "pas un seul pouce" de son territoire, a clamé un général sur un podium dans une de ces salles. Le commandant français et le spécialiste de la Russie qui étaient là ont vigoureusement opiné du chef.

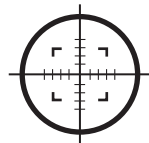
Dans chaque État, l'industrie de l'armement doit absolument retrouver son indépendance. La démondialisation, tel est aujourd'hui le maître mot. L'humeur a changé en Europe, ce que l'on peut aussi constater dans le pavillon suisse.

Quelqu'un confie qu'il ne s'intéresse pas vraiment à tout ce que l'on ne cesse d'inventer pour s'entretuer. En fin de compte, ce sont les États-Unis qui en profitent le plus, car ils pourraient vendre et livrer du pétrole à l'Europe à la place de la Russie, déclare un autre. C'est un membre de l'armée suisse, venu ici en tant que visiteur VIP. Il ajoute : "Plus on injecte d'armes dans cette guerre, plus la population ukrainienne souffre, à terme."

On peut ne pas partager cette opinion. Les réponses sont rarement faciles. Hanspeter Fäh n'en a pas non plus. En guise de réponse, il s'est allumé une cigarette et il brandit une bouteille de vin. Et somme toute, il a l'air plutôt satisfait.

— **Rafaëla Roth**
Publié le 18 juin

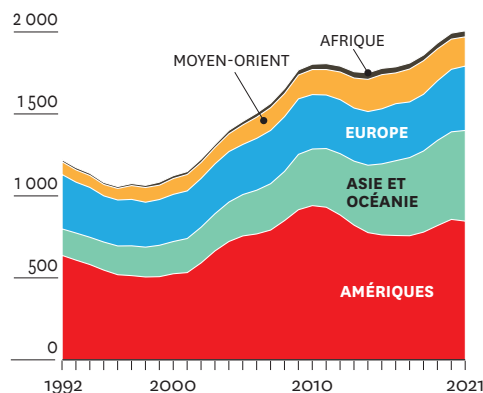
Des budgets record



En 2021, le total des dépenses militaires mondiales a atteint **2 113 milliards de dollars** courants. Une première.

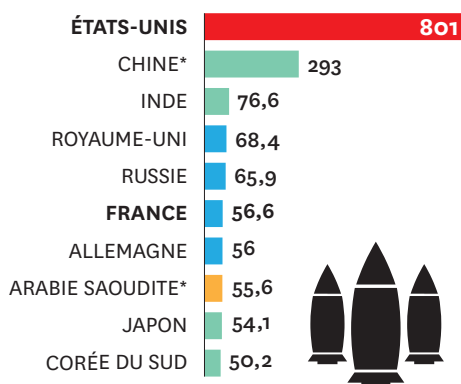
Évolution des dépenses militaires

(en milliards de dollars constants de 2020)



Dépenses militaires par pays

(2021, en milliards de dollars courants)



SOURCES : "NIKKEI ASIA", SIPRI

* Estimations.

+ 434 %

C'EST L'AUGMENTATION DES DÉPENSES MILITAIRES DU QATAR

entre 2010 et 2021. Elles ont atteint 11,6 milliards de dollars [10,9 milliards d'euros] l'année dernière, faisant de l'émirat l'un des plus gros investisseurs dans ce domaine dans le monde arabe, lit-on sur le site qatari **Doha News**. Il devient le cinquième pays du Moyen-Orient en matière de dépenses militaires, selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), qui y voit le résultat des tensions régionales de 2017. Plusieurs pays arabes, dont l'Arabie saoudite, avaient alors imposé un blocus à l'émirat sur fond de désaccords autour de l'Iran et des Frères musulmans.



L'UKRAÏNE A PLUS QUE JAMAIS BESOIN D'ARMES

Il faut que l'Occident poursuive ses livraisons, plaide la presse ukrainienne. Ce sont elles qui ont permis au pays de résister jusque-là, et elles restent cruciales pour la suite du conflit.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis et les pays de l'Otan ont progressivement fourni de grandes quantités d'armes et d'équipements à l'armée ukrainienne. Et pourtant, estime **Forbes Ukraine**, c'est encore insuffisant. "Mois après mois, les livraisons d'armements de l'Otan destinés à l'Ukraine évoluent, en nombre et en type de matériel. Tout a commencé par des armes destinées aux partisans, mais maintenant, l'Ukraine espère recevoir des missiles ATACMS, capables de frapper à 300 kilomètres derrière les lignes ennemies. Or, ces derniers temps, les livraisons d'armes occidentales diminuent, et cela pourrait modifier la situation sur le champ de bataille."

Non seulement les livraisons se réduisent, déplore **Den**, mais "le Pentagone considère que, dans la phase actuelle de la guerre contre la Russie, l'Ukraine n'a pas besoin de missiles ATACMS pour ses systèmes [de lance-roquettes] Himars". Le quotidien de Kiev rappelle néanmoins que Washington a "déjà transféré seize Himars à l'Ukraine, ainsi que des missiles GMLRS d'une portée de 80 kilomètres, qui, selon le sous-secrétaire d'État américain à la Défense, Colin Kahl, ont eu un 'effet incroyable sur le champ de bataille'". Les États-Unis accordent la priorité à la livraison de systèmes GMLRS, selon eux les plus adaptés dans les combats actuels, "non seulement pour résister dans l'Est, mais aussi pour créer une dynamique dans d'autres régions du pays."

Il n'en reste pas moins, reprend la version ukrainienne de **Forbes**, que, "compte tenu des

pertes subies par les forces armées ukrainiennes depuis le début de la guerre, tout dépend de plus en plus de la forme que prendra le soutien de l'Occident. On entre maintenant dans une phase de la guerre où les armes de l'Otan pourraient avoir une importance décisive. Au début d'août, l'Ukraine avait reçu à peu près 340 systèmes d'artillerie des pays de l'Otan. Mais c'est trop peu. Même si c'est plus que n'en possède la majorité des grands pays de l'Union européenne (en 2021, la Grande-Bretagne en alignait seulement 240, et la France, 57). [...] Du fait de la quantité limitée des systèmes de l'Otan, les militaires ukrainiens sont obligés de les utiliser à un rythme infernal. Une partie du matériel nécessite déjà des réparations."

Toutefois, tempère encore **Den**, "Joe Biden a annoncé un nouveau paquet d'aide d'un montant de 2,98 milliards de dollars consacrés à la sécurité de l'Ukraine, paquet qui comprend des systèmes de défense antiaérienne, des systèmes d'artillerie, des munitions, des drones et des radars, afin que Kiev puisse continuer à se défendre dans une perspective de long terme."

Preuve que les États-Unis n'ont pas l'intention de relâcher leurs efforts, assure le site **Oukraïnska Pravda**, "le gouvernement Biden prévoit, dans les semaines à venir, d'annoncer la mise en place d'une mission militaire de longue durée chargée du soutien de l'Ukraine et de nommer un général qui sera responsable de la livraison de l'aide et de la préparation des militaires ukrainiens".

— **Courrier International**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La militarisation de l'UE est préoccupante

Face aux conflits qui éclatent à ses portes, l'Union européenne tend à privilégier la solution militaire, au risque de sacrifier une partie de son ADN, s'inquiète le site espagnol de gauche **Público**.

↓ **Dessin de Boligán paru dans El Universal, Mexico.**

Allemagne. Faire la paix avec son armée

●●● En août, La Bundeswehr a publié son premier clip promotionnel depuis cinq ans. Le signe, selon la **Deutsche Welle**, qu'un "changement de grande ampleur" est à l'œuvre. "Après deux guerres mondiales [...], une profonde méfiance à l'égard des militaires s'est installée en Allemagne", rappelle la radio allemande. Mais la guerre en Ukraine a provoqué une prise de conscience : 100 milliards d'euros ont été débloqués en juin pour moderniser l'armée. Depuis, Berlin livre des chars aux Ukrainiens et commande drones et avions à l'étranger. L'objectif affiché est de constituer "la plus grande armée conventionnelle d'Europe".

Algérie. Objectif diversification

●●● L'armement russe est-il en train de reculer dans l'armée algérienne? C'est le constat fait par le journal algérien **Twala**, qui note qu'en trente ans "de très gros efforts de diversification ont été faits par l'armée algérienne". Parmi les nouveaux fournisseurs, l'Afrique du Sud, l'Allemagne ou encore les États-Unis. Mais ces dix dernières années, ce sont surtout les équipements chinois qui ont détrôné les Russes dans l'artillerie, et ils font jeu égal dans le domaine de la guerre électronique.

Émirats arabes unis. L'accélération

●●● En plus des gros contrats d'armement, comme celui conclu fin 2021 avec la France (80 Rafale pour 17 milliards d'euros), les Émirats arabes unis ont donné un coup d'accélérateur à leur industrie de défense. Créé en 2019, le groupe Edge est aujourd'hui un fleuron national, avec des succès à l'export. En 2020, la holding, qui regroupe 25 sociétés, représentait 1,3 % des ventes d'armes globales, note le magazine américain **Bloomberg**.



Une avalanche de commandes

Les carnets de commandes de Lockheed Martin ou Raytheon Technologies ont rarement été aussi remplis, mais les chaînes d'approvisionnement sont sous tension, et tous les contrats ne seront peut-être pas honorés, indique ce magazine économique japonais.

—Nikkei Asia (extraits) Tokyo

En juillet, le Japon a réussi à obtenir le feu vert du département d'État américain pour l'achat de 150 missiles air-air pouvant être embarqués sur ses chasseurs F-35. L'adjudicataire principal de ce marché de 293 millions de dollars [à peu près autant d'euros] est Raytheon Technologies. La vente prévue de ces missiles AIM-120 "améliorera la capacité du Japon à faire face aux menaces actuelles et futures par la défense de la patrie japonaise et du personnel militaire américain qui y est stationné", a déclaré le gouvernement américain dans un communiqué.

Le même jour, Singapour a eu la permission d'acheter pour 630 millions de dollars de bombes à guidage laser et diverses autres munitions aux États-Unis. Quatre jours plus tôt, la demande de l'Australie d'acquérir 80 missiles air-sol mis au point par Lockheed Martin pour 235 millions de dollars avait également été approuvée. La Corée du Sud, quant à elle, compte consacrer 130 millions de dollars à l'acquisition de 31 torpilles légères destinées à être utilisées avec ses hélicoptères MH-60R pour la lutte anti-sous-marine.

L'Agence de coopération pour la défense et la sécurité, l'organe du Pentagone chargé de superviser les ventes de matériel militaire à l'étranger, n'a pas chômé ces derniers mois. Au cours des sept premiers mois de 2022, elle a validé la conclusion de 44 transactions du même genre, rendant en particulier possible la vente de 35 chasseurs F-35 à l'Allemagne pour 8,4 milliards de dollars. Le chiffre est en augmentation par rapport aux 25, 43 et 40 affaires validées respectivement durant les trois années précédentes à la même période.

Même si les négociations pour de telles ventes prennent des mois avant d'aboutir, et que cette avalanche de demandes d'autorisation ne découle pas forcément de la guerre en Ukraine ou des tensions à propos de Taïwan, les grandes entreprises américaines de la défense reconnaissent de manière unanime que l'avenir se présente sous de très beaux auspices pour elles.

Il y a quand même un petit bémol : les contraintes liées aux chaînes d'approvisionnement. Ainsi, lors des dernières conférences téléphoniques de présentation de leurs résultats, les dirigeants de Lockheed, Raytheon, Boeing, Northrop Grumman et General Dynamics ont tous évoqué la difficulté de se procurer des pièces et de la main-d'œuvre.

Comme la plupart des fabricants, les fournisseurs des armées ont des chaînes d'approvisionnement très dispersées, car, d'un point de vue économique, il est plus avantageux de faire appel aux sources les moins coûteuses et les plus productives. "Hormis en cas d'interruption, cette pratique profite aux producteurs comme aux consommateurs, nous a expliqué Bradley Martin, directeur de l'Institut de recherches sur les chaînes d'approvisionnement pour la sécurité nationale à la Rand Corporation [organisme américain de conseil et de recherches]. Mais lorsque ces chaînes sont perturbées, en raison d'une pandémie, d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit international, cela a des conséquences très étendues et parfois inattendues."

Le Covid-19 et la guerre en Ukraine sont de bons exemples de ce genre de perturbations. De plus, la situation pourrait se compliquer encore si la Chine s'avisait d'accroître sa pression militaire sur Taïwan – comme elle l'a fait la semaine dernière en réaction à la visite sur l'île autonome de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, en lançant des manœuvres militaires à grande échelle, lesquelles ont entraîné des détournements de navires et d'avions.

"LE PACIFIQUE EST EN ÉTAT D'ALERTE. L'IMPORTANCE D'UNE FORCE DE DISSUASION N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI GRANDE."

James Taiclet,
PDG DE LOCKHEED

Voilà qui pourrait empêcher les fournisseurs de matériel militaire de voir l'avenir complètement en rose dans un contexte présentant pourtant une accélération de la course aux armements en Asie. "La conjoncture a changé du tout au tout pour notre clientèle ces trois ou quatre derniers mois", estimait James Taiclet, le PDG de Lockheed, le plus gros groupe de défense du monde, lors d'une conférence de présentation des résultats le 19 juillet.

En début d'année, l'accroissement des activités de la Chine dans le Pacifique occidental avait été jugé comme un facteur de préoccupation "éventuel", un élément à surveiller à l'avenir, mais la guerre en Ukraine a fait prendre conscience au Pentagone et aux alliés des États-Unis que la menace de guerre était réelle, a expliqué James

➤ Dessin de Falco, Cuba.

SOURCE

NIKKEI ASIA

Tokyo, Japon
Hebdomadaire
asia.nikkei.com

Connu sous le nom de Nikkei Asian Review jusqu'en septembre 2020, le magazine Nikkei Asia a conservé la même ligne éditoriale.

Une couverture rigoureuse de l'Asie. Reportages, analyses, enquêtes – notamment économiques – font de cette publication une source précieuse pour suivre l'actualité.

Taiclet : "Le Pacifique est en état d'alerte supérieure à cause des dernières déclarations et actions de la Chine, sans parler de la Corée du Nord. L'importance d'une force de dissuasion n'a jamais été aussi grande."

Risque de pénurie. Si, au sommet de Lockheed, on est très enthousiaste à la perspective de vendre des F-35, des F-16, ainsi que des lance-roquettes Himars, très prisés dernièrement, il n'en reste pas moins que persistent les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement, qui sont une hantise pour le fabricant depuis le début de la pandémie.

Avec 15,4 milliards de dollars de ventes, le chiffre d'affaires de Lockheed pour le trimestre qui s'est achevé en juin a été inférieur aux prévisions. James Taiclet a attribué une partie de cette contre-performance aux problèmes des chaînes d'approvisionnement, en indiquant que l'entreprise s'attendait à ce qu'ils persistent jusqu'à la fin de l'année. "Nous avons réduit nos perspectives pour 2022, afin d'en tenir compte", a-t-il déclaré.

Le climat est le même chez Boeing. "Nous continuons à être vraiment gênés", a confié Brian West, le directeur financier de Boeing, lors d'une conférence téléphonique de présentation des résultats le 27 juillet. Il a précisé qu'il existait un risque de pénurie pour les moteurs, les matières premières et les semi-conducteurs – des composants essentiels pour l'entreprise.

De son côté, Gregory Hayes, le PDG de Raytheon, a expliqué que les problèmes de chaîne d'approvisionnement et de main-d'œuvre touchaient surtout les activités Défense de sa société : "À Raytheon, on cherche en général à avoir de 90 à 95 % de pièces disponibles. Mais, au deuxième trimestre, à cause de toutes les difficultés rencontrées avec les chaînes d'approvisionnement, on a observé des taux qui avoisinaient les 50 %."

Pour Kathy Warden, la directrice générale de Northrop, l'industrie de la défense se trouve à





LA COURSE FOLLE DES ÉTATS-UNIS

Près de vingt ans après le “désastre en Irak”, les États-Unis dépensent à nouveau “des sommes folles dans des armes dont ils n'ont pas besoin”.

Au début du siècle, les États-Unis avaient passé des décennies à se constituer la plus puissante machine de guerre de l'univers : une débauche d'armes mortelles ultra-perfectionnées. Les huiles du Pentagone avaient hâte de s'en servir.” Ce récit, c'est celui de Michael Day, du service étranger du journal britannique *I*. Et c'est précisément la raison pour laquelle, selon lui, les États-Unis ont lancé leur “invasion catastrophique de l'Irak en 2003”. Sous l'influence des néoconservateurs emmenés par le ministre de la Défense de l'époque, Donald Rumsfeld, “le Pentagone a acheté des armes par appétence pour la mort et la destruction high-tech, sans se soucier de savoir si de telles armes étaient vraiment nécessaires”.

Vingt ans plus tard, le scénario se répète ; Washington commet la même erreur : “Dépenser des sommes folles dans des armes dont il n'a pas besoin”, poursuit Michael Day. La Russie, engagée dans une guerre en Ukraine, représente-t-elle une véritable menace, nucléaire notamment ? De fait, “elle ne peut pas attaquer l'Occident sans susciter sa propre destruction”. La Chine, alors ? “Probablement pas”, répond le journaliste, avant de citer Bruce Jentleson, de l'université Duke, en Caroline du Nord : “On boursoufle la menace chinoise comme on a exagéré la menace soviétique pendant la guerre froide, puis les dangers du terrorisme post-11 Septembre, [ce qui] fausse dangereusement notre vie politique intérieure.”

Or l'emballlement de l'Occident en matière de dépenses militaires nourrit la paranoïa des régimes dictatoriaux, met en garde le journaliste. En arrivant à la Maison-Blanche, Joe Biden avait promis de se démarquer de son prédécesseur en matière de politique de défense. Mais, déplore Joe Cirincione, du Quincy Institute for Responsible Statecraft, cité par le journal *I*, “la réaction de ce gouvernement a principalement consisté à financer de nouvelles armes”. Au lieu d'accroître leurs arsenaux, les États-Unis devraient montrer l'exemple et doubler d'efforts “pour ralentir la surenchère des autres pays”, estime Michael Day. Pourtant, conclut-il pessimiste, “il est peu probable qu'on s'oriente vers une politique de désarmement clairvoyante. Autrement dit, l'aiguille [de “l'horloge de l'apocalypse”] va continuer à se rapprocher insensiblement de minuit.” —

—Ken Moriyasu
Publié le 9 août

un tournant crucial : “Nous assistons à un changement radical dans la volonté, au niveau mondial, d'engager des ressources pour la défense et la sécurité nationale, en particulier en Europe. L'environnement géopolitique a mis en évidence un besoin accru de matériel de défense et de force de dissuasion. Aux États-Unis, cela s'est traduit par un fort soutien, de tous les bords politiques, aux dépenses de défense.” C'est ainsi que la Chambre des représentants et le Sénat ont approuvé une augmentation du budget total de la sécurité nationale pour 2023 de dizaines de milliards de dollars supérieure à ce que le président Joe Biden avait demandé. Et Kathy Warden n'aperçoit pas de point d'inflexion qui inverserait la tendance de sitôt.

Les manœuvres chinoises à Taïwan vont sans doute accentuer le sentiment d'urgence. Le ministre de la Défense japonais, Nobuo Kishi, a indiqué [le 11 août] que cinq missiles balistiques tirés par la Chine semblaient avoir atterri dans la zone économique exclusive du Japon.

Jay Malave, le directeur financier de Lockheed, estime à plusieurs milliards de dollars les possibilités de ventes dans le monde entier pour son entreprise mais celle-ci a, selon lui, besoin “de mieux cerner la capacité de [ses] chaînes d'approvisionnement pour pouvoir dire quand [elle pourra] procéder aux livraisons”. Bradley Martin met en garde : les problèmes de chaînes d'approvisionnement constituent un danger pour les États-Unis et leurs alliés : “Il ne fait aucun doute que cela constitue une menace pour la sécurité nationale, et pas seulement à cause des conséquences que cela peut avoir en particulier sur la production de matériel de défense, mais du fait des larges répercussions éventuelles sur l'économie mondiale. Poussée à un très haut niveau, l'interdépendance est source de vulnérabilités.”

Corée du Sud. De grandes ambitions

●●● Du jamais-vu ! En juillet 2022, la Corée du Sud a signé avec la Pologne un contrat de vente d'armes dont le montant dépasserait 10 000 milliards de wons [environ 7,5 milliards d'euros], montant qui pourrait être triplé ou quadruplé à moyen et à long terme. Il porte essentiellement sur la livraison de chars, d'avions de chasse et d'artillerie automotrice. Un succès dû, selon le journal, à la qualité des produits, aux prix et aux délais de fabrication, selon le quotidien sud-coréen *Hankyoreh*. Si l'on ajoute ce contrat à d'autres signés précédemment avec les Émirats arabes unis, l'Égypte ou encore l'Australie, “la Corée du Sud pourrait devenir le cinquième pays exportateur d'armes, alors qu'elle est actuellement en huitième position”, indique le journal. Le président Yoon Suk-yeol, lui, voit plus loin. “En intégrant le club des quatre principaux exportateurs d'armes après les États-Unis, la Russie et la France, l'industrie de la défense [sud-coréenne] va devenir un acteur essentiel de la défense dans le monde”, a-t-il déclaré depuis le cabinet présidentiel, à l'occasion d'un discours prononcé le 17 août pour ses cent jours à la tête du pays. Mais un long chemin reste à parcourir : en 2021, la Corée du Sud se classait au 10^e rang mondial pour les transferts d'armes, selon les chiffres de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, rappelle *CNN*. “Je pense que c'est un objectif très ambitieux, qui va demander beaucoup de travail à la Corée du Sud et à son industrie de l'armement”, commente sur le site de la chaîne américaine Chun In-bum, un général sud-coréen à la retraite.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

La Chine se déploie sur les mers. Avec le lancement d'un troisième porte-avions ultrasophistiqué le 17 juin, la Chine brûle les étapes de la modernisation de son armée, écrit le chroniqueur militaire d'*Al-Jazeera*. Sous la direction du président Xi Jinping, la marine chinoise a entrepris un programme spectaculaire, qui avance à grands pas, assure l'article.

Taïwan. Budget en hausse

●●● Le 25 août, le gouvernement taïwanais a proposé une hausse de 13,9 % du budget de la défense, indique le quotidien *Tsuyu Shihpao (Liberty Times)*. En y incluant l'ajout de fonds additionnels pour l'achat d'avions de combat de nouvelle génération et pour le renforcement des forces aéronavales, le budget 2023 sera ainsi porté à 586,3 milliards de dollars taïwanais (19,42 milliards d'euros) si le Parlement l'approuve. L'augmentation, bien supérieure aux prévisions précédentes, prend en compte les tensions accrues provoquées par les démonstrations de force chinoises en réponse à la visite sur l'île, en août, de la présidente de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi.



Russie. La machine de guerre tourne à plein

Moscou a passé pour plus de 8 milliards d'euros de commandes au complexe militaro-industriel du pays. Et entend également renforcer les effectifs de l'armée.

Le 15 août, le président russe Vladimir Poutine a accueilli à bras ouverts les représentants des 72 États d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique présents à l'inauguration du forum militaire et technique international Armia 2022, près de Moscou. *“La Russie est prête à proposer à ses alliés et partenaires les armes les plus modernes, a-t-il annoncé, relayé par le quotidien Izvestia. En unissant nos efforts et nos capacités, nous pourrions assurer une sécurité et une stabilité solides pour nos pays et pour le monde.”*

À l'issue du forum, le 21 août, l'agence Rosoboronexport, qui détient le monopole russe d'exportation d'armes, n'a toutefois annoncé deux contrats avec des acheteurs étrangers, pour un montant de 390 millions de dollars (387 millions d'euros). Un échec retentissant selon le quotidien moscovite anglophone **The Moscow Times**, qui rappelle qu'en 2021 les contrats avaient représenté 2 milliards d'euros. D'après les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), la Russie demeure cependant le deuxième exportateur mondial d'armes.

Mais le meilleur client des armes russes reste le ministère russe de la Défense, qui a signé pour plus de 500 milliards de roubles (soit 8,3 milliards d'euros) de contrats avec les entreprises du complexe militaro-industriel russe, annonce *Izvestia*. Les commandes d'État les plus importantes concernent des missiles balistiques stratégiques intercontinentaux Sarmat, des systèmes de missiles antiaériens C-500, des missiles hypersoniques Tsirkon pour la flotte et Kinjal pour l'aviation et des drones. *“Pour cette première édition du forum Armia depuis le déclenchement de*

l'opération spéciale, la tendance était aux armements nécessaires pour assurer la supériorité technique sur les formations ukrainiennes et sur les pays de l'Otan”, commente pour le quotidien l'expert militaire Dmitri Boltenkov.

Dans la foulée du forum, le 25 août, Vladimir Poutine a signé un décret permettant l'engagement de 137 000 soldats supplémentaires, portant les effectifs de l'armée russe à 1,15 million de personnes (sans compter le personnel civil), rapporte le site pro-Kremlin **Vzgliad**. *“À en juger d'après l'opération militaire actuelle, dans les futurs conflits la demande sera forte concernant les spécialités de tankistes, artilleurs, aviateurs et spécialistes de la cyberguerre”,* explique le

membre correspondant de l'Académie des sciences militaires Alexandre Bartoch, qui estime par ailleurs que des garnisons russes seront certainement bientôt installées de manière permanente dans les territoires ukrainiens sous occupation russe.

“L'armée russe a besoin de s'étoffer, ajoute le général Aïtetch Bijek, interrogé par Vzgliad. Il faut restaurer le système antiaérien afin qu'il atteigne l'envergure de l'époque soviétique, car les provocations viennent généralement du ciel. Nous devons également reprendre position dans des régions que nous avons délaissées, comme celle de Mourmansk, dans le Nord européen. C'est la région la plus vulnérable, car elle est très peu éloignée des États-Unis, et la Finlande voisine a décidé d'intégrer l'Otan.” Depuis le début des pourparlers d'adhésion à l'Otan de la Finlande et de la Suède, en juillet, le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, s'est en effet engagé en réponse à mettre sur pied douze nouvelles unités de l'armée.

—**Courrier international**

BIENVENUE DANS L'ÈRE DES MISSILES HYPERSONIQUES

Russie, Chine et États-Unis engloutissent des sommes astronomiques dans ces armes, dont la trajectoire imprévisible empêche l'interception.

Le 18 août, trois avions MiG-31I transportant des missiles hypersoniques Kinjal se sont posés sur l'aérodrome militaire de Tchkalovsk, dans l'enclave de Kaliningrad, la région la plus occidentale de Russie, frontalière de la Pologne et de la Lituanie, rapporte le quotidien **Izvestia**. Jusqu'à ce jour, l'arme de plus longue portée positionnée à Kaliningrad était le missile *“intelligent”* de haute précision du système Iskander-M. Il pouvait atteindre une cible à 500 kilomètres. Les missiles hypersoniques Kinjal ont, selon le ministère de la Défense russe, une portée de 2 000 kilomètres, une distance qu'ils parcourent à plus de dix fois la vitesse du son. Et, surtout, ils ne peuvent pas être détectés à temps par les systèmes de défense antiaérienne actuels. Ainsi, *“ils peuvent atteindre les frontières de nombreux États ennemis”,* souligne le quotidien moscovite. Avec de telles caractéristiques, les Kinjal constituent déjà une arme redoutable... Et ils peuvent être encore plus effrayants, puisque, comme l'a confirmé Vladimir Poutine, ils peuvent aussi être dotés d'ogives nucléaires.

Ces missiles *“invincibles”* n'en sont plus à leur stade expérimental. Ils ont été utilisés à trois reprises en Ukraine : le 19 mars pour détruire un dépôt souterrain de missiles à Deliatyne, le lendemain contre un dépôt de carburant de l'armée ukrainienne dans la région de Mikolaïv, et le 11 avril contre une base de commandement ukrainienne dans le Donbass. Selon les forces ukrainiennes, un quatrième tir a eu lieu le 7 août contre une cible militaire près de Vinnytsia. **The Daily Telegraph** évoque même des tirs sur le port d'Odessa en mai. Quel que soit leur nombre, *“c'est la première fois qu'un État revendique l'utilisation d'armes hypersoniques en temps de guerre”*.

En août 2021, la Chine a tiré un missile hypersonique qui a fait le tour de la Terre. Cet essai a pris tout le monde par surprise, y compris l'état-major américain. Voilà des années que de nombreux pays investissent des milliards dans la mise au point de ce type de missiles. Mais, écrit *The Daily Telegraph*, alors que la guerre fait rage en Ukraine et que Taïwan est au cœur d'une crise sans précédent, la planète *“s'appête à faire son entrée dans l'ère des missiles hypersoniques”*. Si

✎ *Dessin de Tiounine paru dans Kommersant, Moscou.*



plusieurs pays, dont l'Inde, l'Australie, le Japon, la France et la Corée du Nord, investissent dans cette technologie, relève la chaîne de télévision australienne **ABC** sur son site, "la course aux engins hypersoniques se joue principalement entre les trois superpuissances militaires : la Russie, la Chine et les États-Unis".

Or, ajoute-t-il aussitôt, dans cette course aux missiles hypersoniques, "les États-Unis semblent s'être laissés distancer, pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années". En octobre 2021, **CNN** faisait ainsi état d'un lancement raté quelques jours après l'annonce du tir chinois. Le 19 juillet, le **Washington Post** annonçait cependant que "Washington, qui a bien du mal à tenir le rythme de ses adversaires, a effectué, avec succès, un tir d'essai de missile hypersonique".

Le terme "hypersonique" s'applique à tout engin, en l'occurrence un missile, se déplaçant à au moins cinq fois la vitesse du son, soit 5600 km/h. La technologie a été mise au point dans les années 1950 et "les missiles balistiques intercontinentaux, capables d'atteindre 24000 km/h, ont intégré les arsenaux militaires il y a de cela plusieurs dizaines d'années", rappelle Iain Boyd, ingénieur en aérospatiale et professeur à l'université du Colorado.

Ce qui fait de cette nouvelle génération de armes si redoutables, c'est leur "trajectoire de vol imprévisible, qui les rend difficiles à localiser", note le **Daily Telegraph**. "Comme ces nouveaux engins, dits 'manœuvrables', peuvent aisément virer de bord et prendre ou perdre de l'altitude, il est beaucoup plus difficile d'anticiper leurs mouvements", précise Iain Boyd. "Rapides, efficaces, précis et inarrêtables", écrivait dès 2019 **The New York Times Magazine**. Selon le magazine américain, leurs trajectoires leur permettraient de s'approcher de leurs cibles à une altitude allant

"de 20 à 80 kilomètres au-dessus de la surface de la Terre", ce qui est trop bas pour les systèmes d'interception de missiles balistiques et trop haut pour les boucliers antimissiles plus simples, comme le système américain Patriot.

Logiquement, les états-majors s'échinent donc à mettre au point des systèmes qui permettraient de les neutraliser. Le britannique "QinetiQ travaille sur une arme laser, le Dragonfire, qui permettrait d'abattre ces missiles", indique le **Daily Telegraph**, dont un journaliste s'est entretenu avec Simon Prince, chercheur en aérodynamique à l'université de Cranfield et spécialiste des vitesses hypersoniques : "Plus les vitesses augmentent, plus il faut réagir vite. Il serait donc très intéressant de pouvoir appuyer sur un bouton pour déclencher un faisceau laser plutôt que d'avoir à lancer un engin qui met souvent plusieurs secondes à atteindre sa cible."

Étant donné l'avance prise par la Chine et la Russie, note pour sa part le **Washington Post**, le Pentagone a "négocié un budget de 1,3 milliard de dollars pour le développement de systèmes de défense capable de contrer ces engins". Une partie de cette somme servira à financer 28 satellites affectés à cette mission. "Ces satellites sont spécialement conçus pour combattre ces nouvelles formes de menace", souligne Derek Tournear, directeur de l'Agence du développement de la défense spatiale. Avec cette armée de "satellites équipés de détecteurs thermiques" mis en orbite à différentes altitudes, les États-Unis espèrent voir quand et comment les missiles changent de direction. Leur lancement est annoncé pour 2025. Selon le **Washington Post**, le Pentagone envisage déjà de passer commande de 54 satellites supplémentaires.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Dauphins soldats, libellules téléguidées...

Les animaux sont-ils les armes du futur ?
Les guerres du XXI^e siècle semblent être avant tout technologiques. Mais l'utilisation de la faune à des fins militaires s'avère cruciale sur les champs de bataille, détaille le journal espagnol **El Mundo**.

Israël. Le laser qui change la donne

●●● Depuis plusieurs années, l'État hébreu développe, avec le fabricant d'armes israélien Rafael, un système laser de défense antimissile et antidrone baptisé "Iron Beam" ("Faisceau de fer") qui "change radicalement la donne", selon le ministère de la Défense israélien, cité par **The Times of Israel**. Présenté lors de la visite en Israël du président américain Joe Biden en juillet, l'iron Beam, dont les premiers essais concluants ont eu lieu en mars, doit compléter l'arsenal de défense aérienne d'Israël. Celui-ci comprend notamment l'iron Dome ("Dôme de fer") qui a encore montré son efficacité en août contre les tirs de roquettes du groupe palestinien du Jihad islamique, dans le cadre de l'offensive éclair menée par l'armée israélienne à Gaza.

Turquie. Une industrie dopée aux drones

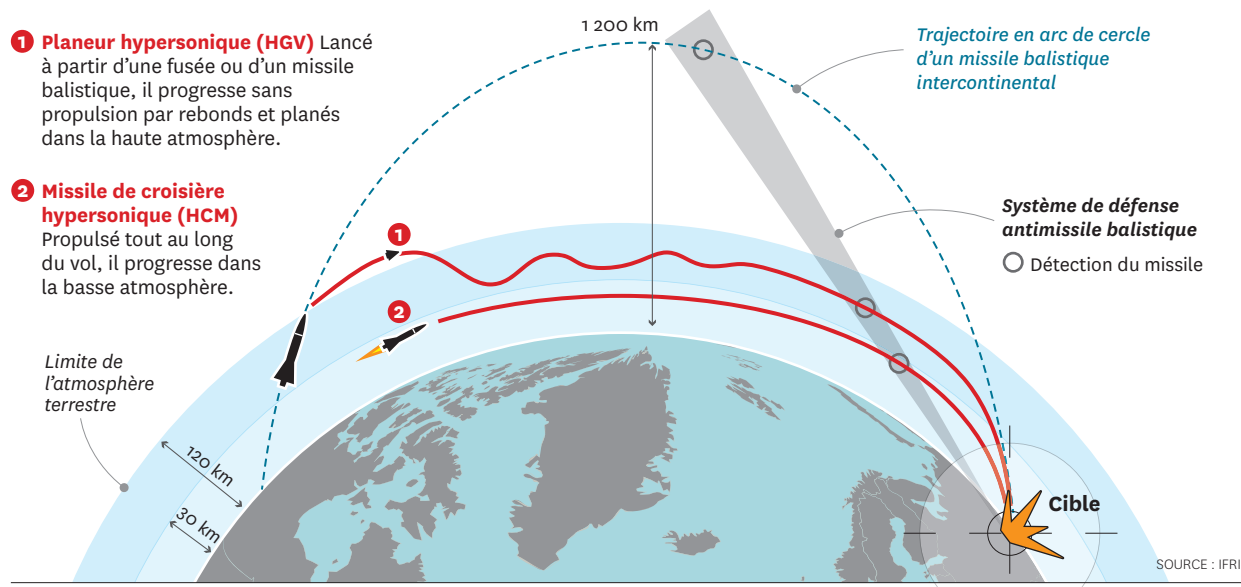
●●● L'industrie de la défense turque ne cesse de se développer : le pays a exporté pour 3,2 milliards de dollars d'armes en 2021, un chiffre qui pourrait atteindre 4 milliards cette année, indique le **Daily Sabah**. En mars 2022, les Philippines sont ainsi devenues le premier pays étranger à recevoir des hélicoptères Atak, et l'Indonésie le premier à acheter des tanks Kaplan MT, deux engins produits par la Turquie. Mais le fleuron de l'industrie turque est la production de drones, notamment les Bayraktar TB2, présents dans l'arsenal militaire de 19 pays. Ces appareils légers ont déjà été utilisés dans plusieurs conflits : récemment en Ukraine, mais aussi en Syrie, en Libye, ainsi que dans le Haut-Karabakh.

La dissuasion par tous les moyens

●●● La guerre en Ukraine a fait resurgir un concept de la guerre froide : la dissuasion. Cette doctrine – qui estime que des pays surarmés ne s'attaqueront pas ouvertement, par peur d'une destruction mutuelle – est souvent associée à la menace nucléaire, explique **Die Zeit**. Mais les armes conventionnelles, et surtout la crédibilité, ont aussi leur importance. "Le principe de la dissuasion, c'est de bien faire comprendre à l'adversaire qu'on ne se laissera pas faire." Dans ce domaine, les Occidentaux sont rarement pris au sérieux. Le conflit ukrainien, où "les Américains et les Européens posent – de manière restreinte, mais efficace – les bases d'une dissuasion crédible", pourrait toutefois changer la donne.

Comment passer sous les radars

Les planeurs et missiles de croisière hypersoniques combinent manœuvrabilité et vitesse – supérieure à Mach 5, soit plus de 6 125 km/h. Leur trajectoire de vol plus plate, plus basse et moins prévisible que celle d'un missile balistique les rend plus difficiles à détecter et à intercepter.



Deux minutes avant l'apocalypse

Alors que les Nations unies débattaient cet été, dans l'indifférence générale, du traité de non-prolifération des armes nucléaires, de nombreux États renforçaient leur arsenal, ou se drapaient dans un discours hypocrite, juge ce chroniqueur britannique.

—The Observer Londres

Un événement crucial pour l'avenir de la paix et de la sécurité internationales (et de l'équilibre du monde) s'est tenu [du 1^{er} au 26 août] au siège des Nations unies, à New York. Au vu du peu d'intérêt que lui ont accordé la classe politique et les médias, vous serez pardonné de ne pas y avoir prêté attention.

La conférence d'examen de l'accord historique de 1968, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), réunit 191 États signataires. C'est un des rares accords internationaux à susciter une adhésion quasi universelle, même si des pays dotés de l'arme atomique, Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord, y brillent par une absence coupable.

Pour le résumer simplement, le TNP a pour vocation d'empêcher une guerre nucléaire en incitant les pays à se désarmer, en jugeant la prolifération et en faisant la promotion d'usages pacifiques de la science et de la technologie nucléaires. Jusqu'à maintenant, en tout cas, il avait permis d'empêcher une autre catastrophe nucléaire.

"Une autre" est ici le syntagme important. Le 77^e anniversaire de la première catastrophe de ce type a été commémoré le 6 août à Hiroshima, où quelque 140 000 civils ont perdu la vie dans des conditions atroces en une seule journée, en 1945. À titre de comparaison, environ 10 000 civils ont trouvé la mort en Ukraine en six mois.

Leurrée par la fin de la guerre froide, l'opinion publique internationale semble avoir écarté de son esprit l'horreur d'une guerre atomique. Pas de Greenham Common aujourd'hui [camp de protestation pacifiste dénonçant, dans les années 1980 et 1990, l'installation de missiles nucléaires dans le sud de l'Angleterre], alors que les déploiements de missiles se multiplient.

Ce n'est sans doute pas une mauvaise chose que les événements récents nous rappellent à l'ordre. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a tiré la sonnette d'alarme lors de l'ouverture de la conférence d'examen du TNP : "À l'heure où nous parlons, l'humanité n'est qu'à un malentendu, une méprise de l'anéantissement nucléaire."

La Russie vient apporter une confirmation terrifiante des craintes d'António Guterres. Après s'être emparée de la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, dans le sud de l'Ukraine,

elle s'en sert comme forteresse pour pouvoir faire usage de son artillerie en toute impunité. D'après le gendarme du nucléaire des Nations unies [l'Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA], tous les ingrédients d'une catastrophe sont réunis. [Vladimir Poutine a néanmoins accepté le principe d'une inspection de l'AIEA, qui doit avoir lieu cette semaine, lire page 12.]

Au moment de lancer son invasion, Vladimir Poutine a mis les forces nucléaires russes en alerte et proféré une menace grossière : toute tentative des Occidentaux d'interférer, a-t-il déclaré, "aurait des conséquences que vous n'avez jamais eues à affronter au cours de votre histoire".

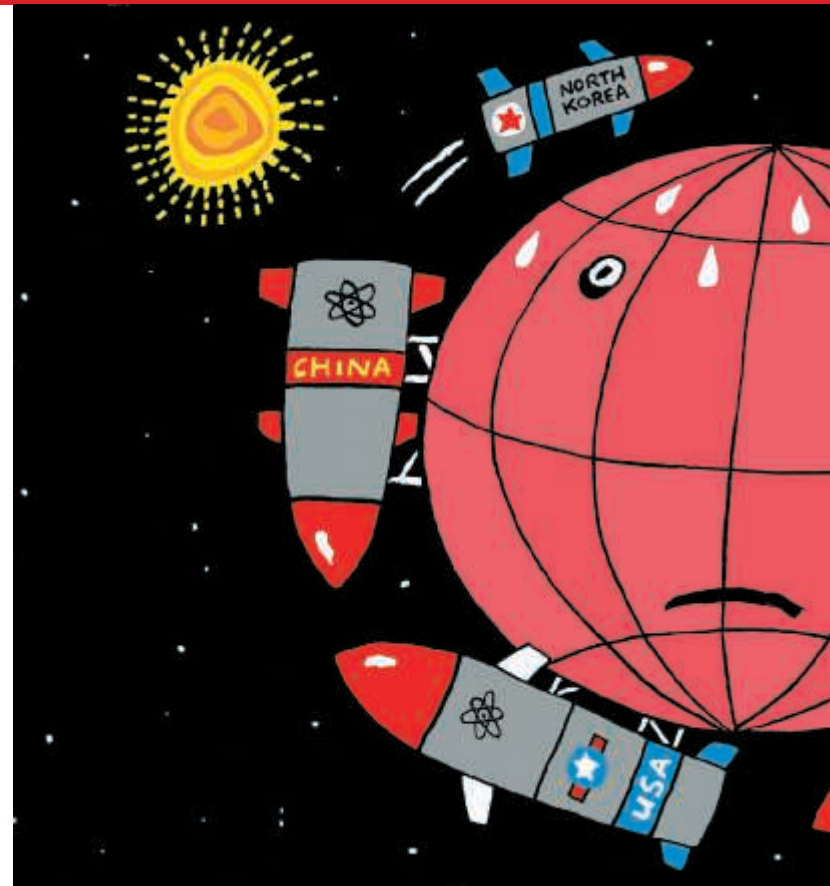
Bluff ou non, ce chantage à l'arme nucléaire de Poutine a sans aucun doute dissuadé les États-Unis et l'Otan d'intervenir directement en Ukraine, prolongeant ainsi la guerre. À quoi s'ajoute désormais la crainte que la Chine n'use de la même tactique à Taïwan.

Les antinucléaires réclament que les engagements du TNP soient honorés et même revus à la hausse, et la plupart des pays les rejoignent sur ce sujet. Mais le traité n'en est pas moins mal en point. Concrètement, chacune des cinq puissances nucléaires reconnues – les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et la Grande-Bretagne – enfreint l'engagement qu'elles ont pris au titre de l'article 6 du traité, qui est de viser le désarmement "de bonne foi", et montrent donc ici un exemple déplorable.

Au lieu de quoi, la course à l'armement nucléaire s'accélère. Aux États-Unis et en Russie, Poutine et Trump ont fait sauter les freins qu'étaient les traités bilatéraux de limitation des armes signés pendant la guerre froide. Dans le cas de la Chine,

90%

LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS possèdent ensemble plus de 90 % de toutes les armes nucléaires au monde, selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, consacré à l'expansion des arsenaux nucléaires. L'une de ses principales conclusions est que "malgré une légère diminution du nombre d'ogives en 2021, les arsenaux nucléaires devraient augmenter au cours de la prochaine décennie". Sur les 12 705 ogives recensées dans le monde au début de 2022, environ 9 440 se trouvaient dans des stocks militaires pour une utilisation potentielle.



↑ Dessin de Schot, Pays-Bas.

cette course répond à des ambitions néo-impérialistes. "Tous les États dotés de l'arme nucléaire sont en train d'étoffer ou de moderniser leur arsenal et la plupart affûtent leur discours nucléaire en insistant sur le rôle de l'atome dans leur stratégie militaire", peut-on lire dans le rapport annuel du très écouté Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

Macron napoléonien. Tout en affirmant continuer de promouvoir le désarmement nucléaire, les États-Unis et la Russie totalisent respectivement 3 708 et 4 477 têtes nucléaires. La Chine en possède 350, la France 290 et la Grande-Bretagne 225. L'arsenal de Pékin devrait plus que doubler sous dix ans. Et le risque n'est pas seulement celui d'un Armageddon. Des stocks grandissants d'armes tactiques ou terrestres et de nouveaux missiles hypersoniques [qui se déplacent à des vitesses de 6 000 km/h] aggravent le risque d'une guerre nucléaire dite "limitée".

L'hypocrisie et le double langage ne sont pas réservés aux puissances dominantes. Comme Israël, l'Inde et le Pakistan, la Grande-Bretagne et la France modernisent leurs arsenaux. À la manière d'un Napoléon, Emmanuel Macron veut étendre le bouclier militaire de l'Hexagone afin d'en couvrir toute l'Europe.

Dans un communiqué conjoint publié le 1^{er} août, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis jugent le TNP "vital". Ils assurent consentir des "efforts soutenus" visant à honorer leurs obligations prises au titre de l'article 6.

Or, l'année dernière, le gouvernement de Boris Johnson a assoupli la doctrine du *no-first-use* de la Grande-Bretagne [elle s'était engagée à ne pas faire usage de l'arme atomique la première en cas de conflit] pour autoriser une réponse nucléaire du pays à une agression non nucléaire.



Tout en mettant en avant les vertus de la collaboration, le communiqué conjoint [celui du 1^{er} août] vitupère la Russie pour “son discours nucléaire irresponsable et ses agressions inconsidérées menaçant des réacteurs nucléaires”. On y lit plus loin : “Nous condamnons ceux qui voudraient utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires à des fins de coercition militaire, d'intimidation et de chantage.” C'est très bien. Sauf que de telles critiques vont à l'encontre de l'avertissement d'un Stephen Lovegrove, conseiller à la sécurité nationale de la Grande-Bretagne, qui prévient que la joute rhétorique actuelle entre l'Ouest et la Chine et la Russie pourrait très facilement dégénérer en “escalade rapide vers un conflit stratégique”, autrement dit une guerre nucléaire.

Comme si ça ne suffisait pas, le régime paria de la Corée du Nord devrait d'ici peu procéder à un essai nucléaire souterrain qui serait un facteur de déstabilisation géopolitique. Restent quelques lueurs d'espoir. Les négociations de la dernière chance visant à mettre un frein au programme nucléaire iranien ont repris. Et 86 pays ont désormais signé le traité de 2021 sur l'interdiction des armes nucléaires – une signature symbolique, mais qui a néanmoins son importance.

Comment expliquer que le monde frôle à nouveau la catastrophe nucléaire ? À cela plusieurs raisons, dont la montée de l'insécurité et du nationalisme, la faiblesse et l'impéritie des dirigeants, les intérêts particuliers du secteur privé.

Le retour du spectre d'un anéantissement nucléaire est aussi le fruit d'un phénomène déterminant du XXI^e siècle : le refus de certains États de se conformer au droit international et à l'ordre mondial établi par les Nations unies après 1945.

— **Simon Tisdall**
Publié le 7 août

Dernière minute

Après un mois de discussions à l'ONU sur la révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), la Russie a refusé de signer la version finale du document, vendredi 26 août. C'est une référence à la centrale ukrainienne de Zaporijjia, actuellement occupée par les forces russes, qui a motivé ce refus. Lire aussi page 12.

LA GUERRE NUCLEAIRE ENTRAÎNERAIT UNE FAMINE

Des travaux de recherche passent en revue six scénarios de guerre nucléaire. Dans le pire des cas, il y aurait 360 millions de morts, et 5 milliards d'humains viendraient à manquer de nourriture.

Même un petit conflit au cours duquel deux pays s'affronteraient avec des armes nucléaires pourrait conduire à une famine planétaire”, d'après une nouvelle étude dont **Nature** se fait l'écho. Aussi alarmants soient-ils, ces travaux, parus le 15 août dans **Nature Food**, ne sont pas dictés par le contexte géopolitique actuel. Mais ils l'éclaireront d'un jour nouveau. Il s'agit de la dernière étude en date dans le cadre d'une réflexion menée depuis plusieurs décennies sur les conséquences planétaires d'une guerre nucléaire.

Au-delà du nombre de personnes tuées directement par l'explosion des bombes atomiques, une guerre nucléaire a de nombreuses conséquences pour la planète à cause des effets persistants des radiations et de la pollution de l'environnement. Dans les années 1980, des travaux avaient mis en évidence “l'hiver nucléaire” qui risquerait de découler de ce genre de conflit, du fait de l'accumulation, dans l'atmosphère, de cendres, poussières et suies envoyées par les explosions, modifiant drastiquement et durablement le climat.

Dans cette nouvelle étude, Lili Xia, chercheuse à l'université Rutgers, aux États-Unis, et ses collègues ont modélisé plus en détail l'impact de guerres nucléaires sur le système alimentaire mondial.

UN “HIVER NUCLEAIRE” RISQUERAIT DE DECOULER DE CE GENRE DE CONFLIT, DU FAIT DE L'ACCUMULATION DE CENDRES DANS L'ATMOSPHERE.

Ils ont étudié six scénarios et leurs conséquences sur le climat. “Le plus ‘petit’ – une guerre entre l'Inde et le Pakistan – impliquerait un échange de 100 bombes de 15 kilotonnes, lâchant 5 millions de tonnes de suie dans l'atmosphère”, détaille le **New Scientist**. Dans cette hypothèse, environ 27 millions de personnes seraient tuées dans les explosions et 255 millions d'autres mourraient de faim la deuxième année après la guerre, ont calculé les chercheurs.

Le pire des scénarios, impliquant hypothétiquement sept nations, entraînerait la mort directe de 360 millions de personnes et provoquerait une famine mondiale où près de 5 milliards d'individus manqueraient de nourriture. Interrogé par **Science**, Seth Baum, directeur exécutif du groupe de réflexion Global Catastrophic Risk Institute, qui n'a pas participé aux travaux, invite à la prudence dans l'interprétation de ces estimations.

“Même si les modèles climatiques sont excellents, assure-t-il, il y a trop d'incertitudes quant à la manière dont l'humanité réagirait à une telle catastrophe planétaire pour évaluer avec précision le nombre de victimes.” Cela étant, pour lui, cette nouvelle étude “permet d'affiner considérablement ces scénarios”.

Un avis partagé, dans le **New Scientist**, par David Shlapak, de Rand Corporation (un autre laboratoire d'idées américain), qui n'a pas non plus été impliqué dans l'étude. Selon lui, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ainsi que les tensions autour de Taïwan et la capacité nucléaire croissante de la Chine laissent planer la menace de conflits nucléaires aux conséquences désastreuses. Il insiste : “Toute guerre nucléaire est une catastrophe incalculable.”

Pour Morgan Rivers, chercheur à Alliance to Feed the Earth in Disasters, où il étudie des sources “résilientes” d'aliments, la leçon évidente à tirer de cette étude est que la guerre nucléaire doit être évitée à tout prix. “Cette analyse montre quelque chose de vraiment important à transmettre : un hiver nucléaire est vraiment, vraiment une mauvaise chose”, conclut-il dans **Science**.

— **Courrier International**



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Au Japon, des mots mais peu d'engagement. Tokyo refuse que la tragédie se répète, mais ne signe toujours pas les traités de non-prolifération, regrette, désabusé, le **Mainichi Shimbun**, à l'occasion des 77 ans du bombardement de Hiroshima, le 6 août.

trans-
versales.

économie

Environnement...40
Signaux41

Les romans d'amour et d'horreur en ligne s'écrivent à la chaîne

Internet. Les applications de littérature de genre rapportent une fortune à leurs éditeurs, pour la plupart situés en Asie. Payés à la tâche, les auteurs sont recrutés dans les pays du Sud.



— **Rest of World** (extraits)
New York

Georgina Boyes-Macintosh adore la lecture. Cette Néozélandaise, mère de quatre enfants, vient de dévorer une série de romans à l'eau de rose mêlant amour et trahison au sein d'une meute de loups-garous, dans une forêt de pins de l'Ouest américain. Mais ce n'est pas en poussant la porte de la librairie du coin,

à Whitcoulls, qu'elle a pu découvrir ce qui était arrivé au bébé de l'héroïne, né dans le plus grand secret, de son union avec son ex-mari infidèle et loup-garou. Pour accéder au dernier épisode, un seul moyen : dépenser le crédit qu'elle avait engrangé sur Dreame, un réseau social littéraire situé en Chine qui publie chaque semaine de nouveaux chapitres. "La lecture me permet de m'évader du quotidien", confie la jeune femme.

Si la plupart des héros des romans de genre loups-garous les plus populaires de l'application évoluent dans un cadre typiquement américain, rares sont leurs auteurs qui habitent aux États-Unis. Ils viennent plutôt de pays comme le Mexique, les Philippines, le Nigeria et la Chine, et écrivent rarement dans leur langue maternelle.

Sous le pseudo Anamika, une étudiante du Bangladesh consacre

ainsi cinq heures par jour, sept jours par semaine, à écrire des romans d'amour. Chaque livre lui rapporte jusqu'à 300 dollars [300 euros] et des messages passionnés de ses admirateurs occidentaux. "Ils sont très gentils, dit la jeune femme. Leurs commentaires m'encouragent."

Le secteur émergent des romans-feuilletons en ligne se développe dans le monde entier, suivant un modèle économique asiatique qui assemble une chaîne mondiale d'auteurs, dans des pays à faibles revenus, payés pour pondre des milliers de mots par jour à destination des lecteurs anglophones occidentaux.

Quatre employés de ces plateformes, dont certains ont depuis cessé leur activité, nous ont raconté comment l'art d'écrire un roman est réduit à une recette à suivre à la lettre : choisissez un sujet populaire comme les loups-garous, saupoudrez de quelques clichés façon histoire d'amour interdite et rédigez le plus de chapitres possible. Certains romans comptent des centaines de chapitres, la plupart se terminant sur une note de suspense destinée à inciter les lecteurs à découvrir la suite.

Ces applications, dont certaines appartiennent [aux géants du numérique chinois] Tencent ou ByteDance, la maison mère de TikTok, ont prospéré durant la pandémie grâce à l'explosion de la demande pour les contenus en ligne – qui peuvent être produits à la maison. Dreame, GoodNovel, Webnovel et Fizzo se classent régulièrement parmi les applications de lecture les plus téléchargées aux États-Unis, au Royaume-Uni, aux Philippines et en Indonésie, et génèrent plusieurs millions de dollars de recettes mensuelles. Ce modèle s'est révélé si fructueux qu'Amazon a lancé en 2021 Kindle Vella, qui regroupe des romans aux intrigues et au rythme de publication similaires [en anglais uniquement]. Kindle Vella a même repris à son compte un mécanisme clé des autres plateformes : le lecteur dépense des jetons pour débloquer de nouveaux chapitres.

Cette capacité à gagner de l'argent distingue ces nouvelles plateformes de Wattpad, le pionnier anglophone du genre, créé au Canada. Tout en comptant plus d'utilisateurs que Dreame, GoodNovel ou WebNovel, Wattpad est à la traîne en matière de chiffre

d'affaires. En 2021, la société a été rachetée par le géant numérique sud-coréen Naver.

En Chine, le marché de la littérature en ligne pèse 3,7 milliards de dollars [en 2020]. Des éditeurs travaillant pour des plateformes à diffusion internationale nous ont confié qu'il leur arrivait de copier les grandes lignes des intrigues les plus populaires et de demander ensuite à des auteurs étrangers d'en produire des déclinaisons à un rythme effréné. Les marges sont parfois énormes : pour certains ouvrages, les plateformes peuvent gagner dix fois plus que ce qu'elles versent aux auteurs,

L'art d'écrire un roman est réduit à une recette à suivre à la lettre.

explique un ancien cadre d'une grande entreprise du secteur, qui souhaite rester anonyme.

Nombre d'applications proposent des ateliers, des concours et des guides d'écriture. Dans son tutoriel pour écrire des best-sellers à base de loups-garous, GoodNovel recommande par exemple de concevoir un personnage de mâle alpha qui dirige une meute servile au côté de sa reine. Toujours d'après ce guide, l'intrigue de loups-garous constitue un point de départ idéal, sur lequel greffer d'autres thématiques appréciées des lecteurs : "Loups-garous et PDG", "Loups-garous et mafia" ou encore "Loups-garous et dragons ou toute autre création fantastique".

L'accent mis sur ces formules qui ont prouvé leur efficacité laisse peu de liberté aux auteurs pour explorer leur propre culture. Plusieurs d'entre eux racontent comment ils ont dû situer leurs intrigues dans un contexte occidental pour que leurs contrats soient validés.

Samarra Blair, une autrice de romances érotiques à Batangas, aux Philippines, a commencé à travailler pour des applications littéraires en 2020, lorsque la maison d'édition avec laquelle elle collaborait a cessé d'accepter de nouveaux manuscrits, à cause de la pandémie. Elle avait l'habitude de situer ses intrigues aux Philippines, mais doit désormais les imaginer en Occident, pour attirer les lecteurs du monde entier, explique-t-elle. "J'adore écrire sur [ma] culture, et je

✓ Dessin d'Otto paru dans
The Economist, Londres.

suis triste de ne plus pouvoir le faire.”

Chibuzor Victor Obih a longtemps écrit pour le plaisir et fait partie de plusieurs groupes d'écriture sur Facebook. Cet étudiant en génie mécanique au Nigeria n'avait jamais rien publié avant qu'un éditeur de GoodNovel le contacte en mai 2020 via Facebook et lui propose d'être payé pour écrire un roman. Sa première histoire, *Shading Black* ["Quand gagnent les ténèbres"], un thriller en 106 chapitres se déroulant dans un village africain, lui a rapporté 800 dollars. Il a depuis écrit plusieurs romans de loups-garous et de milliardaires.

La rémunération n'est pas mauvaise pour un débutant – Obih a gagné 4900 dollars grâce à son dernier roman pour Fizzo, une histoire de milliardaires intitulée *The Pleasure Trap* ["Le piège du désir"] –, mais il regrette de ne pas pouvoir publier des intrigues inspirées de sa propre culture. "Presque tous les auteurs nigériens situent leurs histoires dans des univers occidentaux, c'est décourageant."

“Désorientalisation”. Bien que beaucoup de plateformes soient installées en Chine, leurs éditeurs dévalorisent souvent la culture chinoise. Alice vit en Chine et a travaillé sur des projets de romans numériques pour ByteDance. Cette traductrice indépendante raconte qu'on lui demandait de "désorientaliser" les romans d'amour chinois en donnant des noms occidentaux aux personnages et en gommant les références à la médecine et aux religions traditionnelles chinoises. Un pendentif de jade s'est ainsi transformé en collier en or. Alice, qui ne donne que son pseudonyme anglais, car elle n'a pas le droit de s'exprimer dans les médias, a déchanté lorsqu'elle a compris que son boulot n'avait pas grand-chose à voir avec la promotion de la culture chinoise, contrairement à ce qu'elle avait entendu dans les médias chinois. "C'est purement commercial", regrette-t-elle.

De nombreux lecteurs s'inquiètent de la rémunération des auteurs, qui ne touchent qu'une infime portion de ce qu'eux-mêmes déboursent pour accéder aux romans. Sur Dreame, par exemple, les auteurs ne perçoivent que 8 % des crédits dépensés sur leurs ouvrages. GoodNovel, China Literature, la maison mère de Webnovel, et Stary, celle de

Dreame, n'ont pas répondu à nos sollicitations. ByteDance, la maison mère de Fizzo, a refusé de s'exprimer.

Plusieurs auteurs assurent toutefois que ces plateformes ont lancé leur carrière d'écrivain. Diplômée en informatique au Nigeria, Dorcas Joseph s'est inscrite sur Dreame grâce à une publicité sur Facebook. Après des mois passés à lire les ouvrages des autres, elle a fini par écrire à son tour des fictions pour adultes. "J'ai décidé de me reconverter", indique-t-elle. Elle qui se destinait à devenir analyste de données voudrait désormais "vivre de [sa] plume".

Ces plateformes gommant la frontière entre auteurs et lecteurs : les écrivains débutants proposent d'échanger des critiques, et les lecteurs donnent leur avis sur chaque rebondissement de la vie d'un personnage dans les commentaires qui s'affichent sous les chapitres fraîchement publiés. "Ce qui est super, avec Dreame et les autres plateformes, c'est qu'on peut lire les livres au fur et à mesure de leur écriture", s'enthousiasme Cassandra, une lectrice de Louisiane [États-Unis].

Parmi les nombreux auteurs, éditeurs et traducteurs qui se cachent derrière ces romans, rares sont ceux dont l'anglais est la langue maternelle – certains ouvrages sont même traduits par des intelligences artificielles –, mais les erreurs grammaticales qui les émaillent parfois n'entament pas l'appétit des lecteurs. Cassandra raffole d'histoires de femmes fortes qui parviennent à surmonter des traumatismes. "Quand c'est gratuit et que l'intrigue est bien ficelée, on oublie plus facilement les fautes de grammaire et d'orthographe."

—Viola Zhou
et Meghan Tobin
Publié le 25 juillet

SOURCE



REST OF WORLD

New York, États-Unis
restofworld.org

Doté du statut d'organisme à but non lucratif, ce site d'information couvre les "confrontations entre la technologie, la culture et l'expérience humaine". Il a été fondé en 2020 à New York par Sophie Schmidt, fille d'Éric Schmidt, ex-PDG de Google.

Oslo pourrait briser le chantage russe

Énergie. Exportatrice d'énergies fossiles, la Norvège profite de la guerre en Ukraine. Elle pourrait aider les Européens en plafonnant le prix de son gaz.

—Le Temps (extraits) Genève

Il y a quelques années, la Norvège avait entrepris une campagne internationale de promotion de son industrie de la pêche. Les eaux froides et claires des fjords sont particulièrement propices à l'élevage du saumon, mais aussi du cabillaud, du flétan et du hareng. Aux yeux d'Oslo, la pêche allait devenir rapidement la première activité économique, en remplacement du pétrole et du gaz, dont les réserves sont grandes, mais pas inépuisables.

L'invasion de l'Ukraine par les troupes russes le 24 février a définitivement modifié les plans. La Norvège, deuxième fournisseur de pétrole et du gaz des pays de l'Union européenne (UE) derrière la Russie, voit la possibilité d'occuper une place encore plus importante. Face au Kremlin, qui utilise l'énergie comme une arme politique, elle pourrait aider Bruxelles à réduire sa dépendance à l'énergie russe.

Lundi 22 août, le groupe russe Gazprom a annoncé une nouvelle fermeture du gazoduc Nord Stream du 31 août au 2 septembre, prétextant des raisons d'entretien. Cela a suffi pour pousser encore un peu plus le prix du gaz vers le haut alors même qu'il a déjà triplé depuis fin février. Le 22 août, le gaz naturel se vendait à 280 euros le mégawattheure (MWh), en hausse de 14 % par rapport au 19 août.

La Norvège, qui entretient des relations étroites avec l'UE en tant que membre de l'Espace économique européen, est malgré elle l'un des grands gagnants de l'agression russe en Ukraine. Le renchérissement du pétrole et surtout du gaz a fait atteindre à ses revenus des niveaux records. Selon Statistics Norway, les exportations ont rapporté 30 milliards d'euros au deuxième trimestre 2022, soit

95 % de plus que par rapport à la même période l'année dernière.

De tels revenus ne passent pas inaperçus. C'est ainsi que [le 17 août] David Sheppard, éditorialiste spécialisé dans l'énergie du prestigieux et influent quotidien britannique *Financial Times*, a proposé que la Norvège "démocratique, amicale et fiable" fasse preuve de solidarité avec ses voisins européens et introduise un prix plafond sur le gaz exporté : "Ce n'est pas dans l'intérêt stratégique [de la Norvège] d'engranger des milliards et de laisser ses voisins sombrer dans la récession." Selon les estimations officielles, les revenus pétroliers et gaziers d'Oslo atteindront 100 milliards d'euros en 2022, contre moins de 30 milliards l'an passé.

Nouveaux forages. Il a fallu l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes pour que les Européens ouvrent les yeux. Ils avaient certes pris des sanctions à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014, mais sans toucher leur approvisionnement énergétique. Bien au contraire, l'Allemagne, malgré des avertissements, a foncé sur le projet de Nord Stream 2 pour se ravitailler en gaz.

✓ Sur la bouteille : "gaz russe".
Dessin de Del Rosso, Italie.

La construction de ce gazoduc s'était faite au grand dam de la Norvège, qui avait proposé aux Européens de s'engager avec elle en signant des contrats d'achats à long terme, ce qui justifierait des investissements dans de nouveaux forages en mer du Nord. Bruxelles avait fait la sourde oreille. En mai dernier, Terje Aasland, ministre du Pétrole et de l'Énergie norvégien, a réitéré l'offre de son pays. Cette fois-ci, Bruxelles a réagi en déclarant son soutien.

Selon Stéphanie Rheinboldt, analyste chez Atlantic Financial Group, à Genève, il est aussi dans l'intérêt de la Norvège d'aider ses voisins européens. "À côté du gaz et du pétrole, le pays développe aussi les énergies renouvelables, notamment les éoliennes offshore, dont la demande ira en grandissant ces prochaines années, relève-t-elle. [La Norvège] aura besoin des technologies européennes. En aucun cas Oslo ne peut faire cavalier seul."

Le gaz norvégien arrive via sept gazoducs en Europe. Un huitième, qui relie la Pologne, sera opérationnel cet automne. Selon GIS, un centre d'études géopolitiques basé à Londres, le pays nordique détient les 17^e et 20^e réserves de pétrole et de gaz respectivement, mais en est le 7^e et le 4^e exportateur. Les autorités norvégiennes comptent sur de nouveaux champs d'exploitation pour assurer un approvisionnement plus important pour l'Europe.

—Ram Etwareea
Publié le 23 août



ENVIRONNEMENT



Quand les poissons deviennent hargneux

Écologie. Surpêche, pollution, réchauffement... En Méditerranée, le chamboulement de l'écosystème entraîne le développement d'un comportement agressif chez certaines espèces.



—Nawaat (extraits) Tunis

Ces dernières années sur les côtes tunisiennes, à Sousse, au cap Bon, à Bizerte et sur d'autres plages encore, si vous restez immobiles quelques minutes dans une mer calme, il y a de fortes chances que vous ressentiez des mordillements plutôt douloureux dans les pieds et les jambes : ce sont des petits poissons qui viennent se nourrir de la peau humaine et à propos desquels les témoignages, parfois amusés, parfois sidérés, sont de plus en plus nombreux. Mais au-delà du confort du baigneur, ce phénomène fait partie d'un bouleversement écologique majeur, dont l'un des symptômes est l'apparition en mer Méditerranée d'espèces de plus en plus agressives pour l'homme, mais surtout pour l'écosystème.

Parmi les poissons qui mordent les baigneurs, il y a le sar, nous dit Sami Mhenni, ingénieur en chef en sciences de la mer et président fondateur de Houtiyat, une association d'étude et de recherche sur les poissons. Pour lui, il s'agit d'un poisson méditerranéen qui, dans le passé, n'attaquait pas les gens en si grand nombre et avec autant de hargne.

Ce comportement nouveau chez cette espèce normalement friande de crustacés et de mollusques s'expliquerait par plusieurs facteurs : la hausse de la température de l'eau due au réchauffement

climatique, la surexploitation des ressources marines, le bouleversement de l'écosystème marin, les transports commerciaux, la navigation touristique et les forages offshore entre la Tunisie et l'Italie. Autant de raisons au détraquement de ces bancs de poissons.

“Des scientifiques avancent que le sar, menacé dans son habitat naturel, exprime son stress par le développement d'un comportement agressif. Toute perturbation de l'environnement où vit un poisson peut provoquer des réactions dans son comportement. Il peut même changer physiquement. Et quand l'environnement sur les côtes tunisiennes devient chaud, sale, appauvri et bruyant, c'est normal que certaines espèces réagissent mal”, assure l'ingénieur.

Le phénomène ne se limite pas à la Tunisie. Dans les 2,5 millions de kilomètres carrés du bassin méditerranéen, les menaces risquent d'augmenter avec l'intrusion de nouvelles espèces, lesquelles se reproduisent tout en bouleversant les équilibres. En juin 2021, un rapport alarmant du WWF, une organisation de protection de l'environnement, assurait que *“la Méditerranée est la mer la plus envahie du monde. Au cours des dernières décennies, il y a eu une explosion du nombre d'espèces exotiques s'établissant dans le bassin, avec des conséquences catastrophiques pour la biodiversité locale”*. Et pour cause [résume le communiqué de presse qui accompagnait

le rapport] : *“Avec des températures qui augmentent de 20 % plus vite que la moyenne mondiale et une élévation du niveau de la mer qui devrait dépasser un mètre d'ici à 2100, la Méditerranée est en train de devenir la mer qui se réchauffe le plus vite sur la planète.”*

Ce réchauffement au-delà de toutes les prévisions, combiné à la surpêche, à la pollution, au développement côtier et au transport maritime, implique la tropicalisation progressive de la mer et donc un changement de la faune marine.

Les espèces qui arrivent de l'océan Indien, des Caraïbes et de la mer Rouge à travers le canal de Suez ou dans les ballasts des grands navires prennent un certain temps pour s'acclimater. Le nombre d'espèces nouvelles s'élèverait aujourd'hui à un millier, dans une mer où la température a augmenté de 1,5 % par rapport à la normale. Certaines disparaissent, d'autres réussissent à se reproduire de façon spectaculaire, ce qui devient le plus fréquent.

Parmi ces espèces, il y a le poisson-lion, armé d'épines venimeuses et originaire de l'océan Indien. La première apparition observée par des scientifiques en Méditerranée de ce poisson date du début des années 1990. Aujourd'hui, dans des pays comme la Turquie, il fait partie des espèces dominantes et menace dangereusement l'écosystème. *“En plus d'être venimeux pour l'homme, c'est un poisson vorace qui rase tout sur son passage et ne laisse pas les autres espèces se nourrir”,* affirme Sami Mhenni, qui confirme la présence de ce poisson en Tunisie, mais dans des proportions moindres que dans des pays de l'est du bassin méditerranéen, où l'eau est plus chaude. Pour le moment.

Forêts d'algues ratiboisées. Autre poisson dangereux : le poisson-lapin, venu de la mer Rouge, particulièrement dévastateur et toxique. En 2019, il a été retrouvé sur les étals d'un marché de la région de Sfax, alors que sa consommation pouvait provoquer des inflammations mortelles chez l'être humain. Et comme le sar, ce poisson est agressif envers les baigneurs.

Mais là aussi, le plus important est que l'écosystème marin en pâtisse. Des forêts d'algues, qui constituaient les habitats naturels de plusieurs espèces, ont été entièrement rasées par le poisson-lapin. Une catastrophe écologique dont les conséquences sont déjà palpables : raréfaction affolante des poissons dans certaines régions et perte de leurs repères.

Il y a aussi la méduse. Cet animal arrive à se reproduire efficacement dans une mer à température élevée. *“En haute mer, nous dit le WWF, les températures élevées rendent la Méditerranée plus accueillante pour les méduses envahissantes des eaux tropicales. Dans le golfe de Gabès, des pêcheurs affirment avoir souvent dans leurs filets plus de méduses que de poissons.”*

✍ Dessin de Belle Mellor
paru dans *The Economist*, Londres.

Dernier visiteur en date : la galère portugaise, ou *Physalia physalis*. Originaire des océans Indien et Atlantique, cet organisme venimeux a fait des apparitions inquiétantes sur les côtes de la péninsule du cap Bon en 2021.

Pour Sami Mhenni, l'État tunisien n'est pas inactif face à ces bouleversements majeurs : *“Le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche maritime a travaillé sur beaucoup de ces cas. Il a distribué des affiches pour avertir les pêcheurs sur les espèces dangereuses. Il les a contactés pour les sensibiliser. Il a averti*

“Les scientifiques tunisiens devraient sensibiliser les gens aux défis majeurs qui les attendent.”

Sami Mhenni,
INGÉNIEUR

les consommateurs quand le poisson-lapin a été retrouvé sur un marché à Sfax. Il a fait des études scientifiques. Mais le suivi sur terrain manque.”

De fait, le travail de l'État ne suffit plus dans une configuration aussi globale et complexe que le réchauffement climatique. La question qui se pose à ce stade est, en effet, de savoir si un maximum de citoyens et de citoyennes prendra conscience rapidement du danger, afin de participer activement à changer les choses à grande échelle. *“La communication de l'État avec les citoyens, notamment sur les réseaux sociaux, est très importante. Elle devrait être plus intense. Et puis il faut savoir vulgariser les données. Les scientifiques tunisiens devraient sortir de leur tour d'ivoire pour sensibiliser les gens aux défis majeurs qui les attendent”,* suggère l'ingénieur.

Une manière de dire que les baigneurs devraient considérer l'agressivité des poissons comme le sar, le poisson-lion ou bien le poisson-lapin moins comme un simple désagrément pour leur baignade que comme l'un des signes du désastre écologique en cours dans la grande bleue.

—Aymen Gharbi
Publié le 3 août

SOURCE



NAWAAT

Tunis, Tunisie
nawaat.org

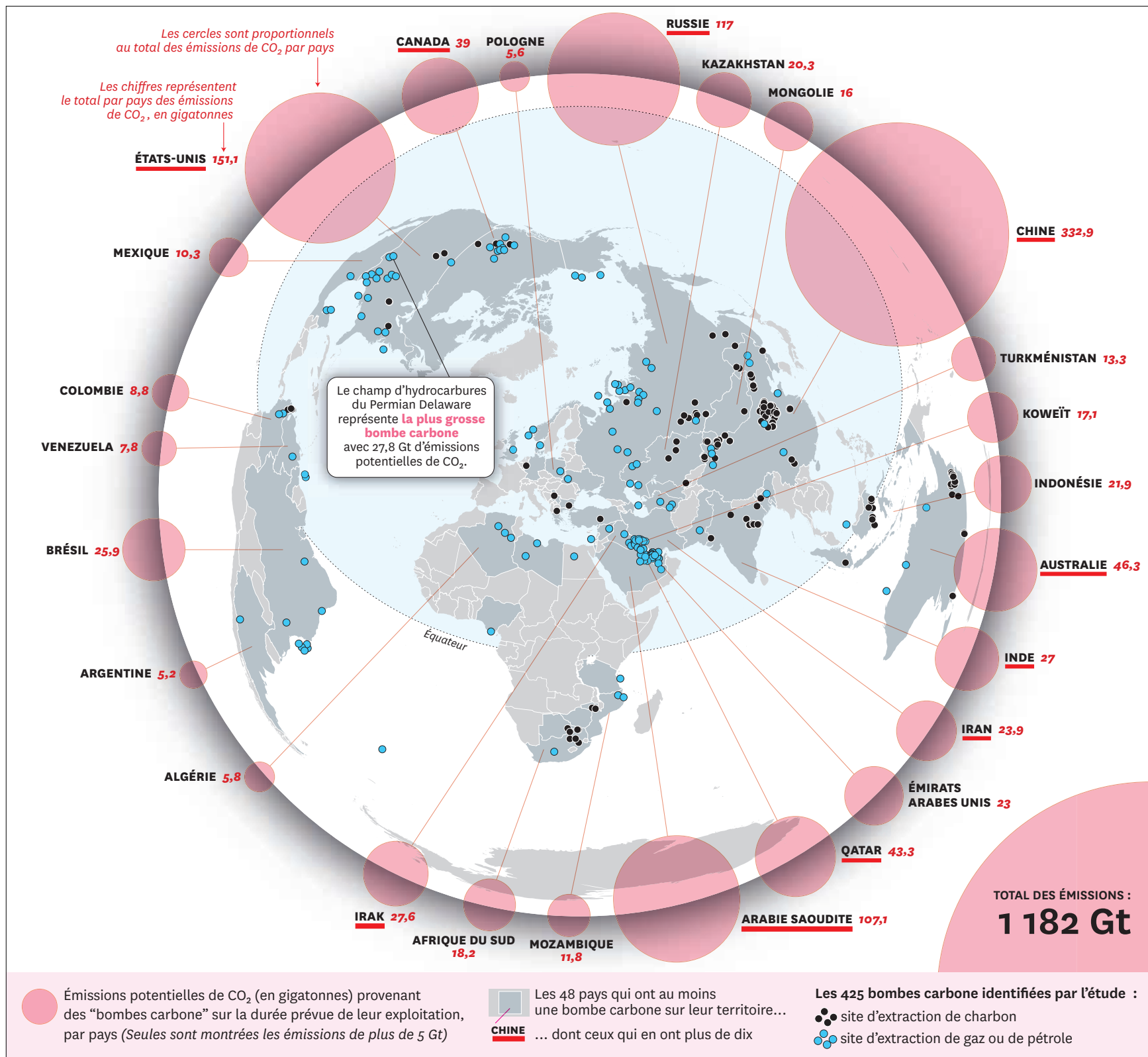
Lancé en 2004, le site (dont le nom signifie “noyau” en arabe) se définit comme un *“blog collectif indépendant animé par des Tunisiens qui donnent la parole à tous ceux qui, par leur engagement citoyen, la prennent, la portent et la diffusent”*.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

425 "bombes carbone" menacent le climat

Avec 141 projets d'extraction de combustibles fossiles, la Chine est le pays qui compte le plus de "bombes climatiques".



ATLAS DES ÉNERGIES. Cette infographie est issue de notre hors-série en vente depuis le 10 août. Elle permet de situer les 425 "bombes carbone" - des projets d'extraction de combustibles fossiles, en activité ou en construction - dont

les émissions de CO₂ cumulées risquent de faire exploser le budget carbone mondial, et par conséquent de mettre en péril l'accord de Paris sur la lutte contre le dérèglement climatique. Elle s'appuie sur une étude parue le 12 mai dans la revue **Energy Policy**.

360

MAGAZINE

Dans la peau d'un chat • Jeu vidéo	46
Le pays qui n'aimait plus ses vieux • Cinéma ...	48
Lire pour s'évader du ghetto • Histoire	50

J'ai rendez-vous avec Apollon

En Italie, des passionnés de l'Antiquité honorent encore les dieux païens de la Rome ancienne. Une journaliste américaine leur a rendu visite pour célébrer avec eux le solstice d'été.

—*Smithsonian Magazine*, Washington



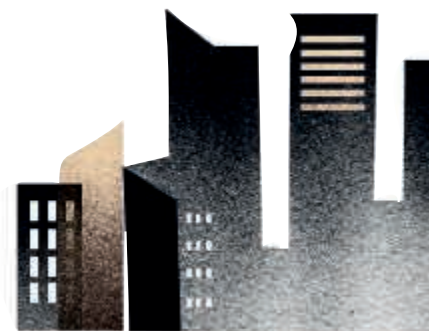
Je n'ai pas tous les jours l'occasion de remonter le temps.

Cela fait des lustres que je suis fascinée par la Rome antique. Enfant des années 1980, j'étais une petite fille collée à la télévision tous les samedis matin, trépignant d'impatience avant le nouvel épisode de *Voyages au bout du temps* [*Voyagers!* en version originale], la série de voyage dans le temps par excellence. À l'épisode 6, mon préféré, le héros Phineas Bogg voyageait dans la Rome antique pour rencontrer Cléopâtre aux ides de mars [en 44 av. J.-C., le jour de l'assassinat de Jules César] et la téléporter par

inadvertance [en essayant de l'aider à fuir Rome pour l'Égypte] dans le New York de 1927, où elle tombait sur le grand gangster de la prohibition Lucky Luciano.

La fillette de 12 ans que j'étais rêvait de pouvoir se draper d'une longue et élégante toge, une chouette perchée sur l'épaule, telle Minerve, la déesse romaine de la Sagesse, et de déambuler dans le Forum.

J'ai vécu à Rome dans les années 1990 pour y effectuer un séjour d'études. Aujourd'hui, je suis professeure d'italien à Chicago. J'y retourne tous les deux ans, l'été, pour rafraîchir mon italien et mes compétences dans l'art de la dolce vita. Alors, quand on m'a invitée à célébrer le solstice d'été dans un temple dédié à Apollon, avec Pietas, une association de Romains des temps modernes qui redonnent vie à la religion antique de la Ville éternelle, j'ai dit oui sans hésiter.



SOURCE



**SMITHSONIAN
MAGAZINE**

Washington, États-Unis
Mensuel, 1 609 000 ex. (2021)
smithsonianmag.com

Lancé en 1970, ce magazine
culturel, mêlé d'histoire

naturelle et d'écologie, est
l'émanation du Smithsonian
Institute, une entité publique
fondée à Washington
et rassemblant notamment
16 musées et divers centres
de recherche internationaux.

↓ Dessin de Chiara Dattola, Italie,
pour Courrier international.



Mais que porte-t-on à une fête de solstice ? Et qu'apporte-t-on ?

Quand je pose la question à mes amis romains, ils sont perplexes d'apprendre que certains de leurs concitoyens pratiquent toujours le paganisme. La plupart d'entre eux n'ont d'ailleurs jamais entendu parler de l'association Pietas.

“Des figues !” suggère mon ami Danilo, ce qui me fait penser au Ficus Ruminalis, le légendaire figuier sauvage qui se dressait jadis au pied du mont Palatin, à l'endroit où Romulus et Remus, les mythiques fondateurs de Rome, ont été découverts sur les rives du Tibre. “Les anciens Romains adoraient les figues !”

Le dimanche précédant le solstice, je me rends au marché de Porta Portese en quête de figues. Au marché aux puces hebdomadaire de Rome, qui commence à une porte de la ville antique, au bout de la via Portuense, à un pâté de maisons des rives du Tibre, et s'étire sur deux kilomètres à l'intérieur du quartier de Trastevere, on trouve toujours des figues l'été, et tout le reste, sous le soleil : casques de moto, perruches, balais, échelles, sandwiches à la porchetta, cacahuètes grillées, et bien plus encore. Mais cette fois-ci, pas l'ombre d'une figue sur les étals bien garnis. Je dénicher, en revanche, une longue robe d'été de coton blanc. Les prêtresses de la Rome antique revêtaient une robe à plis en coton, lin ou laine de couleur blanche, une *stola*, symbole de pureté, lors des cérémonies au temple.

Au matin du mardi suivant, jour du solstice, je me réveille tard, ce qui ne me laisse pas le temps d'acheter des figues à l'épicerie avant de partir pour Ardea, une paisible ville en bord de mer, à environ une heure au sud du centre historique de Rome, où se niche le temple.

“Sei sicura ? Vous êtes sûre ? À Ardea ? Un temple d'Apollon ?” m'interroge mon taxi, les sourcils levés. “Où oui, vraiment, je vais y rendre un culte aujourd'hui”, souris-je avec assurance, tout en me demandant intérieurement s'il existe réellement un temple à Apollon de l'autre côté du grand portail de cette propriété enclose de murs [devant laquelle mon chauffeur me dépose].

Dans les jours précédant le solstice d'été, les anciens Romains célébraient Vesta, la déesse du Foyer, de la Maison et de la Famille. Selon la tradition, un veau, avant la naissance, était retiré du ventre de sa mère et sacrifié. Les femmes, en particulier, se massaient dans le temple de Vesta, dans le Forum de Rome, où elles faisaient quelque offrande à leur déesse, qui avait le pouvoir d'octroyer la fertilité. Vesta est restée vivement populaire même après l'avènement du christianisme, jusqu'à ce que, en 391 avant J.-C., l'empereur chrétien Théodose I^{er} abolisse les rites païens comme les célébrations des solstices et fasse fermer le temple du Forum. Au siècle suivant, la plupart des temples avaient été détruits ou convertis en églises chrétiennes.

Avant ce voyage, j'ai eu des contacts avec le fondateur de Pietas par courrier électronique. L'association rend un culte à Apollon – dieu de la Lumière, de la Guérison, de la Poésie, de la Vérité et du Soleil, entre autres choses – le 21 juin, jour le plus long de l'année dans l'hémisphère Nord.

Le portail s'ouvre pour révéler le lieu où auront lieu les célébrations, un petit temple traditionnel construit par les membres de l'association dans la vaste cour paysagée d'une grande villa. À l'entrée de celui-ci, quatre colonnes aux chapiteaux richement ornés et recouverts d'or, et quatre marches montant vers un intérieur des

plus simples, au centre duquel une statue d'Apollon en albâtre blanc trône, entourée de bougies.

Issu de la religion grecque antique [et adopté par les Romains, qui n'ont pas changé son nom], Apollon conduisait le Soleil à travers le ciel dans son char de feu doré. Avec ses boucles blondes qui scintillaient sous le soleil, il était révééré pour sa jeunesse, sa beauté et sa force. Pourrait-on trouver meilleur dieu à honorer en ce jour où l'axe de rotation de la Terre est le plus incliné en direction du Soleil ?

Les membres de Pietas, passionnés ou experts de la Rome antique, présentent des profils éclectiques : je discute notamment avec un critique d'art, un électricien, un économiste et un traducteur. Jeunes, vieux, rats des villes ou rats des champs venant de toute la péninsule, ils partagent un esprit chaleureux et hospitalier, et le désir de revenir aux “saines” valeurs des anciens Romains.

Archéologue de métier, Giuseppe Barbera, fondateur et chef spirituel de l'association, souligne l'importance que celle-ci attache à la liberté individuelle et à l'idée que chacun a le pouvoir et le droit, reçu des dieux et déesses, de rechercher la paix intérieure par le biais des pratiques spirituelles antiques. Une importance qu'il souligne avec cette citation d'Appius Claudius Caecus, homme politique du III^e siècle avant J.-C. : “Faber est suae quisque fortunae. Chaque homme est l'artisan de sa propre fortune.”

Son père, Gianfranco Barbera, professeur de restauration et de conservation d'œuvres d'art à l'université de Crotona [en Calabre], a mené des recherches sur les traditions – traditions qu'il a adoptées – de l'alchimie, de l'astrologie et de la théosophie. Dans les années 1960, il a pris la tête d'une communauté d'universitaires qui partageaient ses vues. Décidé à poursuivre le travail

“Nous chérissons l'idée d'être nés libres, à l'image parfaite des dieux.”

Giuseppe Barbera,
CHEF SPIRITUEL DE L'ASSOCIATION PIETAS

de son père en célébrant les vertus romaines, en particulier la *pietas*, et en partageant la joie des traditions antiques, Giuseppe Barbera a fondé l'Associazione Tradizionale Pietas en 2005.

La *pietas*, mot latin signifiant “devoir”, “conduite religieuse” ou encore “dévotion”, est la vertu principale d'Énée, héros de *L'Énéide* de Virgile. “L'équité, la loyauté, le respect de la parole donnée, l'observation du sacré, l'amour de la famille... Nous essayons de mettre en avant la découverte de soi, l'éveil, indique Barbera. La *pietas* désigne notre engagement et notre dévotion envers nos parents, enfants, conjoints et amis. Notre devoir commun est d'œuvrer pour la justice et la paix pour tous.”

Il n'existe pas de prérequis officiel pour faire partie de l'association. Il suffit de remplir le formulaire disponible sur le site Internet du groupe. On reçoit ensuite un manuel pour pratiquer la religion romaine d'aujourd'hui, manuel qui comprend des prières et des pratiques que l'on peut effectuer chez soi, en privé.



“J'ai toujours ressenti une connexion avec les dieux et les déesses de l'Antiquité”, me dit Federica Savia, une jeune mère venue de Catane, en Sicile, pour célébrer le solstice au temple d'Apollon d'Ardea avec ses amis de Pietas. “Pietas vous trouve.” Le fait est que tous les membres de l'association avec lesquels j'ai discuté ont appris son existence par hasard, le plus souvent par le bouche-à-oreille. Pietas accueille à bras ouverts tous ceux qui veulent en apprendre davantage sur les traditions antiques, mais elle ne fait pas de prosélytisme ni ne cherche à recruter de membres. Moi aussi, je l'ai découverte par un hasard de la vie, après être tombée sur un article de presse consacré à un mouvement similaire en Grèce.

Sise à Rome, l'association Pietas compte plus de 300 groupes locaux et un total de 1600 membres, nombre qui grandit de jour en jour, dans des villes de toute l'Italie, notamment Bologne, Gênes, Milan, Palerme et Venise. L'Italie, un pays dont plus de 90 % de la population fait partie de l'Église catholique romaine, a reconnu Pietas comme une communauté religieuse nationale en 2020.

“La force de la nature nous connecte tous. Les dieux et déesses de l'Antiquité travaillent pour le bien-être de l'humanité, explique Barbera. Loin du christianisme, dans lequel nous naissons tous pécheurs, nous chérissons l'idée d'être tous nés libres, à l'image parfaite des dieux. Les dieux vivent en nous, ils nous relient au cosmos. Nous croyons en la liberté absolue, dont chaque personne mérite de jouir, de cultiver sa propre spiritualité. Notre mission sur Terre est de nous aligner avec l'harmonie de l'Univers.”

Haussant les épaules, Savia commente : “Jamais je n'ai accepté le catholicisme. Les dieux antiques me donnent la force d'affronter les difficultés de la vie tout en intensifiant ses joies.”



En bref

Mille et un rituels grecs

“De l’île de Kastellórizo jusqu’aux rives du fleuve Evros, la Grèce est animée de rituels et de traditions qui nous viennent de toutes les périodes de l’histoire grecque”, informe le site grec **Oneman**. Des rituels dionysiaques dans la ville de Dráma, “qui trouvent leurs racines dans les croyances antiques grecques”, à “la plus longue litanie, qui dure entre huit et neuf heures” sur l’île d’Eubée, pour accompagner le transport de l’icône de saint Jean, **Oneman** propose un “tour dans la Grèce qui résiste et insiste pour garder ses traditions”. “Feux, danses sauvages, célébrations du phallus ou du serpent, litanies marathons”, la palette des rituels en Grèce semble infinie. “Nous avons la chance de vivre dans un petit pays dont l’histoire et les traditions sont si grandes qu’elles ne cessent de nous surprendre, de nous enchanter et de nous apprendre des choses”, s’enthousiasme le média grec. “Si le calendrier grec était un film, il serait un mélange de *Martin Scorsese* et d’*Emir Kusturica*”, croit-il pouvoir résumer.

← Dessin de **Chiara Dattola**, Italie, pour **Courrier international**.

Les groupes locaux de Pietas ont construit des temples dans l’ensemble de l’Italie, y compris un sanctuaire dédié à la déesse Minerve, à Pordenone, dans la région du Frioul-Vénétie Julienne, dans le nord-est du pays, et un autre à Apollon, à Palerme. Un temple à Cérès est en construction à Enna, en Sicile.

Pietas encourage ses membres à développer une pratique spirituelle personnelle à leur rythme, chez eux. “Notre culte est centré sur la pratique personnelle, souligne Barbera. Notre communauté se rassemble comme une famille, aux grandes occasions, pour se soutenir et exprimer sa solidarité. Mais comme une chenille se transforme en papillon, seule dans son cocon, chacun de nous doit d’abord comprendre, de son côté, comment se synchroniser avec le cosmos, dans le but de transformer sa vie spirituelle.”

En lieu et place d’ouvrages religieux, les fidèles de Pietas utilisent les mythes antiques pour guider leur travail spirituel, notamment ceux de *L’Illiade* et *L’Odyssée*, d’Homère, *Les Métamorphoses* d’Ovide, *L’Énéide* de Virgile, ainsi que les œuvres de Sénèque, Cicéron, Platon, Plutarque et Marc Aurèle. “Les mythes sont sacrés à nos yeux, dès lors que l’on sait les lire tels qu’ils sont censés être lus, c’est-à-dire en profondeur, poursuit Barbera. Ces textes antiques enseignent comment amorcer une quête spirituelle. Platon nous rappelle que les mythes, en soi, ne sont que des fables. Cependant, si nous en faisons une lecture ésotérique, si nous plongeons en profondeur vers leur véritable signification, nous pouvons découvrir tous les secrets du cosmos – le divin, l’humain et le cosmique – en nous-mêmes.”

Outre les célébrations annuelles du solstice d’été, les membres se rassemblent pour fêter *Natalis Urbis*,

le 21 avril, date anniversaire de la fondation de Rome ; *Saturnalia*, une semaine de festivités en l’honneur du dieu de l’Agriculture Saturne, laquelle coïncide avec le solstice d’hiver ; et *Dies Natalis Solis Invicti*, en hommage à Sol Invictus, le dieu du Soleil officiel de l’Empire romain tardif.

Les célébrations de Pietas sont généralement dirigées par l’aîné des présents. Le groupe se réunit autour d’un feu rituel, chacun faisant une petite oblation – fleurs, parfum, pain, vin. “Chaque offrande est choisie en fonction de ses caractéristiques et de sa symbolique, précise Barbera. Par exemple, à la déesse Flora, on offre des fleurs ; à Vénus, des fleurs ou de l’encens au bois de santal et au myrte ; à Jupiter, du vin ; à Apollon, de l’encens et du laurier. Ces dons sont accompagnés de prières et d’hymnes antiques.” Les rituels sont suivis d’un banquet. “Passer du temps ensemble et entretenir de bonnes relations est considéré, dans notre tradition, comme la meilleure façon d’honorer les dieux, qui apprécient que les humains vivent en paix et en harmonie.”

Rien de plus facile que de croire que j’ai ouvert une porte sur la Rome antique.

Les festivités du solstice d’été commencent par un bain rituel : quelques membres venus en maillot sautent dans la piscine d’eau salée bleu vif qui jouxte le temple d’Apollon ; d’autres, comme moi, se rincent simplement les mains. Après cela, chacun enfle une toge blanche. Certains portent des sandales en cuir lacé. Les femmes revêtent un châle blanc. Rien de plus facile que de croire que j’ai réellement ouvert une porte sur la Rome antique.

Tel le *pontifex maximus* [grand prêtre] de Pietas, Barbera bénit rituellement chaque membre en lui donnant quelques petits coups sur le bras avec des branches d’olivier auxquelles est attaché un bouquet aromatique composé de sauge, basilic sauvage et romarin. “Au solstice d’été, la force de la lumière est à son zénith. Que la lumière du soleil vous recharge et fasse rayonner votre force et votre joie intérieures”, proclame-t-il.

Le groupe, qui rassemble une quinzaine de membres de Pietas et trois autres personnes qui, comme moi, sont attirées par les traditions des anciens Romains, se réunit devant le temple, certains allant déposer des offrandes aux pieds de la statue d’Apollon, pendant que Barbera chante des louanges au Soleil en latin. Savia dépose devant Apollon une statue de Jupiter qu’elle a apportée.

Les mythologies gréco-romaines vénéraient Apollon et son fils Asclépios, tous deux dieux de la Guérison. Mais tandis qu’Asclépios soignait les maladies du corps, Apollon guérissait les maux du monde. Aussi, prier Apollon, c’est prier pour que son propre esprit, mais aussi celui du monde, soit purifié des peines qui perturbent l’ordre parfait du cosmos.

On allume un petit feu sur un piédestal. À côté de Barbera, sa femme, Noemi, tient en équilibre leur fils de quelques années avec une telle habileté qu’on croirait Cybèle, la déesse mère de Rome. Leur fille de 11 ans participe joyeusement à la brève mais puissante cérémonie. Ensuite, nous nous asseyons tous pour partager un agréable pique-nique dans la cour ; nous nous régalaons de salades de pâtes et de pastèque rafraîchissante à l’ombre d’une pergola.

Je demande à un des membres, Matteo Casagrande, un électricien et masseur d’une vingtaine d’années originaire de Polcenigo, comment je pourrais insuffler la sagesse des dieux et des déesses dans ma vie à Chicago. “Commence par nouer une relation avec les Lares, les dieux du foyer qui vivent chez toi, conseille-t-il. Chaque maison a des esprits domestiques. Ce sont les esprits surnois qui perdent tes lunettes.” Il me suggère aussi d’installer un petit autel, un *lararium*, où prier et effectuer de petites offrandes de nourriture et de boisson aux Lares, qui, s’ils sont espiègles, sont aussi protecteurs.

Avec Savia et un autre membre, je fais du stop depuis la ville assoupie d’Ardea pour retourner dans le splendide chaos de Rome. En chemin, nous parlons de Minerve, ma déesse favorite, et de la croyance des anciens Romains en l’immortalité de l’âme. “Peut-être qu’un jour, je courrais dans la Rome antique, plaisante-je. Peut-être mon amour de l’Italie vient-il du fait que j’ai vécu ici il y a plusieurs vies.”

Savia sourit : “Je crois que nous sommes attirés par les personnes et les lieux que nous avons connus dans le passé et par les personnes que nous avons besoin de connaître dans le présent.”

—Amy Bizzarri
Publié le 5 août

plein écran. 



—Polygon (extraits) Washington

La première fois que je suis mort dans *Stray*, j'ai ressenti le choc dans mes tripes. Mon corps meurtri était couvert d'un essaim de viles créatures. L'écran est passé au rouge, m'invitant à "réessayer", mais le message était sans ambages : vous êtes mort.

Je me suis raccroché à l'idée que mon petit alter ego sur pattes [mon avatar félin] avait simplement perdu connaissance. Je n'arrivais pas à croire qu'un jeu aussi sympathique puisse vraiment me laisser trépasser. Finalement, mes illusions ont volé en éclats et j'ai appris que les créatures en question, les Zurks, étaient au départ des bactéries expérimentales et qu'elles mangeaient tout et n'importe quoi, même le métal. J'ai jeté un coup d'œil à Oni, mon compagnon félin roux dans la vraie vie, qui m'avait miaulé dessus pendant toute cette séquence, intrigué par les bruitages et les Zurks déchaînés.

Laissez-moi vous expliquer à quoi ça ressemble de jouer à *Stray* avec un chat. *Stray* [un jeu de mots entre "s'égarer" et le terme désignant les chats errants] n'est pas un jeu d'aventures comme un autre. C'est une expérience psychologique conçue pour les

Dans la peau d'un chat

Se glisser dans la peau d'un matou errant pour explorer une ville peuplée de robots, c'est l'expérience que propose *Stray*. Irrésistible, ce jeu vidéo amène les amoureux des félins à regarder d'un autre œil l'animal qui ronronne à leur côté.

amoureux des chats, surtout ceux qui ont grandi en regardant *L'Incroyable Voyage* [un film Disney de 1993]. Si ce n'est pas tout à fait le même postulat de départ, c'est en revanche la même angoisse qui vous étirent en voyant ces adorables boules de poils braver l'adversité.

Je m'aperçois que la présence assidue d'Oni, mon adorable petit pétochard qui ne tiendrait pas cinq minutes dehors, influe sur l'image que j'ai du personnage

de *Stray* : je soupçonne que bon nombre de propriétaires de chats auront la même impression. La plupart des gens n'aiment pas voir les animaux se faire mal : ils se sentent immédiatement impliqués émotionnellement et psychologiquement, à quoi s'ajoute notre réflexe inné de protection des bébés.

Le jeu s'ouvre sur une famille de matous vivant dans des ruines luxuriantes éclairées de soleil. Je suis un petit chat roux

et la vie est belle – faite de jeux, de siestes et de vadrouilles. Cette séquence est un bref tutoriel où je m'entraîne à bouger et à faire des vocalises. *Stray* est avant tout un jeu de plateforme linéaire, émaillé çà et là d'énigmes ; il est articulé autour de la capacité des félinidés à se faufiler, à s'enfuir, à esquiver. Mon existence pacifique prend fin lorsque je rate un saut sans difficulté en voulant descendre d'un tuyau. Mes proches me voient disparaître d'un œil impuissant dans les ténèbres. J'atterris sur un tas [de débris], sonné mais indemne, dans les entrailles jonchées d'ordures d'une ville oubliée. Il n'y a ni herbe ni lumière. Je suis seul et désemparé.

Le principe de *Stray* est simple : regagner mes pénates ou laisser ma peau ici (parfois au sens littéral ; d'autres fois, je me ferai juste taser). Dans la Ville morte, je me lie d'amitié avec un drone volant nommé B12, qui me donne un petit sac à dos pour m'aider à recharger sa batterie et stocker des items utiles (grâce à une technologie inconnue, B12 est capable de matérialiser des objets comme des bouteilles et des documents, et de les rematérialiser à la demande). Il m'aide également à franchir des portes et à communiquer avec les autres.

JEU VIDÉO

Nous rencontrons une communauté de robots, les Compagnons, qui servaient naguère les humains (éteints depuis) et qui continuent de vaquer à leurs occupations d'humanoïdes. Parmi eux, on trouve les Extérieuristes, une petite minorité qui croit au mythe du ciel bleu. Bientôt, mon objectif personnel se fond dans celui, plus large, de la survie dans un État policier, dans une atmosphère complotiste où l'on se demande même s'il existe vraiment un extérieur. Outre les Zurks, il y a les Sentinelles [la police], des passages périlleux pour les matous, une végétation menaçante qui s'étend dans toute la ville et des créatures inquiétantes dans les égouts.

Feuler et cracher. Les déplacements vous sembleront familiers si vous avez déjà vu faire un chat : des bonds acrobatiques de perchoir en perchoir, la reptation en gigotant de l'arrière-train, et de temps à autre le gros dos, à grand renfort de crachements et de feulements. Il existe quelques petits coins douillets où dormir, dont le ventre accueillant d'un robot, et je prends un réel plaisir à me frotter aux jambes des inconnus et à voir leur petit visage-écran s'illuminer alors d'un cœur.

Je peux faire tomber des objets d'une étagère, gratter aux portes pour me faire ouvrir, transporter des objets dans ma gueule, et grimper sur des robots qui ne se doutent de rien. Cette "chattitude" me prodigue un plaisir sans cesse renouvelé qui me pousse à redoubler de vigilance pour la sécurité de mon petit alter ego à fourrure, comme un Œil de Sauron baladeur qui guetterait le danger dans le moindre recoin.

Il y a plusieurs épreuves où je me retrouve à devoir échapper à des essaims de Zurks, ce qui inquiète l'humain que je suis mais fait le bonheur d'Oni, qui miaule sans discontinuer devant l'image de son petit double pixélisé et les créatures zonnonnantes qui l'environnent. Je joue sur PC muni de la manette de la Nintendo Switch Pro, ce qui me prive de la fonction vibreur de la PlayStation et donc des ronronnements et des miaous, mais m'épargne sans doute d'avoir à déloger Oni de mes bras à tout bout de champ.

Le personnage de *Stray*, comme les chats du monde réel, passe son temps à grimper. La ville est conçue comme une dystopie verticale – un concept populaire en science-fiction. Le monde d'en bas est pauvre et laissé pour compte, tandis que ceux d'en haut vivent dans un univers consumériste et clinquant. Quiconque est aux commandes vit forcément en haut.

Plus tard, je tombe sur un plan de métro qui délimite la ville basse et la ville haute (le Centre-Ville) et, tout en haut, la Sortie. L'influence cyberpunk est ici manifeste, à grand renfort de néons, de ruelles étroites et d'une architecture de bric et de broc

ultradense, façon citadelle de Kowloon [un bloc urbain enclavé de Hong Kong, détruit dans les années 1990 et réputé pour son extrême densité et ses ruelles exiguës]. Des immeubles évoquant les *tong lau* [des bâtiments typiques du sud de la Chine, de Hong Kong et de Taïwan] aux affichages sauvages omniprésents, avec leurs numéros de téléphone à huit chiffres, la référence à Hong Kong saute aux yeux, ce qui ne surprend guère quand on sait que le titre provisoire de *Stray* était *HK Project* ["projet HK"].

Je navigue dans le jeu en me disant à la fois qu'il s'agit bien de Hong Kong et que les auteurs en sont originaires, devinant dans le moindre texte d'ambiance un signe de la résistance quotidienne face à un État oppressif et de l'importance de l'art dans les situations désespérées – ce qui n'est pas d'ailleurs l'apanage de Hong Kong, puisque l'art de résistance fait partie intégrante de l'expression politique depuis des siècles.



↖ ↑ Dans *Stray*, le joueur incarne un félin roux. Le décor s'inspire de Hong Kong. Photo BlueTwelve Studio/Annapurna Interactive

La lutte de Hong Kong pour préserver son autonomie, au titre de son statut de région administrative spéciale, face au régime chinois a inspiré des militants du monde entier, avec ses manifestations reposant sur la tactique du "Be Water" ["soyez comme l'eau"] pour éviter les gaz lacrymogènes et se déplacer ensemble. Des années durant, les violences policières perpétrées dans la ville ont fait la une de l'actualité internationale jusqu'à ce que, dernièrement, des manifestants étudiants et des figures de la résistance ne soient publiquement persécutés, diffamés et jetés derrière les barreaux.

En atteignant le Centre-Ville dans *Stray*, toutes ces informations ressurgissent dans mon esprit devant des robots civils pris à partie par des Sentinelles chargées du maintien de la paix. D'instinct, je m'attends à un duel tragique avec les forces de l'ordre, mais ce n'est pas le genre de *Stray* – le principe ici consiste à raser les murs, à se faire oublier et à rester en vie.

Oni miaule sans discontinuer devant l'image de son petit double pixélisé.

Jusqu'au générique de fin, je pensais que *Stray* était l'œuvre d'un développeur hongkongais (je préfère en savoir le moins possible lorsque je commence un jeu). J'ai donc été surpris d'apprendre que le studio BlueTwelve était français, piloté par un énigmatique duo de Montpellier. Apparemment, l'ambiance typiquement hongkongaise a suffisamment intrigué le public pour que le studio publie [sur son blog] un billet dans lequel il revient sur la genèse du projet et ses sources d'inspiration. Les développeurs y expliquent qu'ils voulaient créer une dystopie à part, mais que c'est une gageure, à l'heure où le cyberpunk occidental repose sur un corpus bien précis de visuels évoquant l'Asie de l'Est.

Les décors les plus marquants du jeu se dissimulent derrière les murs gris de la ville – des intérieurs décatés mais charmants avec leurs écrans à tube cathodique, leurs radios portables et la palette orange et verte typique des années 1970. De quoi conférer un ancrage temporel bienvenu à ce jeu qui se déroule dans un futur indéterminé. Mon décor préféré est un empilement de vieux téléviseurs, façon Nam June Paik [une grande star sud-coréenne de l'art vidéo (1932-2006)], dont l'écran donne à voir un ciel étoilé – un autel bordélique dressé à la déesse technologie.

On en arrive enfin à la question de la finitude et de la mortalité – l'issue fatale que redoutent tous les propriétaires d'animaux de compagnie. La fin propose un renversement doux-amer de ce concept, avec un au revoir inévitable qui me pousse à reprendre Oni dans mes bras – lequel se met à se tortiller dans tous les sens pour échapper à cette manifestation grotesque de sentimentalisme humain. *Stray* s'achève sur une note d'espoir un peu floue qui semble inacceptable pour un esprit simple comme moi, qui déteste toute forme d'ambiguïté au sujet de nos petits acolytes.

Il me faudra une seconde pour prendre un peu de recul, après le générique de fin, me ressaisir et me dépouiller du rôle du "protecteur". Je me rends compte alors que j'avais plongé corps et âme dans l'univers des chats et que j'y replongerais volontiers.

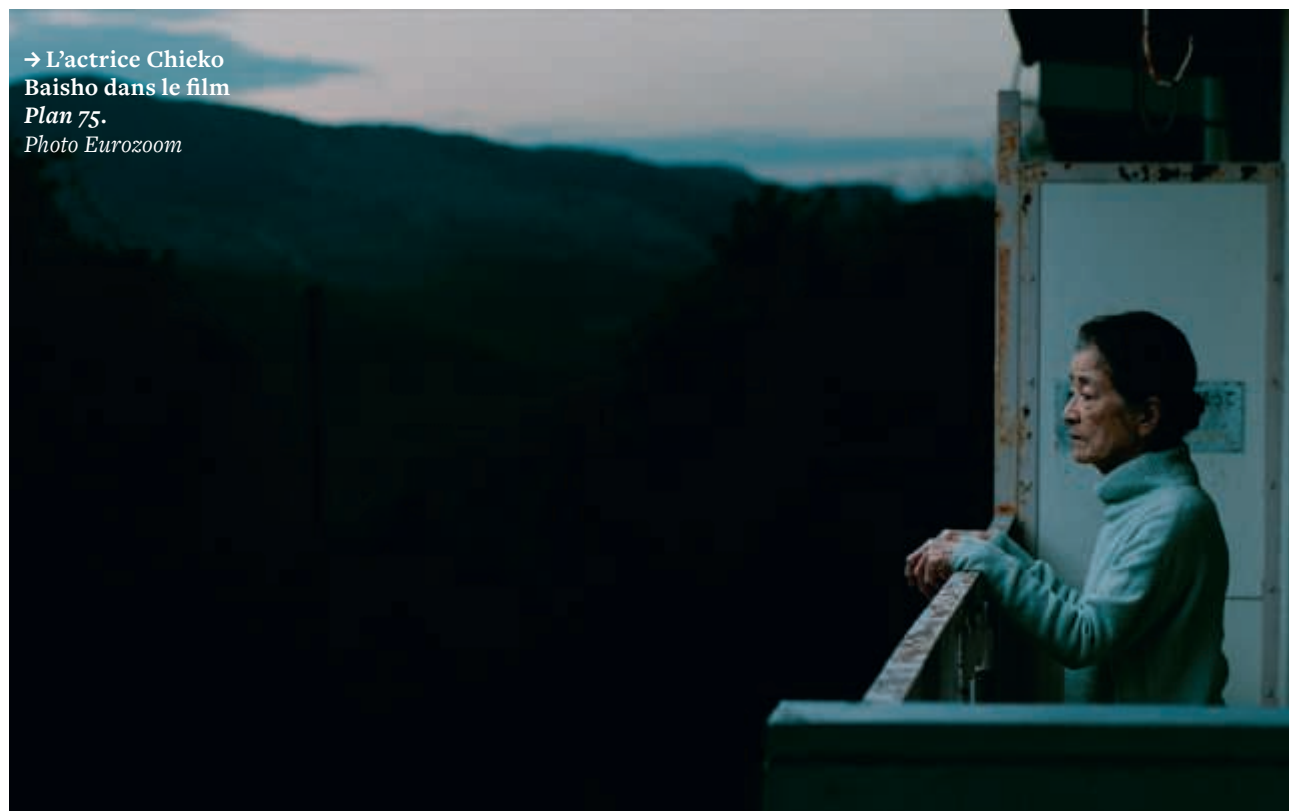
Stray ne propose rien d'inédit. Mais, grâce à une manipulation habile de notre amour des Raminagrobis, le jeu m'a fait découvrir l'étendue de mes sentiments pour Oni – mon premier chat, pour lequel j'avoue avoir une véritable obsession. Dès le début du jeu, je l'ai associé au personnage, et sa présence à mes côtés pendant la partie donnait une résonance particulière au design émotionnel de *Stray*. On est assez loin des mécanismes par lesquels se tisse l'affection pour un personnage de jeu de rôle classique, dont il faut apprendre progressivement les petites manies et les qualités, par le dialogue, la trame narrative et le *gameplay*.

Le moindre détail de *Stray* venait me rappeler que je ne bénéficiais que d'un temps limité aux côtés de mes petits compagnons, qu'ils soient réels ou virtuels. Le jeu terminé, je me suis tourné vers Oni, débordant d'altruisme. Sans surprise, il m'a miaulé dessus et a pris la poudre d'escampette. BlueTwelve savait exactement ce qu'il faisait en consacrant autant de soin et de temps à mettre au point des mouvements et des attitudes réalistes, mais le fait d'avoir un vrai mistigri sous la main me ramène à la réalité. *Stray* est à l'évidence l'œuvre d'habiles amateurs de matous. Et, ne fût-ce que pour cette raison, c'est une franche réussite.

—Alexis Ong

Publié le 18 juillet

→ L'actrice Chieko Baisho dans le film *Plan 75*.
Photo Eurozoom



Le pays qui n'aimait plus ses vieux

Dans *Plan 75*, qui sort le 7 septembre en France, la cinéaste Chie Hayakawa imagine un avenir inquiétant mais pas si lointain où le Japon règle de façon radicale la question du vieillissement de sa population. Le film a ému et choqué la presse nippone.

C'est une "plongée glaçante dans un avenir sans cœur", commente le **Japan Times**. Dans son premier long-métrage, *Plan 75*, Chie Hayakawa, 46 ans, imagine un futur certes dystopique, mais présenté comme imminent, et qui renvoie le spectateur à des problématiques très contemporaines. Dans un Japon vieillissant, la prise en charge des seniors n'en finit pas de peser sur le budget de l'État. Le gouvernement décide donc de lancer un dispositif appelé "Plan 75", lequel permet aux plus de 75 ans de se faire euthanasier s'ils le souhaitent, pour ne plus être un "fardeau" pour la société.

Michi Kakutani, 78 ans (incarnée par Chieko Baisho, une star du cinéma populaire japonais), fait partie des personnages visés par le programme. Veuve, elle perd un petit boulot qui lui permettait de payer son loyer, voit son cercle

d'amies s'éclaircir... En parfaite santé mais économiquement et socialement vulnérable, elle commence à envisager l'inévitable.

Projeté au dernier Festival de Cannes, dans la section Un certain regard, *Plan 75* a obtenu une mention spéciale de la part du jury de la Caméra d'or. Sorti dans la foulée au Japon, le 17 juin dernier, ce film bouleversant, illustré par la grâce frêle de Chieko Baisho, a marqué la presse locale. "En 2025, année où la génération des baby-boomers nés entre 1947 et 1949 aura 75 ans et plus, la part de personnes de cette tranche d'âge dans la population va s'élever à 20 %. Les enjeux de l'an 2025 sont notre problème à tous et, dans ce contexte, le film *Plan 75* impose une réalité déchirante qui ne nous est malheureusement pas entièrement étrangère", écrit Tomohiro Mibu, critique de cinéma pour le site **Toyo Keizai**.

CINÉMA

Quant à Ritsuko Inokuma, éditorialiste du quotidien national **Yomiuri Shimbun**, qui a longtemps couvert les sujets de société dont traite Chie Hayakawa, elle est allée jusqu'à publier un long article pour faire part du "désarroi" qu'elle avait éprouvé en découvrant le film. La situation de Michi Kakutani lui a rappelé la crise des *subprimes* à Tokyo, qui avait obligé des centaines de travailleurs précaires à passer l'hiver 2008 dans le parc de Hibiya. Le même scénario s'est répété une décennie plus tard, lors de la pandémie de Covid-19. "Le nombre de demandes d'aides au logement a connu un pic fulgurant. Je n'en reviens pas de constater que la protection sociale en matière de logement pour les plus précaires est restée à ce

Dans le film, les seniors qui acceptent de se faire euthanasier reçoivent 100 000 yens.

point insuffisante", écrit-elle, scandalisée. Selon Ritsuko Inokuma, le dispositif "Plan 75" reflète bien l'accroissement des inégalités dans la société japonaise contemporaine. Dans le film, les seniors qui acceptent de se faire euthanasier reçoivent en contrepartie une allocation de 100 000 yens (733 euros), qu'ils peuvent dépenser comme ils le souhaitent ou léguer à des proches. "J'ai du mal à imaginer des personnes fortunées, pour lesquelles la retraite se déroule sans souci [...], se sacrifier pour une somme si dérisoire. Il s'agit d'un 'choix' qui ne l'est pas dans la réalité, auquel les plus démunis sont contraints de manière injuste." Le film suscite donc chez la journaliste



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Chie Hayakawa, réalisatrice de "Plan 75": "Je voulais dénoncer le manque d'empathie des Japonais" Retrouvez

l'interview que la cinéaste nippone a accordée à *Courrier international* lors du dernier Festival de Cannes.

Et aussi : le 31 août, *Flee* est sorti en France. Ce long-métrage magnétique du Danois Jonas Poher Rasmussen, à la croisée du documentaire et du film d'animation, retrace le parcours d'un réfugié afghan jusqu'au Danemark, au tournant des années 1990. Découvrez ce qu'en a pensé la presse étrangère.

un sentiment mêlé d'indignation et d'impuissance. "Je couvre ces sujets depuis longtemps, mais mon travail a-t-il été suffisant, en définitive?" s'interroge-t-elle.

Dans une interview qu'elle a accordée au site **Cinra**, Chie Hayakawa raconte que c'est sa colère face à l'indifférence de la société japonaise à l'égard des plus démunis qui l'a décidée à réaliser *Plan 75*. La rhétorique du *jiko-sekinin* ("responsabilité individuelle"), de plus en plus répandue au Japon, considère que les indigents, plus que la société et son fonctionnement, sont responsables de leur sort. Signe du basculement du débat public, bien des seniors que la cinéaste a interviewés au moment d'écrire son scénario approuvaient l'idée d'introduire l'euthanasie pour les personnes âgées. "Certains m'ont dit, dès le début de l'entretien, que ce serait bien de mettre en place le dispositif *Plan 75*", raconte Hayakawa, sidérée. "Ils veulent juste éviter de devenir un fardeau pour les autres. Au premier abord, c'est beau comme discours, mais il est tellement triste d'en arriver là, accepter de mourir pour ne pas gêner les autres!"

Elle qui n'en finit pas de condamner le discours du *jiko-sekinin*, qui façonne selon elle l'insensibilité des Japonais à la souffrance des autres, espère tirer la sonnette d'alarme avec son long-métrage. "Si nous devons trancher entre une société qui propose l'euthanasie comme choix de vie aux retraités et une société qui vient en aide aux seniors au nom du vivre-ensemble, nous devrions absolument opter pour la seconde, martèle-t-elle. Or j'ai l'impression que la société japonaise actuelle penche plutôt pour la première solution. Je pense que nous sommes sur une pente vraiment dangereuse."

— **Courrier international**

histoire. 

Dans le ghetto de Varsovie, les livres comme résistance

1940 — Pologne

Dans le quartier où les nazis enfermèrent un demi-million de Juifs polonais, pas de bibliothèque. Jusqu'à ce que Basia Berman en monte une en secret pour faire lire les enfants.



— **History Today** Londres

Quand les nazis occupèrent Varsovie en septembre 1939, des lois antijuives furent immédiatement promulguées, dont certaines limitaient l'accès aux livres. Les bibliothèques de prêt furent fermées dans le quartier juif, et les Juifs avaient interdiction de fréquenter les bibliothèques.

Un ghetto fut créé à l'automne 1940. Près d'un demi-million de Juifs polonais étaient enfermés dans une zone ceinte de murs de brique de 3 mètres de haut, qui ne représentaient que 2,4 % de la surface de la ville. De maigres rations quotidiennes de 184 calories étaient distribuées aux habitants. On estime que 83 000 d'entre eux sont morts de faim en moins de deux ans. Les survivants seront déportés par centaines de milliers au camp d'extermination de Treblinka à l'été 1942.

Tandis que de nombreux responsables juifs et organisations de bienfaisance du ghetto s'attachaient avant tout à fournir de la nourriture, des vêtements et des abris afin de faire face à la faim, à la surpopulation et aux rudes hivers polonais, certains s'occupaient d'autres appétits.

Basia Berman [1907-1953] faisait partie des rares bibliothécaires juifs employés par la Bibliothèque publique de Varsovie avant-guerre. Avant la fermeture du ghetto, elle avait créé une bibliothèque itinérante dans son sac de voyage, distribuant des livres de sa collection à des enfants sans abri.

En novembre 1940, quand le ghetto de Varsovie fut bouclé, une antenne de la Bibliothèque publique de Varsovie, au 67, rue Leszno, fut incluse dans son périmètre, obligeant à évacuer les locaux. Basia Berman obtint l'autorisation d'utiliser le bâtiment pour y héberger Centos, une organisation d'aide aux enfants, et y installa une bibliothèque pour enfants clandestine.

De nombreux livres de sa collection furent acquis par Lejb Szur, fondateur avant la guerre de la maison d'édition Tomor, à Vilnius. Il sauva

des ouvrages de la destruction, rassembla des livres interdits et préserva des bibliothèques privées, amassant entre 10 000 et 20 000 volumes pour la bibliothèque de prêt de son appartement, au 56, rue Leszno. Szur prélevait souvent des livres de sa bibliothèque afin d'alimenter celle de Basia Berman. Il devait mettre fin à ses jours en août 1942, lors des *Aktionen* (déportations).

Pour masquer son précieux fonds de livres en yiddish et en polonais, Basia Berman décorait les pièces de jouets, de poupées, de papiers découpés et de simples livres illustrés, rendant le lieu accueillant pour les enfants. À l'occasion, des lectures, des débats et des conférences autour de livres en yiddish étaient organisés à la bibliothèque. Celle-ci ne tarda pas à grandir, des plages horaires pour les prêts étaient prévues.

“La soif de connaissance dont les enfants faisaient preuve pendant ces heures si sombres était extraordinaire.”

Basia Berman

Basia Berman encourageait les enfants à lire des livres en yiddish, à se plonger dans la littérature, la langue et l'identité culturelle qui étaient leurs, dans le but de résister à l'anéantissement de la culture yiddish. Elle prêtait aux enfants deux livres, l'un en polonais, l'autre en yiddish. Beaucoup d'entre eux apprirent ainsi l'alphabet hébreu.

Fait important, cette bibliothèque prêtait aussi des livres aux enfants les plus pauvres du ghetto, à ceux des hôpitaux, ou en quarantaine pour cause de typhus, et enfin à ceux qui étaient réfugiés dans le ghetto depuis d'autres quartiers de Varsovie. “La soif de connaissance dont les enfants faisaient preuve pendant ces heures si sombres était extraordinaire”, commentera Basia Berman dans son journal [écrit en polonais,

celui-ci a été traduit en anglais sous le titre *City Within a City* (2012), mais pas en français]. Les livres étaient devenus un besoin vital, presque comme le pain.” De nombreux livres ne furent jamais restitués, les enfants les ayant emportés avec eux dans les camps de la mort.

Rachel Auerbach, survivante du ghetto de Varsovie, se rappelait avoir vu un jeune garçon dans la cour du 66, rue Leszno, pendant une *Aktion*, tandis que lui et sa mère rassemblaient leurs affaires. Ils allaient être emmenés à l'*Umschlagplatz*, le point de ralliement pour la déportation. Autour de l'enfant, tout n'était que chaos et confusion, écrivait Auerbach dans ses Mémoires, *Varshever Tsavoos* [“Témoignages de Varsovie”, livre publié en Israël en 1974, mais lui aussi non traduit en français] : “Ce garçon de 12 ans, plongé dans les univers qu'il vient de découvrir, fasciné, transporté, se tient à l'un des angles de la cour, ne voyant et n'entendant rien de ce qui se passe autour de lui. Il lit un livre tout abîmé, à la couverture rouge.”

Au printemps 1941, le Judenrat, le conseil juif du ghetto, reçoit du pouvoir nazi l'autorisation de délivrer des licences aux bibliothèques de prêt, en se limitant aux livres en yiddish et en polonais. À ce moment-là, Basia Berman prêtait depuis des mois clandestinement des livres aux enfants du ghetto.

Basia Berman et son mari, Adolf, s'échappent du ghetto en septembre 1942 et trouvent de l'aide du côté “aryen” de Varsovie, où ils entrent dans la résistance juive. Devenus agents doubles, ils se font passer pour des Polonais [non juifs] et acceptent des missions dangereuses pour sauver leurs coreligionnaires du ghetto. Après la guerre, Basia Berman récupéra des livres dans les bibliothèques détruites partout en Pologne, dont certains restèrent à Varsovie, d'autres étant envoyés à la Bibliothèque nationale d'Israël.

— **Emily Putzke**
Publié le 6 juin

➤ **Basia Berman avec son mari et son fils dans les années 1940.**
Photo album de famille/
Wikimedia Commons

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**
Hors-série Septembre-octobre 2022

Atlas

des énergies



*Comment sortir
des énergies fossiles?
Peut-on se passer
du nucléaire?
À quand la transition
énergétique?
Réponses en cartes
et en infographies.*

En partenariat
avec



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



mgen*

GRUPE **vyv**

MÉTIER DE
L'ÉDUCATION
NATIONALE

MGEN SANTÉ PRÉVOYANCE

**UNE MUTUELLE QUI
CONNAÎT BIEN
VOTRE MÉTIER**

**C'EST
UN VRAI
PLUS !**

MGEN PROTÈGE VOTRE SANTÉ ET VOTRE AVENIR

Des couvertures complètes qui s'adaptent parfaitement à votre vie et à votre profession.

- **Complémentaire santé** : vos frais de santé remboursés avec la garantie d'un reste à charge réduit chez le médecin, à l'hôpital, en dentaire, optique, médecines douces...
- **MesDocteurs** : une plateforme de téléconsultation pour consulter sans rendez-vous 7j/7, 24h/24.
- **Prévoyance intégrée** : des allocations pour sécuriser vos revenus en cas d'arrêt de travail.
- **Actions sociales et solidaires*** : des aides financières pour faire face aux coups durs ou à un retard de salaire.

MGEN SOUTIEN VOTRE PARCOURS DANS L'ENSEIGNEMENT

Des outils pédagogiques innovants pour vous aider tout au long de votre carrière :

- **ÊtreProf** : la plateforme communautaire animée par des profs pour les profs pour réussir votre rentrée.
- **Vocal'iz** : l'application de coaching vocal pour préserver votre outil de travail n°1, la voix.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Contactez-nous au **3676** **Service gratuit + prix appel** Dites « RDV Rentrée »

* Ces allocations sont prises sur une dotation déterminée annuellement par l'Assemblée générale en fonction des ressources de la mutuelle. Elles sont accordées sur une étude de votre dossier et sous conditions de ressources.

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Fila, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité.

MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du Livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max Hymans - 75748 PARIS CEDEX 15.

Document publicitaire n'ayant pas de valeur contractuelle.

www.antigel.agency - 02621 - Avril 2022 - © Gettyimages - Réf. : PUBLI_EN_JDR_0422

